

doc
CA1
EA
95C58
FRE

FRANCOPHONIE 1995
LE SOMMET DE COTONOU



COTONOU, BÉNIN
2 AU 4 DÉCEMBRE 1995

REVUE DE PRESSE

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

JUN 21 2004

Return to Departmental Library
Retourner à la Bibliothèque du Ministère

1638/158

REVUE DE PRESSE

NOTE AU LECTEUR

Sans être exhaustive, cette revue de presse regroupe et présente de façon chronologique une série d'articles et commentaires touchant le Sommet de Cotonou (2-4 décembre 1995) ou autres événements en périphérie, qui ont été publiés principalement dans les médias canadiens. Ce recueil comporte également la transcription d'un certain nombre de commentaires diffusés dans le cadre de bulletins d'information sur les ondes de la radio et de la télévision canadienne.

MH MEDIA MONITORING LIMITED

Bowdens • C.P.C.S. • Cormux • Western Press Clippings
130 SLATER STREET, SUITE 805, OTTAWA, ONTARIO K1P 6E2

TELEPHONE (613) 236-7301
FAX (613) 236-7568

SOURCE:	NATIONALE	STATION:	SRC
ÉMISSION:	TOURNÉE D'AMÉRIQUE	HEURE:	16H17
RÉFÉRENCE:	84751.7	DURÉE:	07:00
DATE:	LE 26 NOVEMBRE 1995		

LE 6IEME SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

MICHEL PICARD (Lecteur): Dans quelques jours, ça sera le sixième sommet de la francophonie à Cotonou, au Bénin. Alors, il y a des attentes et nous en parlons au cours des prochaines minutes, des attentes de la France. On en parlera avec Théogène Carabanga(?). Il y a le Nouveau-Brunswick qui est là avec. Évidemment, le ministre Bernard Richard et aussi, M. McKenna. M. Bernard Landry, vice premier ministre du Québec représente le Québec. Le Québec a aussi des attentes. Et pour le Canada, bien sûr, c'est le ministre des Affaires étrangères et responsable de la francophonie qui sera sur place, M. André Ouellet. M. Ouellet, bonjour!

ANDRÉ OUELLET (Ministre des Affaires étrangères et responsable de la francophonie): Bonjour M. Picard!

MICHEL PICARD: Il y a un an, M. le ministre, vous nous aviez dit qu'il fallait absolument que la francophonie se politise. En d'autres mots, se trouve une ossature, se mette de la viande sur l'os, finalement. Qu'est-ce que le Canada veut obtenir du sommet de Cotonou?

ANDRÉ OUELLET: Je pense que nous pouvons, à l'occasion du sommet de Cotonou, justement concrétiser ce virage politique de la

francophonie. On peut à l'image de d'autres groupements comme l'Organisation des États américains ou le Commonwealth qui sont devenus de véritables instances politiques. D'abord, d'une façon concrète, le Canada va appuyer la création d'un poste de secrétaire général de la francophonie. Ceci va donner une voie politique véritable et crédible à la communauté francophone. Également, nous allons approfondir, à l'occasion du sommet de Cotonou, l'action politique qui pourrait s'engager, par exemple, dans la voie de la prévention des conflits. Le Canada est, à cet égard, l'instigateur d'une initiative pour la prévention des conflits. Nous pensons surtout en Afrique où il y a des conflits en ébullition constante que la prévention des conflits, la diplomatie préventive doit être beaucoup plus active que dans le passé.

MICHEL PICARD: Diriez-vous, M. Ouellet, que vous êtes sur le point de faire un petit peu ce qu'on a fait au Commonwealth? Est-ce que les pays de la francophonie seraient prêts à exclure un pays qui n'est peut-être pas sur la bonne voie comme on l'a fait au Commonwealth avec le Nigéria?

ANDRÉ OUELLET: C'est une culture qui n'est pas propre à ce moment-ci au pays de la francophonie mais nous espérons que d'ici peu, ce sera le cas. Jusqu'à date, les présidents de tous ces pays ont été très très réticents à s'émettre (sic) dans les affaires internes de leurs voisins. Mais, on ne peut pas rester insensible à les abus de pouvoirs, à la violation des droits de la personne qui malheureusement sont l'apanage de plusieurs des pays. Par

- 3 -

conséquent, nous devrions avoir, au cours des prochaines années, des opérations plus musclées à cet égard et j'espère, justement, que pour que cette organisation garde sa crédibilité. Elle pourra avoir le courage de poser ces gestes dans le futur.

MICHEL PICARD: Oui parce que quand on regarde l'organisation comme telle, on sent bien que les buts visés là varient d'un pays à l'autre. La France et le Canada ne partagent pas toujours les mêmes idées et on a vu ce qui s'est passé lors d'un sommet précédent. Il y avait eu une petite attaque musclée là entre la France et le Canada. Est-ce que vous croyez vivre ça à Cotonou, d'autres attaques musclées?

ANDRÉ OUELLET: Je crois que la France et le Canada ont très bien compris maintenant que nous ne sommes pas là en compétition et que nous ne devons pas être là en compétition. Nous devons être là pour travailler en complémentarité et que, finalement, les objectifs poursuivis sont les mêmes. Tant la France que nous sommes désireux de faire rayonner la langue et la culture française à travers le monde et sommes désireux d'aider un certain nombre de nos partenaires à avancer dans la voie du développement et de la coopération.

MICHEL PICARD: Alors je vous invite M. le ministre à venir nous en reparler au retour. Faire le bilan finalement du rôle du Canada là-bas

ANDRÉ OUELLET: Vous êtes bien aimable. Ça me fera plaisir d'être avec vous à nouveau.

Par Manon CORNELLIER

OTTAWA (PC) - Après neuf ans d'efforts, la Francophonie est sur le point de prendre un virage plus politique et de se donner les moyens de parler d'une seule voix.

Les 49 pays et gouvernements francophones veulent profiter du Sommet qui aura lieu à Cotonou, au Bénin, du 2 au 4 décembre prochain, pour changer son approche et ses institutions.

Grâce à cette réforme, qui entrerait en vigueur au sommet de Hanoi en 1997, la Francophonie aurait, comme le Commonwealth, un porte-parole unique. Ce secrétaire général, élu par les membres, agirait comme patron de l'organisation.

Actuellement, la Francophonie s'appuie sur le président du Conseil permanent de la Francophonie et le secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique. Cette direction bicéphale nuit aux prises de positions communes et à leur communication.

Or, après des années d'hésitation et une certaine réticence de la France, les pays membres se sont finalement entendus pour renforcer leur capacité d'agir collectivement sur le front politique.

«La Francophonie ne peut pas rester en marge des grandes crises mondiales et plus particulièrement celles qui affectent son propre espace», a expliqué un haut fonctionnaire fédéral. On n'a qu'à penser aux situations en Haïti, au Rwanda et au Burundi.

La Francophonie, comme communauté multilatérale, doit se faire entendre dans des dossiers comme ceux-là, a convenu en entrevue le vice-premier ministre québécois Bernard Landry.

Québec reste toutefois prudent: ce rôle politique doit être spécifique au forum francophone et non pas un dédoublement des actions des Nations unies ou des organisations régionales, comme l'Organisation de l'unité africaine.

Consensus

L'entente sur les réformes institutionnelles et le rôle politique de la Francophonie pourrait faire du Sommet de Cotonou le sommet du consensus, même entre Ottawa et Québec.

Les souverainistes et les fédéralistes partageront, pour la première fois, la même tribune internationale mais il n'est pas question de reprendre les batailles de «flags sur le hood».

«Notre politique consiste à ne pas exporter les différends, pour ne pas dire les querelles Canada-Québec. Plusieurs pays de la Francophonie sont des pays en voie de développement, certains d'entre eux étant parmi les moins avancés de la terre. Ils ont d'autres préoccupations en tête que les problèmes sérieux que nous avons avec le Canada», a indiqué le ministre Landry.

M. Landry représentera le premier ministre Jacques Parizeau qui a décidé, après sa démission, de ne pas se rendre à Cotonou. Côté fédéral, le premier ministre Jean Chrétien sera accompagné du ministre des Affaires étrangères André Ouellet. Le premier ministre Frank McKenna et le ministre d'Etat aux Affaires intergouvernementales et autochtones Bernard Richard parleront au nom du Nouveau-Brunswick.

L'inforoute

Un enjeu du sommet sur lequel les trois gouvernements s'entendent est la place du français sur l'autoroute de l'information.

Le premier ministre Chrétien en fait une priorité. Ottawa prévoit annoncer des initiatives pour que l'Afrique ait sa place sur l'inforoute et pour que les francophones y aient accès dans leur langue. On veut favoriser aussi la collaboration entre les pays du Nord et du Sud pour développer des logiciels qui faciliteront la communication en français.

De son côté, Québec veut doter un certain nombre de pays en développement, dont le Bénin, de sites Internet. Il souhaite aussi accroître la disponibilité des contenus en français et en faciliter l'accès grâce à des serveurs et des logiciels intelligents.

Fredericton proposera, de son côté, de créer à Edmundston un Centre

international pour le développement de l'inforoute en français (CIDIF).

Coopération ou commerce

Comme tous les sommets, celui de Cotonou se divisera en trois volets politique, économique et coopératif. Le gouvernement fédéral, qui est le seul partenaire canadien à pouvoir intervenir dans le volet politique, donnera la priorité à la prévention des conflits. Une des multiples résolutions à l'étude portera sur ce sujet.

Au chapitre de la coopération, le volet de prédilection des provinces, les participants se sont entendus pour limiter leur action aux secteurs pertinents pour la Francophonie, question d'éviter les dédoublements.

Cinq secteurs ont été identifiés, soit l'éducation et la recherche scientifique, le soutien aux industries culturelles, aux artistes et aux communications, l'appui aux systèmes judiciaires et aux institutions démocratiques, le développement économique et coopératif et la francophonie sur la scène internationale.

Si Ottawa et Québec donnent préséance au caractère multilatéral du Sommet, le Nouveau-Brunswick, lui, donne à sa participation des allures de mission commerciale.

L'équipe McKenna tentera d'organiser le plus de rencontres bilatérales possibles «avec un certain nombre de pays où nos entrepreneurs font déjà affaires ou souhaitent le faire», a indiqué M. Richard.

Vers le Sommet de Cotonou (1)

La Francophonie s'engage sur l'inforoute

*La question du Québec sera
commentée sans être à l'ordre
du jour du Sommet
francophone*

MICHEL VENNE
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Les chefs d'État et de gouvernement des 47 pays ayant le français en partage, lanceront la Francophonie sur ces autoroutes de l'information, lors de leur réunion bis-mensuelle, à Cotonou, au Bénin, en Afrique de l'Ouest, du 2 au 4 décembre prochain.

La défense et l'illustration du français sur les inforoutes est l'un des thèmes les plus chers à la délégation québécoise, qui sera dirigée par le vice-premier ministre Bernard Landry. L'autre priorité du Québec sera le soutien à l'éducation.

La question de la souveraineté du Québec n'est forcément pas à l'ordre du jour de la réunion de trois jours. Mais l'on s'attend à ce que, au lendemain du référendum, elle soit sur toutes les lèvres dans les coulisses du sommet.



Bernard Landry

L'aspect le plus visible de l'action du sommet francophone au chapitre des inforoutes sera l'inauguration ou l'annonce de la création d'une vitrine unifiée du contenu francophone existant sur le réseau Internet.

Ainsi, en composant une adresse électronique unique, un utilisateur du réseau pourra avoir un aperçu des différents services disponibles en langue française et, éventuellement, y accéder directement: banques de données, universités, bibliothèques, musées virtuels, gouvernements, associations, etc.

Mais la création de cette vitrine aura une vertu plutôt

VOIR PAGE A 8: SOMMET

■ Autres informations en page A 2

Le Devoir, 27 novembre 1995, p. A-1

SOMMET

SUITE DE LA PAGE 1

symbolique car le déploiement du français sur les inforoutes sera un chantier à long terme, en particulier pour les pays du Sud, notamment en Afrique, où une partie importante de la population n'a même jamais tenu un téléphone dans ses mains de sa vie.

Le Sommet de la Francophonie sera donc saisi d'un projet de résolution de principe et d'un projet de programmation prévoyant un certain nombre d'actions pour faire en sorte que le français ait sa place sur les réseaux électroniques et que les pays francophones de l'hémisphère Sud soient connectés aux réseaux.

Des moyens seront étudiés pour voir comment développer les réseaux de télécommunications dans le Sud, notamment en Afrique où vit 12 % de la population mondiale, mais où l'on ne trouve que 2 % des lignes téléphoniques. Mais il serait vain de brancher l'Afrique, rappelle un haut fonctionnaire du gouvernement du Québec, sans développer de contenus en langue française. «Brancher le monde sur Internet, c'est contribuer à angliciser le monde», dit-il, puisque l'anglais est la langue la plus répandue.

C'est pourquoi, à partir des recommandations de l'Agence de coopération culturelle et technique (secrétaire et principal opérateur de la Francophonie), le sommet entérinera un projet de programmation prévoyant des moyens de développer des contenus en français sur ces réseaux.

La délégation québécoise sera très active dans la promotion de ces initiatives. Le Québec sera par ailleurs un ardent défenseur d'un plan d'action élaboré pour favoriser le développe-

ment de l'éducation en Francophonie. Les pays francophones du tiers monde sont ceux où l'on trouve le plus bas taux d'enfants scolarisés. Il s'agit d'améliorer la qualité de l'éducation primaire comme au niveau universitaire. Ce plan pourrait comporter des objectifs chiffrés, par exemple sur le nombre de livres à distribuer dans ces pays ou le nombre de professeurs à former d'ici l'an 2000.

Le Québec n'a pas l'intention d'utiliser le sommet pour promouvoir la cause du mouvement souverainiste indique-t-on. La position officielle du gouvernement du Québec est que les «différends fraternels» qui divisent Québec et Ottawa, ne doivent pas entacher leurs relations avec les autres pays francophones. Il n'est pas question de prendre le sommet en otage ou de poursuivre la campagne référendaire sur place. D'ailleurs, la collaboration entre les fonctionnaires fédéraux et québécois a été excellente dans la préparation du sommet.

Par contre, la question du Québec, bien qu'elle ne soit pas un sujet à l'ordre du jour du sommet, risque d'occuper bien des conversations de couloir. Il se peut que des sympathies s'expriment lors de rencontres bilatérales. On s'attend à ce que les représentants canadiens soient, en privé, interrogés sur leurs intentions à la suite des promesses de changement formulées durant la campagne référendaire.

Il est possible que M. Landry, qui a fait escale à Paris avant de se rendre à Cotonou, profite d'une conférence, parallèlement au sommet, pour énoncer publiquement l'interprétation que fait le gouvernement du Québec des résultats serrés du référendum.

Un virage plus politique au sommet de Cotonou

MANON CORNELIER
Presses Canadiennes

Après neuf ans d'efforts, la Francophonie est sur le point de prendre un virage plus politique et de se donner les moyens de parler d'une seule voix.

Les 49 pays et gouvernements francophones veulent profiter du Sommet qui aura lieu à Cotonou, au Bénin, du 2 au 4 décembre prochain, pour changer son approche et ses institutions.

Grâce à cette réforme, qui entrerait en vigueur au sommet de Hanoi en 1997, la Francophonie

aurait, comme le Commonwealth, un porte-parole unique. Ce secrétaire général, élu par les membres, agirait comme patron de l'organisation.

Actuellement, la Francophonie s'appuie sur le président du Conseil permanent de la Francophonie et le secrétaire général de

l'Agence de coopération culturelle et technique. Cette direction bilingue nuit aux prises de positions communes et à leur communication.

Or, après des années d'hésitation et une certaine réticence de la France, les pays membres se sont finalement entendus pour renforcer leur capacité d'agir collectivement sur le front politique.

«La Francophonie ne peut pas rester en marge des grandes crises mondiales et plus particulièrement celles qui affectent son propre espace», a expliqué un haut fonctionnaire fédéral. On n'a qu'à penser aux situations en Haïti, au Rwanda et au Burundi.

La Francophonie, comme communauté multilatérale, doit se faire entendre dans des dossiers

comme ceux-là, a convenu en entrevue le vice-premier ministre québécois Bernard Landry.

Québec reste toutefois prudent: ce rôle politique doit être spécifique au forum francophone et non pas un dédoublement des actions des Nations unies ou des organisations régionales, comme l'Organisation de l'unité africaine.

L'entente sur les réformes institutionnelles et le rôle politique de la Francophonie pourrait faire du Sommet de Cotonou le sommet du consensus, même entre Ottawa et Québec.

Les souverainistes et les fédéralistes partageront, pour la première fois, la même tribune internationale mais il n'est pas question de reprendre les batailles de «flags sur le hood».

Le Droit, 27 novembre 1995, p. 11

Landry croit que le Québec sera traité en État «presque» souverain

MICHEL DOLBEC
PRESSE CANADIENNE

Paris — Au sommet francophone de Cotonou en fin de semaine prochaine, le Québec sera perçu comme un État presque souverain, croit le vice-premier ministre Bernard Landry.

«Avec le genre de NON qu'on a eu au référendum, on arrive avec une crédibilité immense, comparable à celle que nous aurait donné une victoire», a déclaré M. Landry quelques heures avant de quitter Paris pour la capitale béninoise (où il remplacera le premier ministre Jacques Parizeau). «L'analyse de la plupart des participants, c'est que la souveraineté n'est plus qu'une question de temps. Ça nous donne la crédibilité non pas d'un État souverain, mais d'un État qui le sera bientôt. En matière de coopération, notamment, tout le monde va faire des anticipations en pensant que l'ACDI aura bientôt son pendant québécois et que c'est à Québec que se décideront les choses dans un avenir prévisible.»

Tout cela ne change rien au niveau institutionnel: le statut du Québec au sein de la famille francophone, celui de «gouvernement participant», demeure le même. La donne politique à Cotonou sera en revanche complètement différente. Il s'agira du premier sommet auxquels participeront le président Jacques Chirac et le premier ministre canadien Jean Chrétien.

Ce sera surtout la première fois que les souverainistes occuperont les fauteuils de la délégation québécoise. Ces derniers comptent bien utiliser toute leur marge de manœuvre, d'autant que, selon Bernard Landry, «la hausse de crédibilité des Québécois est inversement proportionnelle à celle de M. Chrétien».

Reste à voir quelle sera la stratégie de Jean Chrétien, qui interviendra dès la séance d'ouverture du sommet. Les stratèges québécois croient qu'il pourrait être tenté, un mois après le référendum, de réduire la portée du vote et de banaliser la place du Québec.

Il est acquis que le sommet de Cotonou permettra de tourner la page sur les éternelles et violentes querelles franco-canadiennes sur les institutions francophones. En fin de semaine, les chefs d'États et de gouvernements adopteront en effet la plus importante réforme institutionnelle de l'histoire de la francophonie. Dès son entrée en fonction en mai dernier, la secrétaire d'État française à la Francophonie, Marie Sudre, avait annoncé sa volonté de mettre un terme à la crise institutionnelle. Elle doit pour une large part d'y être parvenue au représentant personnel du premier ministre québécois, Michel Lucier, vieux routier de la Francophonie, qui a joué dans cette affaire un «rôle crucial», confirme-t-on de toutes parts.

La Francophonie sur le point de prendre un virage plus politique

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Après neuf ans d'efforts, la Francophonie est sur le point de prendre un virage plus politique et de se donner les moyens de parler d'une seule voix.

Les 49 pays et gouvernements francophones veulent profiter du Sommet qui aura lieu à Cotonou, au Bénin, du 2 au 4 décembre prochain, pour changer son approche et ses institutions.

Grâce à cette réforme, qui entrerait en vigueur au sommet de Hanoi en 1997, la Francophonie aurait, comme le Commonwealth, un porte-parole unique. Ce secrétaire général, élu par les membres, agirait comme patron de l'organisation.

Actuellement, la Francophonie s'appuie sur le président du Conseil permanent de la Francophonie et le secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique. Cette direction bicéphale nuit aux prises de positions communes et à leur communication.

Or, après des années d'hésitation et une certaine réticence de la France, les pays membres se sont finalement entendus pour renforcer leur capacité d'agir collectivement sur le front politique.

« La Francophonie ne peut pas rester en marge des grandes crises mondiales et plus particulièrement celles qui affectent son propre espace », a expliqué un haut fonctionnaire fédéral. On n'a qu'à penser aux situations en Haïti, au Rwanda et au Burundi.

La Francophonie, comme communauté multilatérale, doit se faire entendre dans des dossiers comme ceux-là, a convenu en entrevue le vice-premier ministre québécois Bernard Landry.

Québec reste toutefois prudent : ce rôle politique doit être spécifique au forum francophone et non pas un dédoublement des actions des Nations unies ou des organisations régionales, comme l'Organisation de l'unité africaine.

Consensus

L'entente sur les réformes institutionnelles et le rôle politique de la Francophonie pourrait faire du Sommet de Cotonou le sommet du consensus, même entre Ottawa et Québec.

Les souverainistes et les fédéralistes partageront, pour la première fois, la même tribune internationale mais il n'est pas question de reprendre les batailles de « flags sur le hood ».

« Notre politique consiste à ne pas exporter les différends, pour ne pas dire les querelles Canada-Québec. Plusieurs pays de la Francophonie sont des pays en voie de développement, certains d'entre eux étant parmi les moins avancés de la terre. Ils ont d'autres préoccupations en tête que les problèmes sérieux que nous avons avec le Canada », a indiqué le ministre Landry.

M. Landry représentera le premier ministre Jacques Parizeau qui a déclaré, après sa démission de ne pas se rendre à Cotonou. Côté fédéral, le premier ministre Jean Chrétien sera accompagné du ministre des Affaires étrangères Andre Ouellet, Le premier ministre Frank McKenna et le ministre d'État aux Affaires Intergouvernementales et autochtones, Bernard Richard parleront au nom du Nouveau-Brunswick.

Un enjeu du sommet sur lequel les trois gouvernements s'entendent est la place du français sur l'autoroute de l'information.

Francophone summit will be first for Chrétien

Quebec will also be represented at African meeting

BY ALLAN THOMPSON
OTTAWA BUREAU

OTTAWA — Prime Minister Jean Chrétien makes his first official visit to Africa later this week to attend a summit of la Francophonie being held in Benin.

It is an event that will be marked by a number of firsts.

The Dec. 2-4 summit of the French-speaking commonwealth in Cotonou, the commercial centre of the tiny central west African country, will be the first for Chrétien.

It will be the first attended by a Liberal Canadian prime minister; the previous six meetings of heads of state and government held since 1986 were attended by former Tory prime minister Brian Mulroney.

It will be the first francophone summit to witness the spectacle of a Canadian prime minister flanked at the conference table by a Quebec separatist deputy premier Bernard Landry, who is to represent outgoing Parti Québécois leader Jacques Parizeau.

And completing the Ottawa-Quebec-Paris triangle, the summit will be the first for French President Jacques Chirac as his country's head of state, although he attended the 1987 Quebec summit in a previous incarnation as prime minister.

"There's no doubt it will be a peculiar sight," said one federal official who will be part of Chrétien's delegation.

La Francophonie brings together representatives of 47 countries as well as Quebec and New Brunswick, which have the status of "participating governments."

And while protocol dictates that the federal delegation take the lead at such gatherings, with the provincial governments speaking only on areas within their jurisdiction, "it's hard to say what could happen," the federal official said.

Chrétien is to arrive early Friday in Benin. The formerly Marxist state was one of the first to move to multiparty politics after the collapse of communism in 1989.



FRENCH FACT: Canada's Jean Chrétien, France's Jacques Chirac, Quebec's Deputy Premier Bernard Landry unlikely trio.

Security will be intense around the beachfront conference centre, already the target of a rocket attack on Nov. 15. There have also been reports in one independent Benin newspaper of threats by militant Algerian Islamists, who want to disrupt the meeting.

Nevertheless, summit organizers have set an ambitious agenda to make changes to the organization, most importantly by creating the post of secretary-general.

"The Francophonie doesn't really have a spokesperson, a person who is identified the way the head of the Commonwealth or United Nations is," the federal official said.

Canada was a founding member of the main Francophonie body, the Agency for Cultural and Technical Cooperation, in Niger, in 1970. Quebec journalist Jean-Marc Leger was its first secretary-general; its current head is Quebecer Jean-Louis Roy. There is a small secretariat that is always headed by the host of the coming summit.

But Canada wants to broaden those institutions and is pushing for la Francophonie to become a much more political organization. Creating the post of secretary-general is part of that strategy.

Canada will also be pushing hard for la Francophonie to become much more involved in conflict prevention and in the promotion of human rights and good government, particularly in Africa, where a majority of members run states.

"The Francophonie was barely involved, as an organization, at the time of such crises as Rwanda and now in

Burundi," even though both are francophone countries, the official said.

"Some members don't have problems talking about Bosnia, but when you start talking about the family, that concerns them a bit."

With its track record of activism in the anti-apartheid movement and more recently as a critic of Nigeria's military regime, Canada wants la Francophonie alliance to become more proactive.

"We're not talking about forming francophone peacekeeper forces or things of that nature but the Francophonie should facilitate talks between opposing parties and send special missions at times of crisis," the official said.

This summit is to deal with plans to promote French use on the information highway.

But for Chrétien, the conference agenda is almost certain to be sidetracked by domestic politics. It wouldn't be the first time.

At the first summit in Paris, in 1986, Mulroney, flanked by Canada's then ambassador to Paris (now separatist Bloc Québécois leader) Lucien Bouchard, did a diplomatic sidestep with Robert Bourassa, then Liberal premier of Quebec over matters of jurisdiction.

At last December's summit, there was a protocol flap when Landry arrived before Foreign Affairs Minister André Ouellet. Landry later met Burkina Faso President Blaise Compaoré without no federal official present.

"They played with the doors and our ambassador stayed outside. That wasn't appreciated," the Ottawa official said.

Vers le Sommet de Cotonou (2)

La Francophonie, gardienne de la paix ?

Le Canada pousse pour que le sommet francophone appuie la prévention des conflits

MICHEL VENNE
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le cheval de bataille du Canada, lors de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des 47 pays ayant le français en partage, à Cotonou, du 2 au 4 décembre, sera d'amener la Francophonie internationale à s'engager dans des actions de prévention des conflits qui explosent dans des pays membres de cette organisation.

En principe, la résolution de Cotonou devrait engager les Etats membres de la Francophonie en faveur de la prévention des conflits. De même, une série de résolutions seront adoptées pour concrétiser cet engagement, qui restera pour l'heure relativement modeste.

Cette préoccupation du Canada s'inscrit dans la volonté de faire de la Francophonie un instrument de nature davantage politique, sans délaisser son mandat culturel. Jean Chrétien, qui dirigera la délégation canadienne et en sera à son premier sommet, estimerait que la Francophonie est «un peu frileuse» lorsqu'il s'agit d'aborder avec les membres de cette organisation des questions politiques reliées au respect de la démocratie et de l'Etat de droit.

L'engagement de la Francophonie dans la prévention des conflits s'inscrit dans l'appui du Canada à l'agenda pour la paix des nations unies qui prévoit un rôle préventif aux organisations régionales.

Pour le Canada, la prévention des conflits revêt un intérêt particulier. Le pays dépense des milliards de dollars par année pour financer les missions de paix des Casques bleus. «La politique étrangère canadienne vise à éviter des déploiements en prévenant des conflits.»

Il n'est nullement question, au chapitre de la prévention des conflits, de créer une force militaire de maintien de la paix, mais d'engager l'organisation francophone dans des actions de médiation, des missions de bons offices ou des missions d'observation destinées à éviter que des conflits, comme ceux qui ont dégénérés au Rwanda ou au Burundi, ne s'enveniment.

Le Canada cherche, d'une certaine façon, à transposer en Francophonie les points de vue qu'il défend au sein du Commonwealth. Le Canada pense que si l'organisation qui regroupe les anciennes colonies britanniques a pu intervenir avec succès pour favoriser la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, la Francophonie pourrait faire de même dans des pays francophones.

La résolution qui sera proposée devra cependant tenir

compte des susceptibilités africaines. Ainsi, le Canada doit tenir compte de l'existence au sein de l'Organisation de l'Union africaine (OUA), depuis 1993, d'un mécanisme de détection, de prévention et de gestion des conflits sur le continent noir.

Lors d'une rencontre préparatoire tenue à Ottawa fin septembre, les participants se sont informellement entendus pour que, au sommet de Cotonou, les chefs d'Etat et de gouvernement «réitérent» le rôle de la Francophonie dans la prévention des conflits et aussi «leur volonté de contribuer au renforcement de l'OUA dans ce domaine».

Les participants, principalement des Africains, ont fait valoir que la Francophonie, par ses programmes de coopération et de soutien à la mise en place de régimes démocratiques, d'appui à la tenue d'élections libres ou de support à la création d'institutions solides dans le domaine de l'administration de la justice, contribue déjà à la prévention des conflits. Le Québec est de ceux qui rappelleront, au sommet, cette contribution.

Les Africains sont préoccupés d'éviter que l'OUA et la Francophonie n'entrent en concurrence.

A cette réunion de septembre, le ministre canadien des Affaires étrangères, André Ouellet, a suggéré que le sommet adopte une déclaration solennelle sur le sujet et crée un comité ministériel restreint pour soutenir des initiatives dans ce domaine. Il propose d'appuyer les efforts de l'Assemblée des parlementaires de langue française en ce sens.

La nomination d'un secrétaire général de la Francophonie, comme il en existe un au Commonwealth, pourrait faciliter l'intervention rapide de la Francophonie dans des initiatives de médiation ou de bons offices destinées à éviter la propagation de conflits encore à l'état embryonnaire.

Au volet politique, les chefs d'Etat et de gouvernement devraient s'entendre pour resserrer le nombre de champs d'intervention de la Francophonie ainsi que préciser les règles d'adhésion des nouveaux membres. Deux nouveaux membres seront admis: la Moldavie et Sao Tome et Principe.

Le Canada souhaite, par ailleurs, au volet économique du sommet, promouvoir ses propositions de réformes des institutions financières internationales que sont le FMI et la Banque mondiale qu'il avait appuyées à la réunion du G-7, à Halifax, et pour lesquelles il avait obtenu la collaboration du président français Jacques Chirac.

Fébrile mais pas frileux, Cotonou à quatre jours du Sommet francophone (B.8)

RÉAL PELLETIER
envoyé spécial

La Presse À COTONOU, Bénin

■ Le Français Daniel Ambroise a droit à une caisse de champagne. C'est l'objet d'un pari conclu avec un homologue du puissant bâtisseur français Bouygues, numéro un mondial de cette branche, battu en appel d'offres pour la construction du Centre de conférences de Cotonou.

Vengeur autant que blagueur, le gars de Bouygues aurait juré que l'équipe d'Ambroise ne terminerai jamais les travaux à temps. Parce que c'est l'Afrique, et que c'est dur, etc. Or la firme de Daniel Ambroise remettait aux autorités béninoises, il y a 11 jours, les clés du Centre de conférences ou se tiendra, du 2 au 4 décembre, en présence des familles royales du pays, le Sommet des pays francophones.

Plus précisément, les assises de la VI^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement ayant le français en partage.

L'élasticité — laborieuse autant que géniale — de la formule désignant ces assises permet d'y inclure pas moins de 47 États, un nombre qui dépasse celui de la participation au sommet du Commonwealth, qui a eu lieu en Nouvelle-Zélande, il y a deux semaines. Personne évidemment ne se fait d'illusions sur l'importance relative des deux événements en termes de volumes de populations impliquées ou de poids politique planétaire. Reste que le petit État béninois de cinq millions d'habitants, tapi à l'ombre du puissant — et inquiétant — voisin nigé-

rian à l'est, un Bénin fraîchement acquis à la démocratie après des années de régime marxisant, est assez fier d'accueillir, sous l'autorité du président Néciphore Soglo, cet événement prestigieux sans précédent dans l'histoire du pays.

Cotonou, la capitale, s'est faite belle, voire coquette dans sa modeste mesure, pour accueillir, aujourd'hui et demain, les ministres des Affaires étrangères des pays invités, et, dans trois jours, les chefs d'État et de gouvernement, dont le premier ministre du Canada, Jean Chrétien. Le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, est arrivé hier soir. Il remplace le premier ministre Parizeau qui a choisi de s'abstenir, dans les circonstances actuelles.

Quant au ministre des Affaires étrangères du Canada, André Ouellet, il rentabilise son périple: il était hier à Abidjan, est aujourd'hui à Accra et sera demain à Cotonou.

Landry-Ouellet, du beau feu d'artifice en perspective, avec Jean Chrétien veillant au grain. Pourtant, pas de vraie guerre diplomatique en vue. Bernard Landry déclarait hier à sa descente d'avion que l'Afrique, avec ses problèmes, lui paraît « un bien mauvais terrain d'affrontement Ottawa-Québec. J'ai assez connu l'Afrique en 30 ans de fréquentation pour avoir appris à ne pas lui imposer nos luttes. »

Ce qui n'empêche pas les deux niveaux de gouvernement de vouloir laisser leur marque sur Cotonou à la faveur de ce sommet. Jean Chrétien inaugurerà, le 1^{er} décembre, le Carrefour du

Canada, aboutissement d'une route de pres de cinq kilomètres financée par Ottawa et qui permettra de désenclaver une population de quelque 100 000 personnes.

Du côté du Québec, le représentant René Leduc, en poste à Abidjan, signalait encore hier matin les préparatifs d'une présentation que fera M. Landry d'une maquette de ce que sera une Place du Québec à Cotonou. Et malgré l'horaire chargé du chef de l'État béninois en ces jours fastes en réceptions, le vice-premier ministre du Québec aura droit à une audience accordée par le président Soglo. Ce soir, M. Landry prend la parole au dîner de clôture du congrès de l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (UIJPLF).

Une pomme de discorde en perspective: l'implantation d'Internet en Afrique. Avec un troisième joueur cette fois dans le décor, le Nouveau-Brunswick. A suivre ces prochains jours.

Dans l'intervalle, les fédéraux semblent assez contents du cadeau, fait au Bénin, de cette route prenant racine au Carrefour du Canada, à la jonction de la route de Lomé au nord, et conduisant à la mer au sud. Une particularité de cette artère africano-urbaine: sa construction, sous l'autorité de Pierre Beaudoin, de SNC-Lavalin, s'est faite sur appel d'offres, en 13 petits contrats, impliquant autant de petits entrepreneurs locaux.

L'état-major fédéral, pour ce Sommet francophone de Cotonou, est impressionnant. Le Canada est présent ici depuis plu-

sieurs semaines. La jeune tradition de ces sommets de la francophonie veut, quand l'événement a lieu dans le tiers monde, qu'Ottawa fournisse les services de soutien technique et de formation du personnel, en termes de sécurité, d'infrastructures de communication et de santé.

Mission accomplie. Ou presque. Les techniciens canadiens ont maintenant largement quitté Cotonou, laissant l'initiative des opérations aux Béninois, dont l'armée s'affairait en week-end à faire des tests de défilés d'accueil aux dignitaires... au grand dam des citoyens.

Arrivent maintenant régulièrement depuis le week-end les grandes orgues du PMO (le Bureau du premier ministre), les cordes des Affaires étrangères, les cuivres des services de la francophonie détachés de l'ambassade du Canada à Paris, l'ensemble appuyé par les percussions offertes par les services de la mission canadienne installée à Cotonou, avec, aux cymbales, un ancien proche de Robert Bourassa, l'ex-député Jacques Veilleux, chargé de mission spéciale pour le ministre des Affaires étrangères André Ouellet, sur un contrat de quelques mois pertinent au Sommet.

René Leduc, unique fonctionnaire permanent du Québec en poste en Afrique de l'Ouest, paraît bien seul. Encore qu'il compose, depuis hier soir, avec une petite équipe formée de fonctionnaires des Affaires internationales, de personnel politique du Bureau du premier ministre et de fonctionnaires responsables des affaires de la francophonie en poste à Paris.

La Presse
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

28 NOV. 1995

Vers le Sommet de Cotonou (3)

Regain d'intérêt de la France pour la francophonie

MICHEL VENNE
DE NOTRE BUREAU
DE QUÉBEC

La France veut la francophonie visible aux quatre coins du monde. La France semble avoir retrouvé, sous la présidence du gaulliste Jacques Chirac, un intérêt plus marqué pour la francophonie internationale, dont le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement se tient à Cotonou du 2 au 4 décembre.

Mais l'intérêt du gouvernement français pour la francophonie se déplace de l'Afrique — qui en est le principal bassin démographique — à d'autres régions du monde où la diffusion du français devient, aux yeux de la France, un enjeu stratégique, notamment l'Europe de l'Est, l'Asie du Sud-Est et l'Océan Indien.

Témoignage de cette orientation nouvelle, M. Chirac a fait en sorte que la responsabilité de la francophonie revienne sous la houlette des Affaires étrangères françaises pour bien marquer la dimension internationale et le rayonnement qu'il veut accorder à l'action de la France en francophonie, qui était, récemment, annexée au ministère de la Culture.

D'autre part, la nomination au poste de secrétaire d'Etat à la Francophonie d'une ressortissante de l'Océan Indien, qui est de surcroît d'origine vietnamienne, illustre le désir de M. Chirac de voir la francophonie se décloisonner vers tous les continents.

Nommée secrétaire d'Etat sous le premier gouvernement Juppé, Margie Sudre a résisté au récent remaniement ministériel. En entrevue au *Devoir*, lors d'une visite en septembre au Québec, elle a énoncé les priorités de la France en francophonie: que cette organisation devienne plus visible, plus crédible et plus efficace; plus politique aussi; qu'elle mise en priorité sur l'éducation, qu'elle se prépare à faire ce que les autres organisations internationales ne font pas.

Mme Sudre explique que cinq zones géographiques doivent mériter une attention particulière de la francophonie. D'abord l'Europe, car, selon la ministre, «c'est en Europe que se joue l'avenir du français». Le français doit demeurer une langue de travail pour valoriser son apprentissage dans d'autres pays.

La France fait en outre campagne pour que l'enseignement de deux langues étrangères devienne obligatoire dans les pays de l'Union euro-

péenne. Le combat du français, soutient Mme Sudre, restera vain si les francophones ne font pas la part aux autres langues; ce qui est en cause, c'est la diversité linguistique, car l'avenir du français passe par le multilinguisme.

Deuxième point en importance, l'Europe centrale et orientale, où il existe une tradition francophone, bien que minoritaire dans des pays comme la Roumanie, la Bulgarie ou la Moldavie, qui sera admis comme membre de la francophonie. Il s'agit, dans cette région, de maintenir et développer cette tradition afin qu'un éventuel élargissement consolide la position du français au sein de l'Union européenne.

La francophonie devrait, selon Mme Sudre, porter attention au bassin méditerranéen où le français a des assises dans les pays arabes, mais où, à cause du rayonnement de l'islam, le français recule. L'effort francophone devrait porter sur l'enseignement du français et le développement d'un environnement audiovisuel.

Après l'éducation, Mme Sudre est d'avis que le développement de programmes de télévision de langue française attractifs devrait être la seconde priorité de la francophonie. «Nous ne pourrions continuer à convaincre des jeunes de faire des études dans notre langue si la quasi-totalité des programmes de télévision qu'ils peuvent capter sont en anglais», dit-elle.

Deux autres régions du monde sont prioritaires: l'Asie du Sud-Est et l'Océan Indien. La première, dont l'expansion est «en train de modifier l'équilibre du monde»; le septième sommet de la francophonie doit d'ailleurs se tenir au Vietnam en 1997. La seconde, incluant Madagascar, «que nous devons aider à redevenir francophone», une région où l'influence du géant resuscité sud-africain risque de modifier l'équilibre au profit de l'anglais.

Que reste-t-il pour l'Afrique? «Les pays africains resteront le cœur de la francophonie, dit-elle, mais il est du devoir de notre communauté de s'intéresser à d'autres parties du monde qui ont besoin de notre solidarité. En outre, la cause africaine a tout intérêt à être plaidée partout dans le monde. Je pense que plus nous serons nombreux; plus nous couvrirons les quatre coins du monde, plus nous serons forts.»

Chirac
souhaite voir
la
francophonie
rayonner vers
tous les
continents

La Presse, 29 novembre 1995, p. A-1

Québec offre un centre culturel à Cotonou

RÉAL PELLETIER

COTONOU, Bénin

Il est de tradition, à la faveur d'un Sommet des pays francophones tenu dans un pays du tiers-monde, que les pays nantis laissent une marque visible de leur passage à ce sommet. Se pliant à cette tradition, le gouvernement du Québec a choisi de doter un quartier populaire de la métropole béninoise d'une maison de la culture qui occupera le centre de la future Place du Québec.

Le vice-premier ministre et ministre des Affaires internationales du Québec, Bernard Landry, dévoilera officiellement la maquette de cet ensemble cet après-midi, au terme d'un entretien qu'il aura avec le président Néciphore Soglo, du Bénin.

La Presse a pu voir cette maquette hier lors de la présentation qu'en a faite à M.

Landry l'architecte béninois concepteur de cette Place du Québec et de son centre culturel, Luc Gnacadja, du cabinet Imoteph, de Cotonou.

L'ensemble du projet coûtera 360 000 \$, dont 80 p. cent seront consacrés au complexe communautaire et culturel, et le reste à l'aménagement de la Place du Québec qui couvrira 4200 mètres carrés, dans la partie ouest de la capitale, directement sur la grande voie urbaine débouchant sur la route de Lagos, au Nigeria.

Le centre communautaire et culturel, de béton blanc cassé et surplombé d'une élégante toiture de bardeaux d'asphalte rouge brique dont les formes coniques évoquent l'architecture traditionnelle du pays, sera dominé par une salle de spectacle à ciel ouvert de 250 places disposée en gradins. La scène, couverte, s'imbrique dans le jeu d'immeu-

bles conique entourant l'espace de spectacles sur trois côtés, l'architecte ayant prévu laisser l'arrière dégagé de manière à y accroître le cas échéant le nombre de gradins.

L'espace spectacle servira au théâtre, à la musique, à la danse, mais aussi à des conférences et à des rencontres communautaires.

Les petits immeubles périphériques comprennent un hall d'accueil, une salle de rencontres communautaires pouvant accueillir une quarantaine de personnes, une grande salle d'exposition contiguë à la scène à l'arrière et diverses salles plus petites servant d'appoint à la scène, d'ateliers et de centre administratif.

La propriété et la gestion de l'ensemble dépendront de la Circonscription urbaine de Cotonou, sorte de communauté urbaine, dirigée par un fonctionnaire nommé par la

VOIR QUÉBEC EN A2

QUÉBEC

Québec offre un centre culturel à Cotonou

gouvernement et relevant du préfet régional. Il est prévu, dans la démocratisation en cours décrétée par le président Soglo, que le poste de chef de la CUC devienne électif à compter de l'an prochain.

Le représentant du Québec pour l'Afrique de l'Ouest, en poste à Abidjan et dépêché à Cotonou pour le sommet, René Leduc, a expliqué que la Fondation de l'entrepreneurship du Bénin, créée sur le modèle de la fondation québécoise du même nom et à l'initiative de Développement International Desjardins (DID) aura son siège social dans le nouveau complexe, en échan-

ge de quoi la fondation béninoise assurera l'entretien des lieux et le gardiennage.

La Place du Québec comprendra en outre un petit parking mais le plus clair de l'espace sera aménagé en terrain de jeu pour les enfants. L'architecte a voulu intégrer cette place à l'espace ambiant, dominé justement par l'une des plus grandes écoles primaires du Bénin qui accueille 1800 enfants. Située dans le

quartier Akpakpa, la Place du Québec voisine le stade René-Pléven, l'un des deux grands stades de football de Cotonou.

Cet après-midi, le président Soglo prendra connaissance de ce projet, qui devrait être complété l'été prochain. Les autorités québécoises n'ont pas encore décidé de quel nom on baptisera la salle de spectacle de ce complexe communautaire et culturel. □

Saint John N.B.

Francophone summit won't back sovereignty: Ouellet

FORGET IT: A.4 Canada's Foreign Affairs Minister says Quebecers don't support separation — and neither will other francophone nations.

By PETER MASER
Southam News

ACCRA, Ghana — Foreign Affairs Minister André Ouellet says Canada won the referendum and the Quebec government shouldn't expect support for independence at this weekend's meeting in Africa of French-speaking countries and provinces.

Mr. Ouellet says the Quebec government might well take its case to the international stage, as it has in the past.

Some Quebec politicians "have

been speaking out abroad for a number of years and I suspect they will continue to do it," he said.

But, he added, "It's very difficult to ask for recognition of something that you were denied by your own people."

Mr. Ouellet made the comment yesterday as Canada, Quebec and New Brunswick prepared to take their seats at this weekend's francophone summit in the tiny West African state of Benin.

The summit is held every two years and brings together former French colonies and those territories and provinces around the globe that share the common bond of the French language.

Canada will be represented by Prime Minister Jean Chrétien. It's expected that deputy premier Bernard Landry will represent Quebec.

Mr. Ouellet said Canada will use the summit to make the same pitch for democracy and human

rights it put forward during the recent Commonwealth meeting in Auckland, New Zealand.

To that end, it will encourage French-speaking members to give the francophone summit a more political character.

The francophone summit has differed from its Commonwealth counterpart in making language and culture the principal focus of its activities since its first meeting a decade ago.

This summit could see it evolve beyond that with the creation of a secretary-general's office filled by a political figure with a sound international reputation.

Canada is also expected to press for support for the peacekeeping proposal it presented at the United Nations in September.

The plan is aimed at reducing international conflicts by improving the ability of the UN to deal with disputes before they break out. ■

Quebec warned not to push cause at summit

BY JOHN STACKHOUSE
The Globe and Mail

(A.9)

ACCRA — The Quebec government should not try to internationalize its sovereignty campaign at a summit of French-speaking nations this weekend in the tiny West African nation of Benin, Canadian Foreign Affairs Minister André Ouellet warned yesterday.

"It is very difficult to ask for recognition of something that you were denied by your own people," Mr. Ouellet said in an interview during a stopover in Ghana's capital en route to the Francophonie summit.

Quebec and New Brunswick hold "participating government" status in the organization, which will hold its biennial heads-of-government meeting in Cotonou, Benin.

"We are happy they are there and participating, but as far as Canada is concerned, we are a united country," Mr. Ouellet said.

He referred to the Yes campaign in the Quebec referendum as one of "trickery" that relied on "a very sleazy question."

Mr. Ouellet said Prime Minister Jean Chrétien will push the international francophone organization to set higher standards for human rights and democratic development among its members, which include countries such as Zaire that are governed by repressive regimes.

"We're glad to see that the French authorities are asking that the Francophonie become more than ever before

a political instrument, a political organization," he said. "It therefore means that they will talk about political matters and not only development projects."

However, he said the Francophonie, like the Commonwealth and Organization of American States, should be allowed an evolution toward involvement in the domestic affairs of member states.

Mr. Ouellet said he has tried to gauge regional views on Nigeria during visits this week to Mali, Ivory Coast and Ghana.

As chairman of the Economic Community of West African States, Ghana has shown some restraint in its criticism of Nigeria, which is the regional organization's major power.

At the recent Commonwealth summit in Auckland, Ghana's president, Jerry Rawlings, called on member states to "let us do what we can to assist her [Nigeria]."

Mr. Ouellet said that during a meeting yesterday Mr. Rawlings gave him a historical perspective and specific advice on Nigeria, although he would not elaborate on the talks.

Canada and Ghana are members of the Commonwealth working group on Nigeria that will meet in January to discuss options, including sanctions.

Ghana may lobby against sanctions, because it purchases most of its petroleum from Nigeria and sees the giant nation as one of its best export markets.

Quebec shouldn't use French summit to pitch sovereignty Ouellet says

PETER MASER
SOUTHAM NEWS

A. 16

ACCRA, Ghana - Canada won the referendum so the Quebec government shouldn't seek support for independence at this weekend's meeting in Africa of French-speaking countries and provinces. Foreign Affairs Minister André Ouellet says.

Ouellet says the Quebec government might take its case to the international stage, as it has in the past.

Some Quebec politicians "have been speaking out abroad for a number of years and I suspect they will continue to do it," he said.

But, he added, "It's very difficult to ask for recognition of something that you were denied by your own people."

Ouellet made the comment yesterday as Canada, Quebec and New Brunswick prepared to take their seats at this weekend's francophone summit in the tiny West African state of Benin.

The summit is held every two years and brings together former French colonies and those territories and provinces around the globe that share the common bond of the French language.

Canada will be represented by Prime Minister Jean Chrétien. It's expected that Deputy Premier Bernard Landry will represent Quebec.

Ouellet said Canada will use the summit to make the same pitch for democracy and human rights it put forward during the recent Commonwealth meeting in Auckland, New Zealand.

To that end, it will encourage French-speaking members to give the francophone summit a more political character.

The francophone summit has differed from its Commonwealth counterpart in making language and culture the principal focus of its activities since its first meeting a decade ago.

This summit could see it evolve beyond that with the creation of a secretary-general's office filled by a political figure with a sound international reputation.

Canada is also expected to press for support for the peacekeeping proposal it presented at the United Nations in September.

The plan is aimed at reducing international conflicts by improving the ability of the UN to deal with disputes before they break out.

MH MEDIA MONITORING LIMITED

Bowdens • C.P.C.S. • Cormex • Western Press Clippings
130 SLATER STREET, SUITE 805, OTTAWA, ONTARIO K1P 6E2

TELEPHONE (613) 236-7301
FAX (613) 236-7568

SOURCE:	CLIENT	STATION:	---
ÉMISSION:	ENTREVUE	HEURE:	---
RÉFÉRENCE:	FA1129.T1	DURÉE:	30:00
DATE:	29 NOVEMBRE 1995		

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

(MAUVAISE QUALITÉ SONORE)

ANDRÉ OUELLET (Ministre des Affaires étrangères):

...l'initiative du premier ministre Chrétien qu'il a énoncée à l'occasion du sommet d'Oakland sur ce que l'on appelle maintenant la bonne gouvernance, pour utiliser des termes polis et qui s'applique à un certain nombre de pays du Commonwealth s'applique aussi à des pays qui font partie de la francophonie.

Q: La bonne gouvernance, pour la gouverner, ça inclut quoi?

ANDRÉ OUELLET: C'est la démocratie et les élections démocratiques, le respect des droits des individus, les activités qui soutiennent un régime juridique crédible et... alors, comme vous le savez, le gouvernement du Canada par l'entremise de l'ACDI en particulier, mais aussi par le centre des Droits de la personne de (inaudible) fait beaucoup d'activités pour aider les pays qui commencent à apprivoiser le régime démocratique. Or, il nous apparaît évident que les efforts qui ont été faits dans certaines régions du globe vont (inaudible) quelques années. La majorité des pays d'Amérique latine par exemple (inaudible)... se réitérent. Aujourd'hui, c'est l'exception plutôt que la règle. Il y a des efforts qui se font dans plusieurs coins du monde, nous pensons que

- 2 -

nous devons aussi mettre de l'avant cette plus grande acceptation d'élection démocratique au sein des pays de la francophonie. Alors, c'est un de nos objectifs, c'est le premier objectif, c'est celui qu'a construit surtout le premier ministre.

Deuxième objectif que nous avons, c'est la diplomatie préventive dont on a parlé l'an dernier, à Ouaga, Ouagadougou, à l'occasion de la réunion ministérielle, où on a exprimé le désir de voir la francophonie devenir un instrument de diplomatie préventive, de ne pas craindre de (inaudible) parfois dans les affaires intérieures de d'autres pays et d'intervenir auprès des forces en présence pour les éviter à aggraver un conflit, une crise, et vivre des situations qu'on a connues au Rouanda. Alors, à la suite de mon intervention à Ouagadougou, il y a eu des réactions assez favorables. Nous avons invité à Ottawa tous les pays qui sont tous venus, y compris les gouvernements participants pour une séance qui a abouti sur un texte, qui sera retenu...

Q: ...les conclusions à ce moment-là.

ANDRÉ OUELLET: ...les conclusions de cette conférence. Il y a une résolution qui fera l'objet d'un consensus ici, on l'espère, alors ça c'est un des deuxièmes points que (inaudible)... c'est notre deuxième objectif. Le troisième objectif c'est de faire prendre conscience à la francophonie la technique moderne et de proposer l'autoroute de l'information à la francophonie ce qui, (inaudible) dont on parle beaucoup au Canada, qui suscite l'intérêt de, non seulement le Canada mais des firmes du Québec, du Nouveau-

- 3 -

Brunswick, il y a des projets qui vont suivre à cet égard. Et ça devient d'autant plus intéressant que ces progrès qui se font dans ce domaine des communications nous amenant à prendre conscience que si on (inaudible) du contenu francophone, tout le contenu sera de d'autres langues. L'autoroute de l'informatique est un moyen pour véhiculer la langue et la culture française. Pourquoi nos initiatives dans ce domaine ont été accueillies par la France, nous ne sommes pas en compétition, nous sommes en fait en équipe avec la France dans ce domaine. Puisque au fond, les grands compétiteurs de la France, ce sont les Américains ou les Japonais. Ils savent très bien que si tout ce domaine-là est aux mains exclusives des Américains, les contenus vont être anglais. Et s'il est aux mains des Japonais, les chances sont que les contenus soient aussi anglais. Alors, il y a dans ce dossier je dirais, non seulement plus qu'une coopération, mais une complicité très importante.

Alors ce sont les trois... les grands dossiers que nous voulons mettre de l'avant, c'est les trois objectifs que nous avons.

Q: Pour revenir au premier objectif, vous savez, du Commonwealth, vous y avez fait allusion, il y a eu quand même une condamnation d'un des membres du Commonwealth qui est venu sur la table (inaudible)... Est-ce que ici le Canada va proposer des condamnations, ou des... prendra action de façon plus précise?

ANDRÉ OUFILLET: Nous avons des résolutions qui touchent un certain nombre de pays. Il y a une résolution dont on vient de

- 4 -

terminer l'étude. Le texte de réflexion générale qui fait référence à un certain nombre de pays, un certain nombre de conflits qui existent dans le monde. Moi, je pense que c'est... on a assisté cet après-midi à une première. La francophonie dans le passé avait touché très timidement à des questions politiques. Les pays de la francophonie - vous êtes là depuis beaucoup plus longtemps que moi, vous me corrigerez si je me trompe, mais il y avait un espèce de réflexe de... on ne touche pas aux affaires des autres, on ne se mêle pas des affaires internes des autres pays.

Q: De la francophonie. Ça leur faisait rien de parler du Cachemire, de parler du Zaïre...

ANDRÉ OUELLET: Alors pour la première fois, la francophonie non seulement se politise mais elle s'exprime sur les dossiers politiques. Maintenant, il faut prévoir... une évolution ne se fera pas avec beaucoup d'éclat du premier coup. Ce sera un apprivoisement plutôt lent.

Q: Ce que vous me dites, il n'y aura pas de résolution ou de coup d'éclat comme il y en a eu un au Commonwealth, ou on a expulsé le Nigéria.

ANDRÉ OUELLET: Bien c'est-à-dire qu'on ne l'a pas expulsé mais on l'a mis sur...

Q: ...des candidats, la situation de Nigéria (inaudible)...

ANDRÉ OUELLET: Il n'y a pas de situations qui se prêtent à ce moment-ci, au moment où on se parle. Il y a une situation particulière dans certains pays mais le fait qu'ils sont tous

- 5 -

alentour de la table et qu'ils acceptent de parler de la situation au Rouanda et au Burundi, c'est déjà en soit un progrès considérable.

Q: Est-ce que ça serait satisfaisant (inaudible) aux yeux du Canada?

ANDRÉ OUELLET: Oui. Je pense qu'il faut accepter les mentalités et les us, les coutumes...

Q: (Inaudible)...réfugiés du Zaïre qui veulent... on les met dehors (inaudible)... On essayait de condamner le Zaïre pour (inaudible)... par contre, on parle de réfugiés puis on dit qu'on favorise les solutions concertées sur les réfugiés. Bien, c'est peut-être la haute diplomatie, c'est une solution concertée, c'est (inaudible)... une solution imposée par le Zaïre. Alors...

ANDRÉ OUELLET: Il faut utiliser les formes et y mettre les mots pour faire... pour en discuter. Mais nous en avons (inaudible)...

Q: (Inaudible)... il y a quand même un espace de temps à considérer.

Q: On parle de Ruanda, Zaïre, Burundi, (inaudible)... présentement je pense au Caire une référence... une lettre de M. Carter. Comment le Canada voit-il cette initiative-là, est-ce que ça ne vient pas compliquer les interventions...

ANDRÉ OUELLET: Écoutez, nous souhaitons que cette réunion sera utile et qu'elle sera une réunion préparatoire à la prochaine réunion sous les gîtes des Nations unies. La réalité, c'est une

- 6 -

réunion qui, en tout cas, a le mérite de réunir les pays concernés. C'est une réunion qui, nous l'espérons, va égayer le terrain, va permettre des rapprochements. Mais fondamentalement, le problème est un problème régional. Et la conférence des Grands-Lacs proposée, est une conférence qui doit se préparer. Si on ne la prépare pas, peut-être qu'elle ne sera pas utile, cette réunion, ou elle n'obtiendra pas les résultats escomptés. Alors, je vois la réunion du Caire comme étant un pas dans la bonne direction, et on espère que ce n'est qu'un pas, que ce ne soit pas le point final.

Q: C'est pourquoi vous craignez que les États-Unis veuillent contrôler (inaudible)... dans ces choses...

ANDRÉ OUELLET: Oh, je ne pense pas, je ne pense pas.

Q: Ou, si elle a un certain mérite.

ANDRÉ OUELLET: Non, je crois que c'est une initiative peut-être... qui (inaudible)... au fait que le président Carter connaissait peut-être bien un des chefs d'État.

Q: Pas le cardinal, Mgr (inaudible) qui est impliqué dans ça...

ANDRÉ OUELLET: Oui. Et donc, si c'est une activité en périphérie des instances multinationales, tant mieux, ça ferait avancer.

Q: Quand il y a un sommet de la francophonie, c'est inévitable, qu'il y a toujours la question Canada-Québec qui revient. Je l'isais dans la revue de presse ce matin ou hier, ou dans la Gazette où vous faisiez des clarifications concernant le

- 7 -

fait que vous ne vouliez pas, je pense, que le Québec... vous disiez le Québec... c'est le Canada qui gagnerait le référendum, il ne faudrait pas que le Québec recherche une reconnaissance internationale, continuer de rechercher une reconnaissance internationale. J'aimerais peut-être que vous me précisiez votre pensée, là. Est-ce que vous avez des appréhensions, ou même peut-être, avez-vous déjà un jugement à apporter sur la manière dont le Québec se comporte présentement, est-ce qu'il est en... (inaudible)...

ANDRÉ OUELLET: Faut mettre ma réponse à une question posée par un journaliste dans le contexte de la question.

Q: Que je ne connais pas.

ANDRÉ OUELLET: ...il me demandait si j'avais des objections à ce que le Québec participe à ce sommet. J'ai dit non, (inaudible)... des règlements contraires où ils ont... à titre de gouvernement participant, le Québec, le Nouveau-Brunswick assistent au sommet de la francophonie. Je suis (inaudible)... nous sommes heureux de cette formule et nous sommes contents de voir que le Québec peut y jouer un rôle. Nous n'avons aucunement l'intention d'empêcher le Québec d'avoir sa place. Mais alors, la deuxième question, ça été oui, mais qu'ils n'essaient pas de vouloir obtenir une reconnaissance puisque M. Landry a dit à Paris qu'il serait là très souvent comme... peut-être pas officiellement mais presque officieusement comme un pays. Alors, c'est sûr, moi, de cette question que j'ai dit, bien, M. Landry, le Québec n'a pas à me

- 8 -

demander à l'étranger (inaudible)... de ses propres citoyens.

Q: Est-ce que vous avez l'impression que les autres membres de la francophonie, eux, considèrent que depuis le référendum, à cause du résultat, considèrent que le statut du Québec, même si juridiquement n'a pas changé, n'est pas tout à fait le même?

ANDRÉ OUELLET: J'ai pas senti ça du tout, parce que...ils nous reçoivent ici parce qu'ils sont nos voisins.

HÉBERT(?): Moi je peux vous dire là-dessus, je suis dans une réunion de (inaudible)... on était 47 autour de la table, c'était une dizaine de jours après le référendum. Les seuls collègues dans le corridor qui vont parler de ça, c'est les Belges puis les Français, puis les Suisses. Les Africains, on le sait, sont d'une discrétion absolue. Ils n'aiment pas qu'on se chicane devant eux comme (inaudible)... puis ils ne sont pas intéressés à ce qu'on recommence et ils ont été, à mon niveau en tout cas, absolument discrets.

Q: Et est-ce que des gens vous interrogent sur les intentions du Canada, du gouvernement canadien maintenant, après le référendum?

ANDRÉ OUELLET: Pas du tout.

Q: Vous n'avez pas de questions là-dessus.

ANDRÉ OUELLET: J'ai eu un entretien ce matin, presque une heure, avec le président Soglo; cette question-là n'a pas été évoquée par lui, et je n'ai pas parlé de ça non plus. On a parlé ni du Canada, ni du Québec. On a parlé de la francophonie, des

- 10 -

aider, plus c'est bienvenu de leur part, tu sais. Ils ne mordront pas la main si on leur donne un biscuit ou qu'on leur donne un steak ou on leur donne... Alors, tout ce qu'ils peuvent obtenir, c'est bienvenu, et nous savons que ces gens-là en ont tellement plus besoin que nous, dans cette partie de solidarité internationale, je serais le dernier à me plaindre que le Québec, par son programme de coopération, fasse quelque chose. D'ailleurs, ils sont dans la francophonie pour ça, c'est au sujet... dans le cadre du volet coopératif qu'ils sont acceptés comme gouvernement participant.

HÉBERT: (Inaudible)... c'est sûr que le gouvernement fédéral (inaudible)... mais les bénéficiaires des contributions canadiennes à la francophonie, dans la mesure où... les acteurs, les gens qui viennent sur le terrain, qui vont faire des contre-offres, s'ils sont Canadiens puis ils parlent français, il y a 95% des chances, qu'ils soient du Québec.

Q: Je voulais vous demander, M. Ouellet, est-ce que vous voyez, vous, est-ce que vous voyez une différence... peut-être, M. Hébert, vous pourrez compléter, là. Voyez-vous une différence, vous, dans l'approche entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec face à la francophonie? Est-ce qu'il y a une vision fondamentalement, là, différente entre les deux gouvernements?

ANDRÉ OUELLET: Il y en a une sûrement. D'abord, nous avons une longue tradition dans le domaine de la coopération. Le Canada

- 11 -

s'implique depuis très très longtemps comme gouvernement dans le domaine de la coopération. Le Canada, comme pays, a développé une politique étrangère dont un des volants de cette politique étrangère est la coopération. Et l'Agence canadienne de développement international qui (inaudible) 40% de ses fonds en Afrique, 30% en Asie, et 30% en Amérique latine. Donc, un réseau de contacts qui fait qu'on réfléchit, on établit des politiques, on fait de la coordination avec des partenaires, non seulement sur le plan politique mais sur le plan économique et sur le plan coopératif. Alors, notre présence est le reflet d'une politique active et très importante. Québec a un certain nombre d'activités au niveau international, il a ses maisons... ses délégations... Québec a un petit programme, je ne dirais peut-être pas petit parce que là, ils vont dire que je suis pas gentil envers le Québec, faut faire attention à nos mots. Avec certains de nos amis du Québec, faut faire attention à ce qu'on dit. Si on utilise des termes qui semblent être... ils vont dire que je ne suis pas respectueux, bien entendu. Ils ont un programme coopératif qui évidemment est plus modeste que le programme canadien. Alors forcément, notre approche ne peut pas être la même, puisque notre approche est basée sur une longue présence de politique étrangère très établie et très soutenue à travers le monde, et que nous sommes membres du G-7. Quand on parle... quand le Canada parle, il est écouté parce que les gens savent qu'on est membre du G-7, on est un gros joueur. Alors forcément, notre politique a une ampleur et une présence que

- 12 -

Québec, même avec toute la bonne volonté du monde, n'a pas, ne peut pas avoir.

Q: Donc, M. Soglo a dû vous parler des (inaudible)... du FMI, des contraintes de rajustements structurels. Il a sollicité un appui de votre part dans un sens ou dans l'autre.

ANDRÉ OUELLET: Exactement, il m'a parlé de l'importance que le monde continue à ne pas ignorer l'Afrique. Il m'a demandé de rappeler à nos partenaires du G-7 qu'il faut qu'ils continuent à dépenser des sommes considérables en Afrique. Il s'inquiète du fait que certains des grands pays donateurs ne sont pas aussi actifs.

HUBERT: Si vous permettez, j'ai un argument, moi, que j'aime bien développer qui est (inaudible) vérité aussi. (Inaudible)...on est un pays de 30 millions d'habitants avec (inaudible)...et puis on se sert de la francophonie afin de promouvoir une convention internationale sur le poisson; il y a des pays maritimes partout, on se sert de ça. Si on veut promouvoir la non-prolifération nucléaire, alors on a des enjeux locaux, et notre présence dans ces (inaudible)...pour le Québec, ça ne peut pas s'appliquer, ça c'est un autre aspect radicalement... pas radicalement, mais pour différencier, pas l'importance mais le rôle que peuvent avoir les organisations de 47 pays pour nous, pas au Québec (inaudible)...

Q: On parlait de... M. Soglo veut que vous rappeliez aux membres du G-7 l'importance que le monde continue à ne pas oublier l'Afrique, à investir en Afrique, à soutenir l'Afrique. Y a-t-il

- 13 -

au sein de la francophonie, au fond, il y a un autre grand bailleur de fonds; c'est la France. Est-ce que à cet égard-là, vous avez des divergences avec la France?

ANDRÉ OUELLET: Je dois dire que nos relations avec la France se sont considérablement améliorées au sein de la francophonie. D'abord, moi je me suis activé à rencontrer, à établir des liens d'amitié avec M. Toubon, qui était là antérieurement. Nous avons eu des rencontres, nous avons essayé de régler en partie le dossier de l'institutionnel qui était un à un point de friction et à l'occasion d'une rencontre, l'invitation de M. Toubon à Paris, on avait convenu d'un processus et d'un espace de projet de compromis qui finalement, qui avait été accepté et qui faisait normalement ce qu'on recommanderait (inaudible)... A la suite de la nomination de Mme Sud, elle est venue à Ottawa, et elle nous a donné, comment ça s'appelle, un long papier, elle nous a donné un document... en nous disant écoutez: vous avez fait des démarches avec M. Toubon, vous êtes rendu à un point, mais si on pouvait aller plus loin et vraiment finaliser et régler l'institutionnel, ça vaudrait peut-être la peine de le faire. Mais je ne le ferai pas si le Canada n'est pas d'accord, parce qu'on comprend...

HÉBERT: Nous, on est prêt, le secrétariat général, on sait que tout le monde le veut, dans le temps de M. Toubon, c'était pas possible d'aller aussi loin parce qu'on ne pensait pas pareil. Moi, Mme Sud, je suis prêt à (inaudible)...

ANDRÉ OUELLET: Alors, on a pris son papier, j'ai dit écoutez,

- 14 -

moi... vous savez qu'est-ce que c'est que nous on croit absolument essentiel, c'est la société, les pouvoirs de la société, on ne veut pas créer une structure qui va déculotter... Alors, on s'est parlé et puis finalement, on lui a donné un autre long papier, et qu'ils ont étudié, donc on a fait des progrès de ce côté-là. Par conséquent, vous me demandez quels sont les trois objectifs, ça n'en est pas un parce que...

Q: Est-ce que c'est réglé en ministériel, ça?

HÉBERT: Oui, ce matin.

ANDRÉ OUELLET: Bon, c'est passé. Et si ça a passé ce matin en ministériel, je soupçonne que ça va passer aussi au sommet. Ça veut dire que ça, (inaudible)... derrière nous, et c'est des choses qui concrétisent la francophonie politique, mais sans pour autant minimiser l'importance et le rôle de la société.

HÉBERT: (Inaudible)...

Q: Non, mais je vous abordais au sujet de la France concernant l'importance de l'Afrique.

ANDRÉ OUELLET: ...de nos relations avec la France, cette question qui aurait pu être un irritant est réglée. Dans le domaine de la coopération, nous avons dit à la France que nous n'étions pas en compétition avec eux, mais que, au contraire, dans bien des domaines, on avait l'avantage de travailler en coopération, faire du «joint venture» et travailler ensemble. Parce que, au fond, l'Afrique, si l'Afrique anglophone était anciennement la chasse-gardée de l'Angleterre, et l'Afrique

- 15 -

francophone la chasse-gardée de la France, aujourd'hui se sont les Allemands, les Japonais, les Américains, il y en a partout, des Hollandais... (inaudible)... qui m'ont dit qu'ils sont en train de construire un immense centre de conférence à Abijan, Abijan, les Chinois sont en train de construire. Alors la France ne peut pas nous considérer comme étant les Canadiens qui s'en viennent jouer dans leurs affaires. Et on (inaudible) dans bien des cas, il y a des éléments de complémentarité et des possibilités de... Alors je crois que de ce côté-là, en étant habile et en s'entraïdant, on peut emporter le morceau dans bien des cas, plutôt que d'être en compétition.

Q: Mme Sud m'avait expliqué lors d'une entrevue que la France, pour l'Afrique, oui, est importante, et que la France voulait que la francophonie se préoccupe aussi d'autres zones du monde qui, pour elle en tout cas, la France, sont d'une grande importance géo-politique ou économique. Par exemple la (inaudible) du sud-est ou (inaudible)..., l'Océan Indien, l'influence de l'Afrique du sud, l'Europe de l'est, un éventuel élargissement de l'Europe, donc maintenir un certain poids du français dans ces régions-là, pour les pays du Moyen-Orient... (PAUSE) et à cet égard, comme la francophonie, sur tous les continents, il faut étendre le réseau de TV-5 dans ces parties du monde où on n'y est pas.

HÉBERT: (Inaudible)... les Français ont fait ça. Le débarquement ou l'arrivée de la francophonie sur l'Internet en

- 16 -

français, c'est la prolongation (inaudible)... parce que là aussi, ils n'ont pas intérêt à ne parler que l'anglais. Alors, il y a des alliances intéressantes qui peuvent se faire.

Q: Je ne vous retiens pas plus longtemps.

Les apparences sont sauvées

Le Bénin donne un coup de balai avant l'arrivée des invités au VI^e sommet de la Francophonie

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

Cotonou — «Le Béninois, il n'aime pas montrer ses misères.» Le jeune homme qui fait cette réflexion est pourtant un Béninois en train de me montrer ses misères.

Journaliste au quotidien *Le Matin*, Emmanuel Tachin m'entraîne sur sa moto dans les quartiers non lotis situés à quelques kilomètres à peine du site où se déroulera, ce week-end, le sixième sommet de la Francophonie.

Il veut me montrer le Bénin réel et le contraste avec celui que les organisateurs veulent laisser voir au monde.

Là-bas, dans le prolongement du boulevard de la Marina, s'élève le Centre des conférences bâti sur la forme d'une case africaine, ces pe-

tites maisons rondes avec un toit de chaume. Le complexe dessiné par l'architecte Pierre Fakhoury est en tôle et le gris métallisé réfléchit le soleil voilé dans un ciel lourd du sable que charrie le vent du désert, l'harmattan. La construction vient à peine d'être complétée, financée par la France.

Non loin, un nouvel hôtel est sorti de terre. Vingt villas mises à la disposition du gouvernement par deux mécènes, un Libanais et un Nigérian, abriteront des chefs d'État. Autour, et sur les quelques kilomètres de voie bitumée qui mènent au centre-ville, les bordures ont été repeintes, ainsi que le bas des arbres qui longent les avenues. Des fleurs viennent d'être plantées là où, il y a dix jours, il n'y avait que

VOIR PAGE A 8: APPARENCES

■ Québec paie au Bénin une vitrine sur Internet (page A 4)

APPARENCES *C'est l'image du bon élève qui est en jeu*

SUITE DE LA PAGE 1

du gazon séché.

On a nettoyé. On a évincé les revendeuses itinérantes qui, d'ordinaire, pour gagner le pain de l'enfant qu'elles portent sur leur dos, dans un pagne noué autour de la taille, proposent des cigarettes, des bricoles venues du Nigéria, quelque chose à manger, de l'igname pilée ou une bière artisanale servie dans une callebasse. Les autorités ont détruit quelques étals. Et aussi quelques habitations de fortune qui avaient gagné le domaine public.

Ce coin-là de la ville a été assailli par la «Flancophonie», comme l'écrit un journal local, seulement pour souligner que la lettre «r», et *a fortiori* ce mot-là, n'existe pas dans les langues nationales du Bénin. Une minorité de Béninois parlent le français.

Les délégués se promènent en voiture climatisée. Ici, il fait plus de 30 °C. Ils le disputent aux zémidjans, ces taxis-motos qu'on retrouve par milliers dans la ville et qui remplacent les transports en commun.

Le président du Comité technique de la Francophonie a fait un grand appel aux Béninois la semaine dernière. Il leur a demandé de balayer devant chez eux, de s'habiller de neuf, de recevoir les étrangers avec la simplicité du

pays. «Soyez sans complexes», leur a dit M. Glèlé. La veille, à la radio, le Centre national de transfusion sanguine avait appelé les Béninois à aller massivement donner du sang «pour éviter une rupture de stock durant le sixième sommet». Quand on reçoit, m'explique ce biologiste que le hasard a propulsé à la tête de l'organisation du sommet, on donne ce qu'on a de mieux à l'invité, on s'endette s'il le faut.

Les autorités veulent que cet événement international soit une réussite. C'est l'image du bon élève qui est en jeu.

Car si le Bénin reçoit cette année le sixième sommet francophone et l'aide internationale qui l'accompagne, c'est en grande partie parce que, parmi les premiers d'Afrique, en 1990, il a mis fin à la dictature pour rétablir le système des élections libres et du multipartisme et s'est converti du marxisme-léninisme d'Etat au libéralisme économique.

La réussite du sommet, c'est la réussite du renouveau. Ce serait la démonstration que la transition est en cours et que l'élève apprend vite et mérite le soutien dont il est l'objet de la part de la communauté internationale.

Mais ici, les partis d'opposition ne l'ont pas entendu de la même oreille. Ils croient que le président Nicéphore

Soglo, qui sollicitera un deuxième mandat de cinq ans en mars prochain, pourrait utiliser les retombées du sommet pour faire mousser sa propre candidature.

Il montrerait les habitations construites pour l'occasion, la ville plus belle et plus propre; les tronçons de rue, à Cotonou, pavés avec les fonds du Canada ou de la France, en marge de cette conférence en appui au nouveau régime.

Un groupe d'opposants, d'anciens militaires paraît-il, ont d'ailleurs organisé une attaque à la roquette sur le Centre des conférences il y a dix jours. Les auteurs de ce présumé attentat auraient été arrêtés, l'un tué lors de la rafle. Ombre au tableau à la veille de la fête. On parle vaguement de menace terroriste dirigée vers la France par des groupes islamistes.

Si bien que les mesures de sécurité ont été amplifiées. Des hommes en armes sont partout dans le secteur du sommet. Les contrôles sont constants. La France a envoyé des renforts et quelques millions en matériel militaire.

Pour les populations béninoises, donc, hormis les quelques milliers qui ont un emploi temporaire de guide, d'hôtesse ou de chauffeur, la Francophonie, c'est un branle-bas encombrant pour une poignée de politiciens

étrangers. M. Glèlé l'admet: il y aurait eu une grande éducation à faire. Certes, car 80 % des Béninois sont illettrés.

Dans les quartiers que nous visitons à motocyclette, Tachin et moi pagayons dans le sable. Il y a 30 ans, la plupart des rues de Cotonou étaient bitumées, mais elles n'ont pas été entretenues. On devine le macadam sous la poussière. Là, un tas d'immondices au milieu du chemin. On y élève un troupeau de porcs. Ici, un cabri, une poule, qui contournent des excréments humains. Là-bas, une femme revient d'une marche de cinq kilomètres pour ramener de l'eau chez elle. Ce soir, elle allumera une bougie. A la saison des pluies, elle cherchera une case ailleurs. La sienne sera inondée.

Avec Tachin, je n'arrive pas, même si je constate l'état lamentable des infrastructures urbaines, à ressentir un découragement pour le Bénin. Je n'ai vu, depuis dix jours que j'y cavale, aucun enfant au ventre rond et creux. Les gens trouvent toujours à se débrouiller. Comme ce garçon qui m'interpelle: «Yovo, Yovo», dit-il. Le Yovo, c'est le Blanc. Il m'offre des cassettes, copies frauduleuses fabriquées à Singapour qui transitent par Abidjan. J'achète l'album *D'Emr*, de Céline Dion: 750 francs CFA, soit environ deux dollars.

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / Télécopieur (514) 985-3399
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / Télécopieur (514) 985-3399
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559

LE DEVOIR est publié par LE DEVOIR Inc. dont le siège social est situé au numéro 2050 de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par les Imprimeries Québecor LaSalle, 7743 de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612 ouest rue Saint-Jacques, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les

Le Sommet de Cotonou

Ottawa et Québec se surveillent

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

Cotonou — Tour à tour, hier, le représentant du Canada et celui du Québec, les ministres André Ouellet et Bernard Landry, ont rencontré en privé le président de la république du Bénin, Nicéphore Soglo, hôte du sixième Sommet de la Francophonie, qui se déroulera le week-end prochain.

Il s'agit d'un petit ballet diplomatique auquel les pays de l'espace francophone sont maintenant habitués. Le Québec dispose au sein de la Francophonie d'un statut particulier de gouvernement participant (le Nouveau-Brunswick dispose du même). Il se comporte donc comme un participant à part entière à ces rencontres. Cependant, l'action du Québec se limite surtout aux questions de coopération. La politique étrangère relève d'Ottawa.

L'exercice se déroule cependant sans anicroche. Les deux délégations s'observent et se surveillent, mais les deux ministres ont déclaré au *Devoir* qu'ils feront tout ce qui est possible pour ne pas exporter en Afrique les différends qui les opposent à la maison. Cela n'empêche pas le Québec de chercher à mettre beaucoup d'accent sur ses activités propres, de manière à se démarquer d'Ottawa, ce qui peut donner l'impression d'une surenchère, alors que le débat référendaire est toujours dans l'air au Québec.

Le vice-premier ministre du Québec croit que le résultat serré du référendum du 30 octobre peut amener les politiciens qui représentent les autres pays de la francophonie à conclure que c'est une question de temps pour que le Québec devienne souverain. M. Ouellet ne sent pas pour sa part un changement d'attitude des autres pays à l'égard du Canada. Il affirme qu'aucun des chefs d'Etat ou des ministres qu'il rencontre n'aborde cette question avec lui.

M. Landry a profité de sa rencontre avec M. Soglo pour dévoiler une vitrine offerte par le Québec au Bénin sur le réseau de communications électroniques Internet. La vitrine est accessible sur le World Wide Web. Elle a été conçue par la firme québécoise NéoMédia. Elle permet à l'utilisateur d'avoir accès, par ordinateur, à des données sur la géographie, les médias, la culture ou le gouvernement de ce petit pays d'Afrique de l'Ouest.

De même, le ministre québécois a rendu publique la maquette d'un centre socioculturel qui s'élèvera, place du Québec, dans le quartier Akpakpa de Cotonou, la métropole béninoise, et auquel le Québec consacre 360 000 \$. Ce centre comportera une salle de spectacles à ciel ouvert de 250 places, des salles de réunion et d'exposition. Il abritera également les locaux de la Fondation de l'entrepreneurship du Bénin, créée en collaboration avec le Mouvement Desjardins, le troisième projet appuyé par Québec en marge du sommet francophone.

Le Canada, pour sa part, s'est depuis longtemps engagé à financer la réfection d'un axe routier important à Cotonou, la Voie de la Francophonie, qu'inaugurera demain le premier ministre Jean Chrétien à son arrivée. Le Canada participe également au financement d'un réseau de téléphonie cellulaire et à un projet d'assainissement des eaux.

Avec M. Soglo, M. Ouellet a surtout abordé les questions de politique internationale, dit-il, notamment en ce qui concerne le rôle que peut jouer la Francophonie dans la prévention des conflits qui éclatent dans des pays africains, comme le Rwanda ou le Burundi. Il a aussi discuté du rôle des pays du Nord dans le développement de l'Afrique.

La rencontre entre M. Soglo et M. Landry a par ailleurs donné lieu à l'expression, par M. Soglo, de sa sympathie envers le Québec. Son fils, Léhadry, a étudié durant huit ans dans trois universités montréalaises et sa petite fille est née au Québec.

Le Québec a
offert au
Bénin une
vitrine sur
le réseau
Internet

Ouellet passe devant Landry chez Soglo

RÉAL PELLETIER

La Presse A COTONOU, Bénin

(B.1)

■ Malaise passager hier matin dans l'entourage de Bernard Landry, vice-premier ministre du Québec qui représente le premier ministre Parizeau au Sommet de la francophonie : M. Landry devait avoir un entretien privé à 10h avec le président béninois hôte du Sommet, Nicéphore Soglo. En dernière heure ouvrable, c'est-à-dire vers 23h la veille, on apprenait que la rencontre allait être décalée. Parce que le ministre canadien des Affaires étrangères passait devant.

De fait, André Ouellet est passé devant, au palais présidentiel, situé à peu de distance du Centre des conférences où se tiendra, de samedi à lundi, le Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays francophones. Mais le ministre fédéral jure qu'il était déjà établi depuis un moment qu'il devait amorcer, ce mercredi, les audiences présidentielles de M. Soglo. Et l'information a été confirmée à *La Presse* par les services protocolaires de M. Guanduessi, à la présidence béninoise.

Cette crise de palud protocolaire circonscrite, le Québec a quand même vécu de beaux moments hier à Cotonou. Le premier ministre du Canada Jean Chrétien vivra les siens ce week-end. Mais dans l'intervalle, le Québec a comblé d'aise le président Soglo hier matin. « J'étais dans le brouillard », dira-t-il, admiratif, devant la maquette de la modeste maison de la culture qui animera un quartier populaire de Cotonou, au milieu d'une Place du Québec installée en bordure de la route de Lagos. Une fois les feux de la caméra éteints, il répétera son « j'étais dans le brouillard » avec encore plus d'enthousiasme.

Plus tard, il lancera un « absolument fascinant » après avoir pris connaissance d'une première insertion d'information sur le Bénin, sur Internet, gracieuseté du Québec. Et déplorera du même souffle que la télé nationale ait déjà quitté les lieux.

Internet : Ottawa en offrira plus, promet pour sa part le ministre des Affaires étrangères du Canada, André Ouellet qui, de son côté, avait inauguré la veille un service de téléphonie cellulaire créé en collaboration par la société canadienne Novatel et la société béninoise Afripa.

Ici, le climat est chaud sous tout rapport, mais ne paraît pas devoir dégénérer en canicule. Bernard Landry affirme ne se sentir aucun goût de poursuivre la bataille constitutionnelle canadienne en terre d'Afrique et il s'en ouvrirait à *La Presse* en mettant le pied à Cotonou, mardi. Ce qui, manifestement, n'empêche pas une guerre de présence en terre béninoise. Le même jour au Ghana, pays de la zone Commonwealth et qui de tous les pays d'Afrique reçoit le plus d'aide canadienne, note en passant M. Ouellet, le ministre « avertissait » le Québec de ne pas se servir du Sommet francophone comme tribune de promotion de la souveraineté, selon ce qu'en rapportent deux médias du Canada anglais.

À suivre.

Cotonou parée pour le sommet francophone

COTONOU, 30 nov (AFP) - Le Bénin, pays du vaudou exporté par la traite des esclaves jusqu'en Haïti et au Brésil, a mis à contribution ses féticheurs, pour assurer la réussite du 6è sommet de la francophonie, du 2 au 4 décembre.

Au cours d'une réunion tenue mardi, le secrétaire général de l'Association nationale des féticheurs s'est engagé à "mettre hors d'état de nuire ceux là qui cherchent à compromettre la tenue cette réunion inédite au Bénin".

Cotonou, la capitale économique béninoise, a fait peau neuve pour le sommet et sans doute faut-il encore voir de la magie dans le fait que la ville semble prête à accueillir le sommet quand, il y a quelques jours encore, chacun y voyait une "mission impossible".

Dans son environnement de cocotiers et de plages, le Centre de conférences où se tiendra l'essentiel des travaux, est fin prêt, nulle trace ne subsistant de l'attentat au lance-roquettes perpétré le 15 novembre.

Les menaces terroristes internationales avancées par la presse semblent s'être estompées pour laisser la place aux hypothèses d'un règlement de compte mené par des militaires de l'ancien régime soucieux de ternir l'éclat du sommet.

Le président Nicéphore Soglo avait attribué cet attentat aux "mécontents et aux jaloux".

Nul ne doute en effet ici que le succès du sommet pourrait profiter à M. Soglo, à trois mois de l'élection présidentielle pour laquelle il ne s'est toujours pas porté officiellement candidat.

Une vingtaine de chefs d'Etat ont annoncé leur participation à cette réunion qui doit donner un nouvel élan à la francophonie. Les 47 pays "ayant en partage l'usage de français" devraient admettre deux nouveaux membres, la Moldavie et l'archipel africain lusophone de Sao Tome et Principe.

Les faubourgs bigarrés, bruyants, véritable ruche de cyclomoteurs jaillis de toutes parts, contrastent singulièrement avec l'aspect et flambant neuf du périmètre de la francophonie, avec ses avenues pimpantes, pavoisées aux couleurs des quarante sept pays membres.

Seules quelques maisons éventrées pour agrandir la voie qui mène des lieux d'hébergement à l'auditorium du Palais des sports ternissent la beauté de cette ville de 700.000 habitants.

Tout a été préparé en l'espace de dix mois, financé en partie par la France, le Canada et le budget du gouvernement béninois, mais le défi semble relevé.

Entre le Centre de conférences et l'hôtel Orisha, les hôtes pourront contempler une mare peuplée d'une vingtaine d'oies et d'une cinquantaine de canards.

Il y a quelques jours encore, ce n'était qu'un marécage herbeux, qui a été nettoyé, désinfecté dans la vague des préparatifs de dernière minute.

AFP

300855 GMT NOV 95

Les contentieux franco-canadiens se sont estompés à la veille du 6^e Sommet de la francophonie

d'après AFP
PARIS

(B. 7)

■ Tous les contentieux existant entre la France et le Canada au sein de la francophonie ont été soigneusement évacués ou réglés à force de compromis, indiquait-on hier tant de source canadienne que française à la veille du 6^e Sommet de la francophonie, qui se tient du 2 au 4 décembre au Bénin.

Le Canada est membre à part entière de la francophonie, alors que le Québec et le Nouveau-Brunswick (qui compte environ 34 pour cent de francophones) participent aux sommets à titre de « gouvernements participants » en vertu d'un compromis élaboré en 1985 par Lucien Bouchard, alors ambassadeur du gouvernement Mulroney à Paris.

L'organisation des sommets

d'États francophones s'était auparavant longtemps heurtée à la question de la place que le Québec devait y occuper. Le Canada estimait que le Québec n'avait pas à participer en tant que tel à des réunions et des conférences de chefs d'État réservées aux seuls États souverains.

Le Québec, principal point d'ancrage de la francophonie en Amérique du Nord, soutenu par la France, exigeait d'avoir sa propre représentation au sein des instances politiques francophones à mettre en place.

Dans le domaine des institutions, les divergences qui pouvaient exister entre Paris et Ottawa, notamment l'Agence de coopération culturelle et technique (l'ACCT), principal outil de la francophonie, ne sont semblent-il plus d'actualité.

S'agissant des relations entre

le Québec et le Canada, le mot d'ordre, comme l'a rappelé le vice-premier ministre Bernard Landry à Paris, est de « ne pas exporter les différends ». Cette préoccupation est, semble-t-il, partagée par Ottawa.

« Avec le genre de NON (à la souveraineté) qu'on a eu au référendum, on arrive avec une crédibilité immense, comparable à celle que nous aurait donnée une victoire », a également dit M. Landry dans une déclaration à la Presse canadienne.

À Cotonou, la conférence ministérielle préparatoire au Sommet de la francophonie s'est terminée hier soir. Dans son discours de clôture, le ministre béninois des Affaires étrangères, Edgar-Yves Monnou, a souligné la « vivacité des discussions » sur la situation politique internationale.

Elle témoigne, selon lui, « de

l'intérêt que le mouvement francophone porte à la paix et à la sécurité internationale ». Des échanges parfois vifs avaient marqué mercredi soir les débats, notamment sur la question rwandaise, selon des délégués. Hier, de nouveaux points de friction sont apparus sur les questions de l'Algérie et du Nigeria, dont la frontière n'est qu'à 35 kilomètres de Cotonou.

Les pays arabes ont « fait bloc » pour que l'Algérie ne soit pas condamnée au cours du sommet des chefs d'État qui s'ouvrira demain. Pour le Nigeria, ce sont les pays qui en sont géographiquement proches — Bénin, Togo et Niger notamment — qui ont empêché une condamnation du régime militaire de Sani Abacha après la pendaison le 10 novembre de neuf opposants de l'ethnie Ogoni (sud-est du Nigeria).

La Presse

01 DEC. 1995

Francophonie

Pas de discussion sur le Nigéria

Reuter - Cotonou

Les ministres des Affaires étrangères des pays francophones réunis au Bénin ont décidé de ne pas mettre le Nigeria - où neuf militants de la cause oudenienne ont été récemment pendus - à l'ordre du jour du sommet francophone de ce week-end à Cotonou.

Le ministre béninois des Affaires étrangères, Edgar Yves Monnou, qui présidait la réunion ministérielle préparatoire au sommet, a déclaré que ses collègues avaient décidé de ne pas proposer de résolution spécifique sur le Nigeria.

«Quel intérêt avons nous à poser d'une manière différente ce qu'ils ont déjà dit?» a-t-il dit, hier soir, à des journalistes en rappelant qu'à titre individuel les pays avaient déjà fait connaître leur sentiment.

© 1995 Le Droit

TENUE DU SOMMET FRANCOPHONE

Pas d'appui au Viêt-Nam si Trân n'est pas libéré

La Chambre de commerce de Ste-
Foy prie le Canada de s'abstenir

CLAUDE VAILLANCOURT

Le Soleil

■ **SAINTE-FOY** — La Chambre de commerce de Sainte-Foy dont plusieurs de ses membres oeuvrent à la libération de M. Trân Triêu Quán, emprisonné au Viêt-Nam depuis plusieurs mois, s'oppose formellement à ce que le Canada appuie ce pays dans sa démarche d'obtenir la tenue du prochain sommet de la francophonie.

Dans une lettre adressée au premier ministre Jean Chrétien, l'organisation s'oppose fermement à ce que « de telles faveurs » soient accordées au Vietnam « à moins que le cas de M. Trân ne soit réglé et qu'il soit de retour dans sa famille ».

M. Chrétien rencontrera la délégation du Viêt-Nam, le 2 décembre, à l'occasion du Sommet de la francophonie au Bénin. Il a déjà soulevé le cas de M. Trân auprès du premier ministre Vo Van Kiet, il y a plus d'un an, mais ce dernier est toujours emprisonné dans l'attente de son procès prévu pour le début de la nouvelle année.

Bien connu dans la région de Québec, notamment par son travail acharné pour enseigner la discipline du taekwando en sol québécois, M. Trân est détenu en raison d'un différend commercial entre une entreprise de l'Etat vietnamien et une société qui a été sa cliente. Selon une enquête menée par Interpol Canada, l'ambassade canadienne à Hanoi a reconnu en juillet 1994 que M. Trân n'avait rien à voir avec cette dispute et qu'il n'était en fait qu'un « bon émissaire ».

L'épouse de M. Trân dont la dernière communication avec celui-ci remonte au mois de mars dernier a mentionné

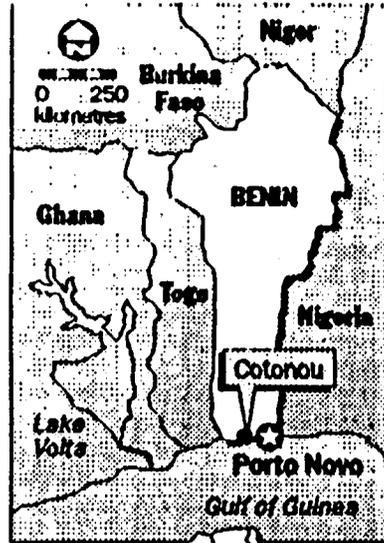
hier au SOLEIL qu'il risquait de 10 à 20 ans de prison s'il était reconnu coupable des accusations portées contre lui.

Le président de la Chambre de commerce régionale de Sainte-Foy, M. Serge Coulombe, l'un des membres du groupe de travail, fait remarquer à M. Chrétien que le Canada a accordé des millions de dollars au Viêt-Nam ces derniers mois, notamment par l'entremise de l'ACDI.

« M. Trân Triêu Quán, citoyen canadien depuis bientôt 20 ans, détenteur de ce passeport dont on a tant vanté la valeur ces derniers temps, perd graduellement sa santé dans une prison du Viêt-Nam en attente d'un sinistère procès ».

Le groupe de travail a appris que le Canada entendait soutenir la candidature du Viet-Nam pour un prochain sommet. Manifestant son opposition, il croit que le gouvernement du Viêt-Nam se doit d'abord de respecter la citoyenneté des ressortissants du Canada, un de ses pays partenaires.

« Vous avez la chance d'être devant une situation diplomatique et non commerciale. Vous pouvez donner le coup de barre qu'il faut pour que se termine cette saga », conclut-on.



F.I.D.



Quebecer meets Herculean task in Benin

TOUGH JOB: Turning the office of the president of Benin into a modern, efficient operation is like restructuring the Prime Minister's Office plus the Privy Council Office with one telephone shared by 48 others.

By Peter Maser
Citizen Africa correspondent

COTONOU, Benin — It will never be said that Rollande Montsion lacks courage or patience or a sense of adventure, and heaven knows she has needed them all.

Two years ago she was a senior executive with Hydro Quebec and enjoyed the conveniences of the corporate world. Today, at 46, she occupies a square, gloomy office with grey walls and a single fluorescent bulb. She has a

desk but no computer. She has a phone but shares it with 48 other people. All the while she's trying to bring the public service of a small Third World African nation into the 20th century.

And strangely enough, she likes it, at least most of the time.

It would be hard not to get discouraged in Benin, which this weekend will enjoy a rare moment of attention on the international stage.

Starting Saturday, the main city of Cotonou will play host to the franco-phone summit, a three-day meeting of countries and provinces that share the French language.

Prime Minister Jean Chrétien will represent Canada. Premier Frank McKenna will be on hand for New Brunswick, Deputy Premier Bernard Landry for Quebec.

Benin is one of the those countries that few people have ever heard of and fewer will visit. As a French colony it

was known as Dahomey. After independence in 1960 it fell into the usual African pattern of coups, chaos and a Marxist-style command economy.

It made a remarkable and peaceful transition from military rule to democracy in the late 1980s. Nicephore Soglo, a former World Bank economist, was elected president and the economy has been growing ever since.

Yet Benin remains much as it always was — largely rural, agricultural, poor and illiterate. Montsion describes it as a feudal society.

Winding up in Benin was never part of Montsion's career plan.

The native of Hull, spent 16 years with the federal public service before moving to Hydro Quebec in 1986 as vice-president for auditing.

By coincidence, one of the people training in her department was Soglo's son. He was so impressed with Montsion that he recommended to his father

that she come to Benin to help the country's fledgling public service.

Soglo agreed, and contacted former Quebec premier Robert Bourassa. He agreed, too, and in early 1994 Montsion arrived in Cotonou as a special adviser on leave from Hydro Quebec.

Her job: to take Soglo's office and make it a modern, efficient operation. In Canadian terms this would be the equivalent of restructuring the Prime Minister's Office plus the Privy Council Office. This would be no easy task in a developed country. In a developing country it's like the labors of Hercules.

Progress has been agonizingly slow and even today it's a constant struggle.

She wonders how much longer she will stay. Her contract expires in six months and it might be renewed if certain things fall into place. But if not, no one will ever accuse her of not trying.

Southern News

THE OTTAWA
Citizen

DEC. 01 1995

BENIN / A Canadian is rebuilding the tiny African country's administration.

Dysfunctional bureaucracy *(A)* on the mend

BY JOHN STACKHOUSE
Development Issues Reporter
Cotonou, Benin

WELCOME to the office of the president of Benin," Rollande Montsion says with a sigh. "It's the pits."

For the past two years, Ms. Montsion has welcomed visitors to her unmarked office in Benin's presidential palace, where she struggles almost single-handedly to reshape one of Africa's most dysfunctional bureaucracies.

With no computer, secretary or external telephone line, Ms. Montsion, a Hydro-Québec executive seconded to this tiny West African country, must serve as a postmodern mercenary of sorts, a dog of peace advising reformist President Nicéphore Soglo on how to put Benin's public administration back on its feet.

"We have absolutely nothing: no means, no money, no equipment," she said. "It's close to chaos."

To create order from chaos, Ms. Montsion faces a Herculean challenge. Despite Benin's rapidly growing population of 5.8 million, the government must cope with a budget about \$2.5-billion (U.S.) this year — that is slightly less than half the annual revenue of Hydro-Québec.

To this add a government bureaucracy that barely works after 17 years of military dictatorship, which ended in 1989. In the president's secretariat, one in five people cannot read or write. Most secretaries cannot type a letter.

In Ms. Montsion's office, one fluorescent light serves the room, with its cracked walls, tattered pink flowered curtains and single filing cabinet. An old air-conditioner whirs like a cargo plane ready for takeoff. Ms. Montsion wanted to install a computer when she arrived early in 1994, but discovered "we don't even have a socket."

Even the early-model telephone on her desk is not much use. To make an outside call she must book the number with the palace operator, who can take days to reply, as 18 staff members must share 17 external lines, 10 of which are reserved for the president. "I can't even call the president's secretary directly," Ms. Montsion said.

The Benin government is so strapped for resources — 70 per cent of its development budget comes from foreign aid — that only this month did it install air-conditioning in the ballroom where 400 guests will dine Saturday night at the biennial Francophonie summit. Ms. Montsion noted that no additional toilets had been installed.

WITH close-cropped red hair and designer eyeglasses, Ms. Montsion, 46, stands out in the president's seaside office like a giant tree in the desert. She did not land in West Africa by design. After 18 years in the public service in Ottawa, lastly in the Auditor-General's office, she joined Hydro-Québec in 1986 as a vice-president. There she met Mr. Soglo's son, who had moved to Montreal as a management trainee.

A former World Bank executive who led Africa's first peaceful transition from military dictatorship to multiparty democracy, Mr. Soglo desperately needed administrative advice. His son recommended Ms. Montsion, and soon the president wrote to then Quebec premier Robert Bourassa to request her secondment.

"I like to travel," Ms. Montsion said. "I like adventure. I like risks."

She got it all. After meeting the Soglo family at the 1991 Francophonie summit in Paris, Ms. Montsion travelled to Benin the following year during a papal visit. In February, 1994, she moved to Cotonou, Benin's administrative capital, for a two-year assignment that became a tour of perpetual surprise and frustration.

IN the 1970s and '80s, Benin's civil service was stacked with relatives and cronies of the military and political elite, and then was left with no decision-making power, which had been seized by the military. Former president Mathieu Kérékou "organized things like a warrior would," Ms. Montsion said.

After winning a 1991 election and securing financial aid from the West, Mr. Soglo cut the bureaucracy by 7,000 people, to its current size of about 25,000. He fired all bureaucrats with bogus university degrees. He deleted from the payroll the names of deceased persons.

Under strict loan conditions from the International Monetary Fund, the government cannot hire new employees, even though fresh blood is sorely needed. Given a base salary of \$300 to \$500 (U.S.) a month for a presidential adviser, few people want to join the president on his reform crusade anyway.

With such a small pie to cut for so many people, Ms. Montsion feels no lack of animosity from others. "For some of them, they don't understand why they need a white person to do this," she said. "I agree with them. Then I say, 'No Beninese will come to do this job.'"

While some technocrats have returned to Benin from organizations such as the World Bank and African Development Bank, the bureaucracy is still dominated by the lethargic remnants of the ancien régime, which placed status over progress. Emerging from military rule and a local culture of harmony, many bureaucrats are not willing to make decisions. "They want to change, but they are still very scared," Ms. Montsion said.

The foundation blocks of civil society, from an independent judiciary to a credible commercial law, are not yet on their feet. Much of the bureaucracy, which is laden with corruption, is controlled by opposition interests as well. "Companies come, look at the system and say, 'No thank you,'" Ms. Montsion said.

In the past two years, however, Benin has slowly created a new public administration that is "neither French nor Canadian," she said. It includes new divisions between the bureaucracy and politicians, in an effort to create professional administration. "It's very little progress, but it is in the right direction."

For Ms. Montsion, the most difficult part of her assignment is to see how Benin's extreme poverty arouses so little concern among government officials. "President Soglo sees it as urgent, but he's the only one," she said.

Her secondment is scheduled to end in May, two months after the presidential election is to be held. If she is asked to extend her stay, Ms. Montsion said she will set a few conditions. One of them: an electric outlet.

Chretien-Francophone

BENIN -- Prime Minister Chretien says nothing has changed in the dynamics of the Francophone summit in the wake of the Quebec referendum.

Quebec Deputy Premier Bernard Landry has suggested that by the end of the gathering, the province will practically be recognized as sovereign because of the close "No" victory.

But Chretien says nothing has changed.

He says the Quebec and New Brunswick governments both have a role to play at the summit as provinces of Canada.

He says they have a unique position because of their language and culture.

Chretien says the system giving Quebec and New Brunswick status at La Francophonie was established years ago.

The summit, which gets under way tomorrow in Benin (beh-neh), is to deal with plans to promote the use of French on the information highway.

Canada will be pushing for the member countries to become a more political organization involved in conflict resolution and the promotion of human rights, particularly in Africa, where a majority of members run states.

(CP-BN)

CP 0854ES 01-12-95

Jean Chrétien arrive au Bénin

La Francophonie fait ses premiers pas en terrain politique

Le génocide rwandais et la question des droits humains au Nigéria sont à l'ordre du jour

MICHEL VENNE
LE DEVOIR



Cotonou — Le premier ministre Jean Chrétien est arrivé hier dans la capitale économique du Bénin pour participer au VI^e Sommet de la Francophonie, qui marquera l'entrée de cette jeune organisation multilatérale en terrain politique.

Reunis jusqu'à lundi dans ce petit pays d'Afrique noire, les représentants de 49 États qui ont le français en partage vont en effet prendre position sur des questions litigieuses qui touchent aux intérêts de certains de leurs membres, notamment le génocide rwandais et la question des droits de la personne au Nigéria.

Jusqu'à présent, la Francophonie s'était bor-

née à aborder les questions culturelles et techniques, fermant souvent les yeux sur les problèmes de respect des droits humains dans certains pays membres, et ce, en dépit des discours généraux en faveur de la démocratie et de l'État de droit.

Ainsi, le Canada voit comme «un progrès considérable», a dit au *Devoir* le ministre André Ouellet, le fait que les pays africains acceptent de parler de la situation au Rwanda et dans la région limitrophe.

Ainsi, un projet de résolution soumis au sommet au cours du week-end propose que «les éléments extrémistes génocidaires», responsables des massacres qui ont causé la mort de centaines de milliers de



Le premier ministre Jean Chrétien et le président béninois Nicéphore Soglo.

VOIR PAGE A 12: FRANCOPHONIE

SUITE DE LA PAGE 1

Rwandais, soient traduits en justice. Le projet de résolution prévoit également la tenue, sous l'égide des Nations unies, comme le souhaite le Canada, d'une conférence pour débattre du sort des milliers de réfugiés qui se trouvent dans les pays voisins, dont le Zaïre. Le Rwanda refuse d'appuyer la résolution.

La question du Nigéria est différente. Le régime militaire en place a été presque unanimement condamné pour avoir perdu récemment des opposants, dont Ken Saro Wiwa. Le Commonwealth a suspendu le Nigéria de ses instances.

La Francophonie n'ira pas aussi loin et se bornera à inviter le Nigéria à travailler pour le rétablissement de l'État de droit. Cette attitude prudente s'explique de plusieurs façons. Le Nigéria, il est vrai, n'est pas membre de la Francophonie. Mais ce grand pays de 100 millions d'habitants est le voisin immédiat de quatre pays francophones, qui dépendent en quelque sorte de lui au plan économique. Le Bénin est un de ces pays.

Le président du Bénin, Nicéphore Soglo, estime qu'il est préférable pour la Francophonie d'éviter de faire des gestes d'éclat qui ne rapporteraient peut-être rien. «C'est vrai que ce qui est arrivé choque», a dit M. Soglo lors d'un point de presse jeudi. Mais je pense que nous pouvons aider le Nigéria différemment.

Le président béninois note que d'aucuns ont parlé de mettre fin aux ventes d'armes au Nigéria. «Tout le monde sait que ce n'est pas ça qui empêchera les armes d'arriver au Nigéria. Les vraies questions sont occultées.» M. Soglo craint que des condamnations implacables aient l'effet d'isoler le Nigéria et de susciter l'effet inverse de celui escompté en braquant les dirigeants actuels.

Le président du pays hôte croit néanmoins que le Sommet de la Francophonie sera «le sommet de la maturité» sur les questions politiques. Les pays membres s'engageront sur le terrain de la prévention des conflits à l'intérieur des États membres. Ils décideront de doter la Francophonie d'un secrétaire général capable de parler de ces questions au nom de l'organisation.

Cependant, la Francophonie n'abordera pas la reprise

des essais nucléaires par la France dans l'océan Indien. Sujet tabou. De même, la situation du Québec au sein du Canada, même si elle pourrait faire l'objet de quelques discussions dans les couloirs, restera en marge du Sommet.

Les rôles respectifs que jouent le gouvernement fédéral et québécois sont bien délimités par un accord conclu en 1985, qui consacrait le statut de gouvernement participant pour le Québec, comme pour le Nouveau-Brunswick.

«Nous avons un gouvernement national au Canada, il est à Ottawa, a rappelé hier le premier ministre Chrétien. Mais le Québec et le Nouveau-Brunswick peuvent jouer un rôle. Les traditions se sont établies au fil des ans. Nous espérons que ça va se passer comme d'habitude. Il n'y a pas de raison de changer quoi que ce soit. Tout va bien.»

L'entente prévoit que le Canada est seul à pouvoir parler des questions de politique étrangère. Le Québec est libre de ses positions dans le volet de la coopération dans divers domaines de sa compétence, comme la culture ou l'éducation.

Le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, a aussi réitéré hier son intention de respecter ce partage des

compétences puisque «nous avons perdu le référendum. Ça facilite nos rapports avec les fédéraux», a-t-il dit.

Il a toutefois répété ce qu'il avait dit à Paris, à savoir que le résultat serré obtenu le 30 octobre donnait à penser que la souveraineté n'est qu'une question de temps, une question de crédibilité chez plusieurs leaders francophones sympathiques au Québec. «Cela change leur regard sur nous.»

Le Nouveau-Brunswick a le même statut que le Québec, mais sa participation est en partie subventionnée par Ottawa en vertu d'une entente établie, à l'époque, par l'ancien ministre conservateur... Lucien Bouchard. Cela n'empêche pas le vice-premier ministre de croire que la participation du Nouveau-Brunswick «a été conçue par Ottawa pour diluer la présence du Québec».

M. Chrétien rencontrera demain en tête-à-tête le président français Jacques Chirac. Il a vu en privé hier M. Soglo avant d'inaugurer lors de cérémonies protocolaires des bouts de rue reconstruite avec l'aide financière du Canada. M. Soglo lui a remis en cadeau un gong de la cérémonie Emodjo, une cérémonie qui sert à éloigner les mauvais esprits.

L'économie zémidjan

La solution béninoise aux problèmes du transport au commun

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

Cotonou — Le ciel de Cotonou n'est jamais clair. D'une part, il y a la poussière que charrie, en cette période de l'année, l'harmattan, le vent du désert. Il y a aussi, montant du sol, une vapeur bleue, compacte, soit les gaz d'échappement des quelque 30 000 motos qu'on utilise ici comme taxis, les «zémidjans».

En langue locale goun, une langue qu'on parle dans la capitale voisine, Porto-Novo, «zémidjan» veut dire «prends-moi avec ton cortège de bruit». «Zémi» veut dire «prends-moi» et «djan» est l'onomatopée des bruits que font les motos quand elles tombent dans les trappes de sable... djan, djan...

La rue leur appartient. Aux intersections, elles forment un mur. Elles encerclent les voitures. Elles mènent la circulation. Elles se fauflent. Bruit d'enfer. Nuées de gaz. Les passagers s'agrippent, parfois avec des bagages en équilibre sur la tête ou un enfant sur le dos.

Le zémidjan est la solution béninoise aux problèmes du transport en commun urbain. Ici, les taxis sont trop chers et ils ne peuvent circuler dans les «vons», ces ruelles ensablées qui quadrillent la ville. Il serait impensable d'établir un système public de transport par autobus.

Une course à zémidjan coûte entre 50 et 100 francs CFA, soit 15 ou 25 cents canadiens, et pour ce tarif on traverse la ville, on parcourt facilement cinq à sept kilomètres. Le zémidjan vous laisse à votre porte; il arrête si vous croisez un ami. Tandis que si vous attendez au feu, vous pouvez acheter le journal du matin. Le tarif s'établit après une âpre négociation.

Pratique et utile, même s'il est polluant, le zémidjan est surtout l'un des moyens utilisés par la jeunesse pour gagner sa croûte. Leur nombre a bondi de 50 % en deux ans.

Des campagnes, des villages, on descend, on achète ou on loue une moto de 50 cm³. Une vieille Yamaha de 100 cm³ rafistolée. On prie pour qu'elle reste en état. Des diplômés sans emploi y trouvent leur seule porte de sortie.

Ils font 1000, 2000 francs CFA par jour (trois à six dollars par jour). La location de la moto peut fruger jusqu'à la moitié, sinon, les mauvais jours, la quasi-totalité de leurs gains.

Séverin Dognon, un fonctionnaire «déflaté», c'est-à-dire qui a perdu son emploi après le dégraissage de la fonction publique, roule sept jours par semaine, douze heures par jour sur un engin qui lui brûle les poumons et lui défait le dos. Il verse 600 francs par mois en droits et taxes au syndicat des zémidjans. Sa carte d'adhésion — et le numéro matricule qu'on imprime sur sa chemise jaune — lui coûtent 300 francs.

L'économie informelle

Le zémidjan est l'un des exemples les plus remarquables de la puissance de l'économie informelle au Bénin. On estime à deux tiers de l'emploi total environ, hors agriculture et commerce, la part du

travail au noir. En incluant le commerce au noir, florissant, l'emploi informel représente 90 % de l'économie.

Le marché Dantokpa est un pharnax. Les femmes y vendent de tout. J'y ai vu des pilules anticonceptionnelles. La dame a pris la peine de me prévenir que c'était seulement pour les femmes. Ces médicaments, comme beaucoup de marchandises vendues au marché, cigarettes, bol de plastique, ceintures de cuir, postes de radio, viennent du Nigéria, le géant voisin de 100 millions d'habitants.

Ces articles passent en contrebande, la «fayao», comme on dit en yoruba. Souvent, ce sont des articles contrefaits, du «kpayo», de la camelote vendue à moitié prix. Même le carburant, dont celui qu'utilisent les zémidjans, est pour l'essentiel du «kpayo».

L'informel, c'est aussi la débrouille. Cela permet à des Béninois de s'en sortir. Il a permis à plusieurs fonctionnaires, dont les salaires n'avaient pas été versés pendant des mois vers la fin de l'ancien régime militaire, de ne pas crever de faim.

Mais c'est peut-être aussi une partie du problème. «Le problème du Béninois, c'est qu'il est trop débrouillard.»

Il cherchera le profit immédiat, car il en a besoin. De sorte qu'il reprend toujours à zéro. Il est un redoutable commerçant. Mais il sera surtout opportuniste, me signale Jean Desjardins, un conseiller québécois du Mouvement Desjardins qui est en Afrique depuis dix ans. Il ne cherche pas à s'établir durablement.

Programme de soutien aux PME

Il y a deux ans, il a mis sur pied un programme de soutien aux PME au Bénin. Le problème des nouveaux entrepreneurs, selon lui, c'est qu'il n'existe pas, ici, de mentalité d'entreprise.

Vrai et faux, me dit Lucien Agbota, un Béninois qui a fondé, il y a deux ans, sa propre fabrique de savon à l'huile de palme. Tout allait bien, dit-il. La dévaluation du franc CFA l'a aidé à vaincre la concurrence étrangère.

Mais les douaniers, souvent corrompus, ne perçoivent pas les taxes d'accise sur les importations, en échange d'un cadeau, d'un «caillou» comme on dit ici. Alors les prix sur les produits importés sont plus bas que les siens. Ses efforts ne sont pas récompensés.

Dans bien des cas similaires, l'entrepreneur se décourage et abandonne. Il revient dans l'informel. Cercle vicieux.

Modestement, le gouvernement du Québec fait un effort pour aider à briser ce cercle. Il a appuyé, hier, en marge du Sommet de la Francophonie, qui démarre demain, la création d'un centre de documentation de la Fondation de l'entrepreneurship du Bénin, dans le but de déceler et développer le potentiel entrepreneurial des personnes et de créer les conditions favorables à son épanouissement.

La Fondation organise des formations, des séminaires, des concours, et suscite la création d'entreprises.

C'est l'impatience qui menace le Bénin

L'opinion d'une Québécoise qui conseille le président de ce pays sorti de 17 ans de dictature

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

Cotonou - On ne travaille pas de la même manière en Afrique, là où le temps ne s'enfuit jamais, là où la tradition orale et les palabres l'emportent toujours sur la planification stratégique, comme a pu s'en rendre compte une Québécoise devenue par hasard conseillère spéciale du président de la République du Bénin Nicéphore Soglo.

Rollande Montsion, une petite femme énergique de 46 ans est prêtée depuis deux ans au Bénin par Hydro-Québec pour organiser la réforme administrative de la présidence. Le Bénin a pris en 1990 la voie de la démocratie et du libéralisme après 17 années de régime militaire marxiste.

Ce régime autoritaire a détruit les institutions, ruiné le secteur bancaire, éradiqué l'esprit d'entreprise et anéanti le sens de l'initiative. « Ils ont connu des moments où ils ne devaient rien dire, relate Mme Montsion. Ils n'allaient pas se mettre à avoir des idées soudainement. »

Mme Montsion est donc « l'étincelle » venue de l'extérieur que recherchait le président Soglo pour remettre de l'ordre dans sa maison. C'est le hasard qui mena la vice-présidente à la vérification d'Hydro-Québec à Cotonou.

Au début des années 1990, le fils du président, Léhady Soglo termine ses études en économie à Montréal. Il est en stage à Hydro-Québec où il est séduit par les méthodes de gestion de Mme Montsion. Au fil des mois, il parvient à lui faire rencontrer son père qui l'invite à son tour au Bénin et la convainc de devenir sa conseillère.

Après deux ans, Mme Montsion est convaincue d'une chose: ce qui menace les acquis de la transition démocratique, qui sont nombreux, c'est l'impatience.

En cinq ans, ce petit pays d'Afrique de l'Ouest qui compte à peine cinq millions d'habitants, « a fait des pas de géants », croit Mme Montsion. Les institutions démocratiques ont été mises en place. Les élections se sont bien déroulées. Les tribunaux sont à nouveau crédibles. Les fonctionnaires, rectés impayés pendant plus d'un an avant la fin du régime Kérékou, le sont de nouveau et les arriérés ont été versés.

Mais la situation est fragile. Et Mme Montsion craint que dans la hâte de réformer, le Bénin ne s'embourbe en essayant

de « montrer qu'on est plus capable qu'on l'est ». « Est-ce que le pays va avoir la patience de faire ce qu'il a à faire, tranquillement, sans être sous les feux de la rampe, comme l'ont fait les dragons asiatiques qui se sont fait oublier avant de ressusciter comme de puissants concurrents économiques », demande la conseillère?

L'impatience se comprend. La démocratie a ressuscité la critique des pouvoirs publics. Et malgré la relance du secteur bancaire et quelques progrès dans la culture du coton, le pouvoir d'achat des salariés, durement touché par la dévaluation du franc CFA, est au plus bas. Le renouveau démocratique suscite de nouvelles attentes matérielles.

Le président Soglo fait le tour du monde pour susciter le soutien des démocraties à son effort de réforme. La réussite du sommet de la Francophonie, qui vient de prendre fin à Cotonou, était pour lui un défi à surmonter pour faire la démonstration que le bon élève apprend vraiment vite et qu'il mérite ce soubien. L'aide internationale représente les trois quarts du budget de l'État.

Mais « quand on regarde l'état du pays, le Bénin aurait pu passer son tour », dit Mme Montsion qui se demande si le budget national pourra supporter le coût de l'entretien des infrastructures construites pour le sommet.

Carrière au fédéral

Musicienne et historienne, Mme Montsion a gravi les échelons de la fonction publique fédérale, tout en accumulant une formation *ad hoc* en gestion, avant d'aboutir à la société d'État québécoise. Au contact du monde politique béninois, elle constate que « ce n'est pas si différent des politiciens



Le président français Jacques Chirac, le chef de l'État béninois Nicéphore Soglo et le premier ministre Jean Chrétien ont pris la parole, hier, au cours d'une conférence de presse commune à l'issue du Sommet de Cotonou.

chez nous ». Les cachotteries, la mesquinerie des opposants, cela est tout à fait semblable. Mais beaucoup de choses sont différentes.

La notion du temps, par exemple. Pour eux, dit-elle, « le temps est une ressource renouvelable à volonté. Ils n'ont pas le sens de l'urgence ». De sorte qu'un problème peut traîner jusqu'à ce que l'on soit forcé d'y faire face. Alors c'est l'improvisation. La planification leur fait défaut. Ils reprennent toujours tout à zéro, ils refont toujours quelque chose comme si c'était la première fois. Il leur est difficile de tabler sur l'expérience antérieure.

L'écrit, pour eux, « n'est pas un outil de travail ». Ils vont demander des rapports, pour faire comme ailleurs, mais ils ne les liront pas. Mme Montsion a dû « réapprendre à travailler », dit-elle. « Au début, j'écrivais le compte rendu d'une réunion de travail pour qu'à la réunion suivante on reprenne là où on était arrivé. Mais je me suis rendu compte que la seule façon d'avancer, c'était de parler avec eux. »

Mais malgré des contraintes propres à l'Afrique, elle croit que les réformes avancent, au rythme d'ici, certes, mais dans la bonne voie. Il suffit d'être patient.

Une francophonie en quête de pouvoir

Le Sommet de Cotonou prépare l'avènement d'un véritable regroupement politique semblable au Commonwealth

RÉAL PELLETIER

La Presse à COTONOU, Bénin

C'est entendu. La communauté des 47 États et gouvernements ayant la langue française en partage élira pour quatre ans un secrétaire général, lors du prochain Sommet de la francophonie qui aura lieu vraisemblablement à Hanoi, en 1997. Ce prochain secrétaire général disposera de l'autorité nécessaire pour intervenir diplomatiquement — pas question de recours militaire — au nom de l'union francophone, dans les conflits et les situations de crise affectant des pays-membres de cet espace francophone.

En attendant cette lointaine nomination, le Conseil permanent de la francophonie (CPF), composé d'un quorum de 15 titulaires des Affaires étrangères des entités membres, aura le pouvoir d'intervenir en cas de force majeure. Le Canada s'est fait le promoteur de cette initiative globale qui a obtenu la sanction de la réunion ministérielle des Affaires étrangères, à la veille de la rencontre des chefs d'État et de gouvernement prenant fin lundi à Cotonou.

À sa courte honte, pourrait-on dire, la francophonie est demeurée à peu près absente de tous les conflits — et pas des moindres — qui ont frappé certains de ses membres depuis une quinzaine d'années, du Liban au Rwanda, en passant par le Tchad, Haïti, le Burundi et le Togo. Le Togo, soit dit en passant, dont quelque 60 000 réfugiés traînent encore leur âme en peine ici au Bénin, à quelques encablures du beau Centre des conférences tout neuf de Cotonou, où se déroule le présent Sommet francophone.

Une règle non écrite a toujours été inscrite en préalable au fonctionnement de la francophonie : la non-ingérence de l'ensemble dans les affaires intérieures d'un de ses membres. La règle était d'autant plus grande qu'en cas de crise touchant un des pays membres, la francophonie devait — et devra toujours d'ailleurs — composer diplomatiquement avec ces organismes non négligeables que sont l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et diverses instances des Nations unies. Sans parler bien sûr de situations de conflit ou les intérêts nationaux des pays dominants de cette francophonie, — pour tout dire, la France surtout, mais aussi, de plus en plus, le Canada — pourraient bien avoir prééminence sur une intervention politique d'ensemble de la francophonie. Auquel cas, un retour à la case départ reste toujours possible.

Ce qu'il y a de changé, par contre, à l'occasion de ce présent Sommet de Cotonou, affirme-t-on du côté québécois — et ce qui facilite l'avènement d'une véritable francophonie politique à la manière du Commonwealth —, c'est la fin de la guerre que se sont livrée sourdement la France et le Canada lors de précédents sommets, histoire de rallier des majorités de circonstance auprès des diverses communautés francophones présentes à ces sommets.

Des survivants racontent les horreurs protocolaires qui ont entaché, à des degrés variables, les Sommets de Maurice en 1993, de Chaillot (France) en 1991, de Dakar en 1989 et de Québec en 1987. Des finasseries innombrables relatives à la disposition des drapeaux, à l'emplacement des fauteuils de chacun, voire à la position des micros dans les salles de délibérations. La géopolitique en serre froide.

Les deux grands organismes opérateurs de la coopération francophone, l'ACCT (Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones) et l'AUFELF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française) étaient devenus de véritables armes de guerre : l'ACCT vue comme canon canadien, parce que Mulroney avait réussi à faire élire l'ex-directeur du *Devoir*, Jean-Louis Roy, à sa tête ; l'AUFELF perçue comme char d'assaut français parce que son patron Michel Guillou avait été nommé avec l'appui de Paris.

Une guerre larvée faisait rage, ponctuée à l'occasion de gestes d'hostilité ouverte, comme lorsque le premier ministre du Canada du temps,

Brian Mulroney, annonçait sans avertissement aucun, au Sommet de Québec, que le Canada s'engageait à gommer toutes les dettes contractées envers lui par les pays africains francophones. C'était un joli rond-de-jambe fait à l'Afrique. Et en même temps, une gifle sonore à la France qui se trouvait invitée à faire pareil, mais dont les crédits engagés auprès de l'Afrique francophone représentaient une masse autrement plus considérable que celle du Canada. Genevieux Canada va !

Mais dans les coulisses du présent Sommet de Cotonou, on jure de part et d'autre que cette guerre est finie. Et même s'il ne fallait parler que de trêve, étant donné par exemple, les rivalités commerciales croissantes entre le Canada et la France susceptibles de s'amplifier en terre africaine, on paraît déterminé à ce moment-ci à laisser au placard l'arsenal protocolaire des drapeaux, des chaises et des micros. En tout cas, on souligne, du côté d'André Ouellet, « la belle ouverture » manifestée à cet égard par la France.

En entrevue à *La Presse* cette semaine à Cotonou, le ministre des Affaires étrangères du Canada affirmait

que les sherpas canadien et français — les conseillers des premiers ministres des deux pays en matière de francophonie — ont joué un rôle déterminant dans le règlement de désaccord franco-canadien. M. Ouellet a ajouté que finalement, la résolution qui devrait être adoptée d'ici quelques heures par le Sommet de Cotonou créant un poste de secrétaire général de la francophonie, recèle un contenu canadien à la hauteur de 85-90 %, au chapitre délicat des transformations à apporter à l'ACCT, dont la gestion a été prise à partie récemment en France par l'influent hebdomadaire *Le Canard enchaîné*.

Le ministre identifie comme un tournant la convocation extraordinaire en septembre dernier à Ottawa des ministres des Affaires étrangères des pays et gouvernements membres pour tenter de dissiper les malentendus.

Le rôle joué par le Québec dans ce règlement demeure obscur, mais chose certaine, Québec suit résolument le dossier, par l'intermédiaire de son propre sherpa en poste à Paris. Bernard Landry, vice-premier ministre représentant le Québec à Cotonou, déclarait à *La Presse* cette semaine que la francophonie, l'Afrique francophone en particulier, avait tout à

gagner d'une action cohérente Paris-Ottawa-Québec. Mais il ajoutait qu'au delà de la diplomatie, la véritable « prévention des conflits en terre africaine passe encore par la recette éprouvée de la coopération et du développement ».

Sous ce rapport justement, la transformation de la francophonie en corps politique, avec secrétaire général élu, entraînera des changements importants dans la gestion de la coopération. Le secrétaire général de l'ACCT aura un patron plus direct. De même que celui de l'AUFELF. Et celui de TV5, la télévision internationale d'expression française, très présente d'ailleurs en Afrique francophone. « Il n'existe peut-être pas de manière francophone de dépolluer un fleuve, mais il existe des manières très francophones, soit de faire de la télé, soit de transmettre la science et la culture, soit de faire du développement des populations », note un fonctionnaire québécois.

André Ouellet acquiesce d'emblée. « Si nous ne concevons pas de moyens de communications francophones pour l'Afrique, ceux qui naîtront seront anglophones », disait-il à *La Presse* mercredi.

Le Rwanda, le Nigeria et l'Algérie divisent la francophonie

d'après PC
COTONOU, Bénin

La Francophonie veut parler d'une seule voix sur le front politique mais ses membres n'ont pu s'entendre, à la veille de leur sixième sommet, sur des résolutions portant sur le Rwanda, le Nigeria et l'Algérie.

Les chefs d'État et de gouvernement ayant le français en partage doivent commencer aujourd'hui, à Cotonou, au Bénin, leurs délibérations biennales. Une de leurs principales tâches sera de régler ces différends que leurs ministres n'ont pu résoudre lors de leur rencontre préparatoire.

Dans le cas de l'Algé-

rie, les pays membres voulaient condamner la violence intégriste mais un pays arabe s'y est opposé, estimant qu'il s'agissait d'une affaire interne, a indiqué un haut fonctionnaire canadien.

La plupart des autres pays jugent de leur côté que s'il fallait refuser de critiquer une situation intérieure, il ne serait plus possible de se prononcer sur quoi que ce soit.

Une solution mitoyenne, soulignant davantage le caractère positif des dernières élections libres tenues en Algérie, a été proposée et sera soumise aux chefs d'État et de gouvernement et ce malgré les réticences de deux ou trois pays.

Dans le cas du Nigeria, la résistance aux condamnations suggérées par des pays comme le Canada est venue des voisins du géant africain, soit le Bénin, le Niger, le Tchad et le Cameroun, qui craignent l'exode massif de réfugiés.

L'idée d'une résolution n'a toutefois pas été éliminée mais on ne prévoit pas l'adoption d'une position plus faible que celle prise à la dernière réunion du Commonwealth.

« (La Francophonie) n'est pas le même club. On a pas les mêmes habitudes et on est plus jeune », a expliqué un fonctionnaire canadien.

Le troisième point litigieux touche le Rwanda.

Les pays francophones sont prêts à exiger que les coupables du génocide soient traduits devant les tribunaux. Cependant, le blocage demeure lorsque vient le temps de discuter d'une conférence sur cette région. La France veut qu'elle ait lieu sous l'égide des Nations unies alors que le Rwanda s'y oppose. Rien n'était encore réglé hier.

Par ailleurs, le premier ministre Jean Chrétien a indiqué hier, lors de la première journée de son voyage à Cotonou que le statut du Québec au sein de la Francophonie demeurerait inchangé, peu importe que la victoire du NON au référendum ait été serrée ou pas.

Une francophonie en quête de pouvoir

Le Sommet de Cotonou prépare l'avènement d'un véritable regroupement politique semblable au Commonwealth

RÉAL PELLETIER

La Presse à COTONOU, Bénin

C'est entendu. La communauté des 47 États et gouvernements ayant la langue française en partage élira pour quatre ans un secrétaire général, lors du prochain Sommet de la francophonie qui aura lieu vraisemblablement à Hanoi, en 1997. Ce prochain secrétaire général disposera de l'autorité nécessaire pour intervenir diplomatiquement — pas question de recours militaire — au nom de l'univers francophone, dans les conflits et les situations de crise affectant des pays-membres de cet espace francophone.

En attendant cette lointaine nomination, le Conseil permanent de la francophonie (CPF), composé d'un quorum de 15 titulaires des Affaires étrangères des entités membres, aura le pouvoir d'intervenir en cas de force majeure. Le Canada s'est fait le promoteur de cette initiative globale qui a obtenu la sanction de la réunion ministérielle des Affaires étrangères, à la veille de la rencontre des chefs d'État et de gouvernement prenant fin lundi à Cotonou.

À sa courte honte, pourrait-on dire, la francophonie est demeurée à peu près absente de tous les conflits — et pas des moindres — qui ont frappé certains de ses membres depuis une quinzaine d'années, du Liban au Rwanda, en passant par le Tchad, Haïti, le Burundi et le Togo. Le Togo, soit dit en passant, dont quelque 60 000 réfugiés traînent encore leur âme en peine ici au Bénin, à quelques encablures du beau Centre des conférences tout neuf de Cotonou, où se déroule le présent Sommet francophone.

Une règle non écrite a toujours été inscrite en préalable au fonctionnement de la francophonie: la non-ingérence de l'ensemble dans les affaires intérieures d'un de ses membres. La règle était d'autant plus grande qu'en cas de crise touchant un des pays membres, la francophonie devait — et devra toujours d'ailleurs — composer diplomatiquement avec ces organismes non négligeables qui sont l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et diverses instances des Nations unies. Sans parler bien sûr de situations de conflit où les intérêts

Des survivants racontent les horreurs protocolaires qui ont entaché, à des degrés variables, les Sommets de Maurice en 1993, de Chailiot (France) en 1991, de Dakar en 1989 et de Québec en 1987. Des finameries inarrables relatives à la disposition des fauteuils de chacun, voire à la position des micros dans les salles de délibérations. La géopolitique en serre

Brian Mulrooney, annonçant sans avertissement aucun, au Sommet de Québec, que le Canada s'engageait à gommer toutes les dettes contractées envers lui par les pays africains francophones. C'était un joli rond-de-jambe fait à l'Afrique. Et en même temps, une gifle sonore à la France qui se trouvait invitée à faire pareil, mais dont les crédits engagés auprès de l'Afrique francophone représentaient une masse autrement plus con-

que les sherpas canadien et français — les conseillers des premiers ministres des deux pays en matière de francophonie — ont joué un rôle déterminant dans le règlement de ce désaccord franco-canadien. M. Ouellet a ajouté que finalement, la résolution qui devrait être adoptée d'ici 48 heures par le Sommet de Cotonou et créant un poste de secrétaire général de la francophonie, recèle un contenu canadien à la hauteur de 80 à

gagner d'une action cohérente Paris-Ottawa-Québec. Mais il ajoutait qu'au-delà de la diplomatie, la véritable prévention des conflits en terre africaine passe encore par la recette éprouvée de la coopération et du développement.

Sous ce rapport justement, la transformation de la francophonie en corps politique, avec secrétaire général élu, entraînera des changements importants. La création de la cour-



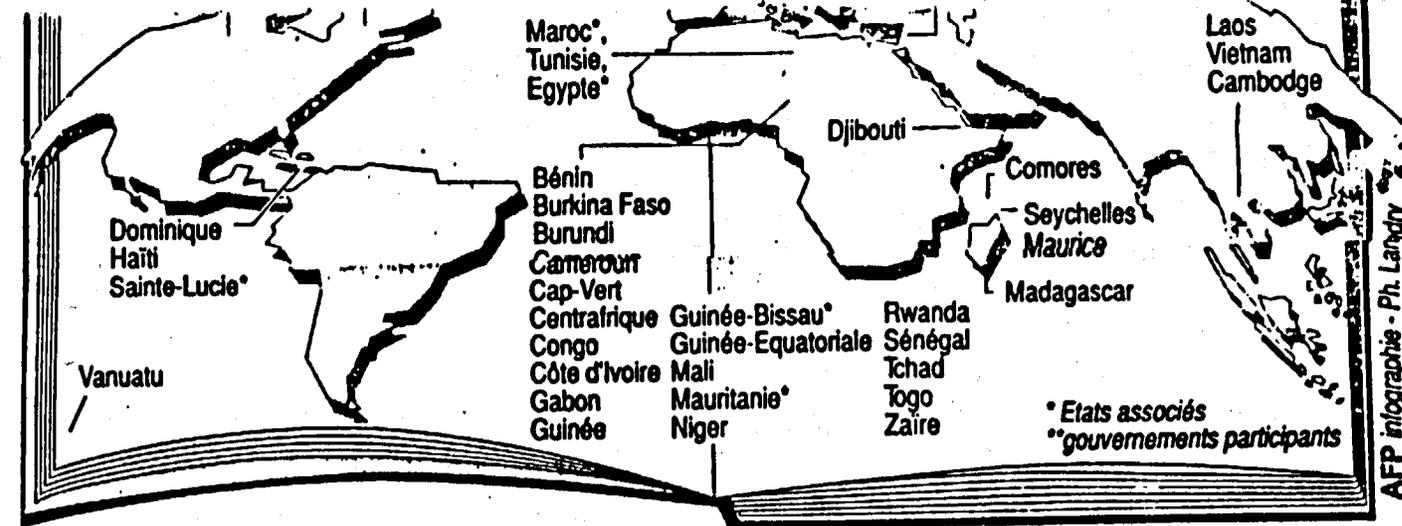
La Presse, 2 décembre 1995

francophonie (LPT), composé d'un quorum de 13 titulaires des Affaires étrangères des entités membres, aura le pouvoir d'intervenir en cas de force majeure. Le Canada s'est fait le promoteur de cette initiative globale qui a obtenu la sanction de la réunion ministérielle des Affaires étrangères, à la veille de la rencontre des chefs d'État et de gouvernement prenant fin lundi à Cotonou.

A sa courte honte, pourrait-on dire, la francophonie est demeurée à peu près absente de tous les conflits — et pas des moindres — qui ont frappé certains de ses membres depuis une quinzaine d'années, du Liban au Rwanda, en passant par le Tchad, Haïti, le Burundi et le Togo. Le Togo, soit dit en passant, dont quelque 60 000 réfugiés traînent encore leur âme en peine ici au Bénin, à quelques encablures du beau Centre des conférences tout neuf de Cotonou, où se déroule le présent Sommet francophone.

Une règle non écrite a toujours été inscrite en préalable au fonctionnement de la francophonie: la non-ingérence de l'ensemble dans les affaires intérieures d'un de ses membres. La gêne était d'autant plus grande qu'en cas de crise touchant un des pays membres, la francophonie devait — et devra toujours d'ailleurs — composer diplomatiquement avec ces organismes non négligeables que sont l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et diverses instances des Nations unies. Sans parler bien sûr de situations de conflit où les intérêts nationaux des pays dominants de cette francophonie, — pour tout dire, la France surtout, mais aussi, de plus en plus, le Canada — pourraient bien avoir préséance sur une intervention politique d'ensemble de la francophonie. Auquel cas, un retour à la case départ reste toujours possible.

Ce qu'il y a de changé, par contre, à l'occasion de ce présent Sommet de Cotonou, affirme-t-on du côté québécois — et ce qui facilite l'avènement d'une véritable francophonie politique à la manière du Commonwealth —, c'est le fin de la guerre que se sont livrée sourdement la France et le Canada lors de précédents sommets, histoire de rallier des majorités de circonstance auprès des diverses communautés francophones



AFP infographie - Ph. Landry

Des survivants racontent les horreurs protocolaires qui ont entaché, à des degrés variables, les Sommets de Maurice en 1993, de Chaillot (France) en 1991, de Dakar en 1989 et de Québec en 1987. Des finasseries innombrables relatives à la disposition des drapsaux, à l'emplacement des fauteuils de chacun, voire à la position des micros dans les salles de délibérations. La géopolitique en serre froide.

Les deux grands organismes opérateurs de la coopération francophone, l'ACCT (Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones) et l'AUFELF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française) étaient devenus de véritables armes de guerre: l'ACCT vue comme canon canadien, parce que Mulroney avait réussi à faire élire l'ex-directeur du *Devoir*, Jean-Louis Roy, à sa tête; l'AUFELF perçue comme char d'assaut français parce que son patron Michel Guillou avait été nommé avec l'appui de Paris.

Une guerre larvée faisait rage, ponctuée à l'occasion de gestes d'hostilité ouverte, comme lorsque le pré-

Brian Mulroney, annonçait sans avertissement aucun, au Sommet de Québec, que le Canada s'engageait à combler toutes les dettes contractées envers lui par les pays africains francophones. C'était un joli rond-de-jambe fait à l'Afrique. Et en même temps, une gifle sonore à la France qui se trouvait invitée à faire pareil, mais dont les crédits engagés auprès de l'Afrique francophone représentaient une masse autrement plus considérable que celle du Canada. Généreux Canada va!

Mais dans les coulisses du présent Sommet de Cotonou, on jure de part et d'autre que cette guerre est finie. Et même s'il ne fallait parler que de trêve, étant donné par exemple, les rivalités commerciales croissantes entre le Canada et la France susceptibles de s'amplifier en terre africaine, on paraît déterminé à ce moment-ci à laisser au placard l'arsenal protocolaire des drapsaux, des chaises et des micros. En tout cas, on souligne, du côté d'André Ouellet, « la belle ouverture » manifestée à cet égard par la France.

En entrevue à *La Presse* cette semaine à Cotonou, le ministre des Af-

que les sherpas canadien et français — les conseillers des premiers ministres des deux pays en matière de francophonie — ont joué un rôle déterminant dans le règlement de ce désaccord franco-canadien. M. Ouellet a ajouté que finalement, la résolution qui devrait être adoptée d'ici 48 heures par le Sommet de Cotonou et créant un poste de secrétaire général de la francophonie, recèle un contenu canadien à la hauteur de 85 à 90%, au chapitre délicat des transformations à apporter à l'ACCT, dont la gestion a été prise à partie récemment en France par l'influent hebdomadaire *Le Canard enchaîné*.

Le ministre identifie comme un tournant la convocation extraordinaire en septembre dernier à Ottawa des ministres des Affaires étrangères des pays et gouvernements membres pour tenter de dissiper les malentendus.

Le rôle joué par le Québec dans ce règlement demeure obscur, mais chose certaine, Québec suit resplendissant le dossier, par l'intermédiaire de son propre sherpa en poste à Paris. Bernard Landry, vice-premier ministre représentant le Québec à Cotonou, déclarait à *La Presse* cette semaine de la francophonie, l'Afrique fran-

gagner d'une action cohérente Paris-Ottawa-Québec. Mais il ajoutait qu'au-delà de la diplomatie, la véritable « prévention des conflits en terre africaine passe encore par la recette éprouvée de la coopération et du développement ».

Sous ce rapport justement, la transformation de la francophonie en corps politique, avec secrétaire général élu, entraînera des changements importants dans la gestion de la coopération. Le secrétaire général de l'ACCT aura un patron plus direct. De même que celui de l'AUFELF. Et celui de TV5, la télévision internationale d'expression française, très présente d'ailleurs en Afrique francophone. « Il n'existe peut-être pas de manière francophone de dépolluer un fleuve, mais il existe des manières très francophones, soit de faire de la télé, soit de transmettre la science et la culture, soit de faire du développement des populations », note un fonctionnaire québécois.

André Ouellet acquiesce d'emblée. « Si nous ne concevons pas de moyens de communications francophones pour l'Afrique, ceux qui naîtront seront anglophones », disait-il à

« Le Canada a gagné le référendum... » — Chrétien

COTONOU, Bénin (PC) — Peu importe que la victoire du Non au référendum ait été serrée ou pas, le statut du Québec au sein de la Francophonie demeure inchangé.

« Le Canada a gagné le référendum, c'est la démocratie. Nous continuons avec les procédures qui ont été établies auparavant et tout le monde est satisfait de cette situation », a indiqué le premier ministre Jean Chrétien hier, lors de la première journée de son voyage à Cotonou, au Bénin, dans le cadre du VI^e sommet francophone.

M. Chrétien, qui est arrivé dans la capitale économique du Bénin dans la nuit de jeudi à hier, commentait les propos tenus à Paris par le vice-premier ministre du Québec Bernard Landry.

Avant de se rendre au Sommet où il représente le premier ministre Jacques Parizeau, M. Landry avait confié à la Presse Canadienne que le résultat référendaire permettait de se présenter au sommet de la Francophonie « avec une crédibilité immense, comparable à celle que nous aurait donnée une victoire ».

« L'analyse de la plupart des participants, ajoutait-il, c'est que la souveraineté n'est plus qu'une question de temps. Ça nous donne la crédibilité non pas d'un État souverain, mais d'un État qui le sera bientôt ».

Le Québec et le Nouveau-Brunswick bénéficient du statut de gouvernement participant, ce qui signifie qu'ils peuvent agir librement dans le domaine de la coopération mais qu'ils n'ont pas le pouvoir d'intervenir dans les discussions de politique étrangère.

Francophonie shifts to political role

Democracy, human rights to replace culture at top of agenda during this weekend's summit

BY JOHN STACKHOUSE
Development Issues Reporter

COTONOU, Benin — In a small, obscure African country that once served as a slave market, the world's French-speaking nations will try anew this weekend to stake their claim in the global drive for human rights and freedoms, knowing they have been left behind by the Commonwealth and rendered irrelevant in many disputes in their own ranks.

The 46-nation Francophonie, which is to hold its biennial summit of government leaders this weekend in Benin, plans to put human rights, democracy and good governance near the top of an agenda that once was dominated by the preservation of French language and culture.

As many Francophonie members — from Haiti to Rwanda, Cambodia to Zaire — struggle to maintain and, in some cases, create basic civil rights, the multilateral organization says it wants to assume a greater political role internationally.

"We have an agenda to make the Francophonie more active in political debate," Prime Minister Jean Chrétien said yesterday after arriving in Benin's administrative capital of Cotonou for the sixth summit of Francophonie leaders.

Once little more than a cross-cultural centre and foreign-aid forum, the Francophonie will consider, among other measures this weekend, the creation of a secretary-general's post like that present in the Commonwealth to promote the organization's ideals among member states and other international bodies.

"In the past, human rights have been far from a priority issue for the francophone states," the human-rights organization Amnesty International says.

But, if the Francophonie's draft document for change is any indication, the body has yet to develop the political clout, or perhaps courage, of the Commonwealth or even the Organization of American States.

If approved in full, the Francophonie document will criticize Nigeria for the hanging of nine dissidents but not mention the human-rights records of its own rogue members, notably Zaire. Without naming names, the document says "more can be done" on human rights and democratic development.

The final document may call on Rwanda and Burundi to re-establish credible judicial systems, but some African states have resisted what they see as political meddling.

"The Francophonie is young," said a senior Canadian official, defending the muted language on human rights. He said the Francophonie accounted for 16 of the world's 20 least



Prime Minister Jean Chrétien and Benin President Nicéphore Soglo inaugurate Le Boulevard du Canada in Cotonou, before the opening of the Francophone summit in the African country. (PAUL CHIASSON/Canadian Press)

developed countries, and did not have the same civil-rights traditions as some former British colonies did.

As it considers a new mandate, the organization's two major players, France and Canada, remain distracted by economic and political troubles at home.

Officials added that while Canada had pushed the organization to say more on human rights, they felt developing nations, which account for the overwhelming majority of the membership, should show the way. "In the Francophonie, there is no single leader like Nelson Mandela to take the lead," the official said. "We have to bear in mind we should follow the lead of African members in dealing with rogue states."

As a unilateral protest, Canadian officials have refused to hold bilateral talks with Zaire at the summit. Canada also proposed the text criticizing Nigeria and calling for its government to "restore the rule of law."

Several Francophonie members that border Nigeria, including the host country Benin, have lobbied Canada and France to delete references to the giant of West Africa.

For its own members, the Francophonie is to consider new ways to prevent and resolve violent conflicts. Mr. Chrétien said that during the 1994 Rwanda crisis "the Francophonie might have played a more important role."

The organization does not plan to establish its own peacekeeping force, but suggests a new forum may be needed to discuss ethnic and regional conflicts involving its members.

Officials said most of the Francophonie's African members have shown remarkable progress in the past six years in terms of holding democratic elections and promoting human rights. The organization also plans to launch a judicial reform program to assist its members in developing their courts and legal systems.

The organization still claims a major role for itself in the preservation and promotion of the French language, especially in a new world economy dominated by information technology. As one step, the Francophonie plans to establish a fund to ensure access to the Internet in French.

One official said the fund would not create a separate French information highway. "We want to build a ramp so French-speaking people can get on it," he said.

An official Canadian document calls for French to be "established more strongly in diplomacy so that countries whose small francophone communities wish to establish more diversified relations with members of the Francophonie can do so on the information highways."

Canada contributes about \$25-million a year to the Francophonie,

which carries out other development projects, such as training journalists in West Africa's infant democracies.

France has suggested expanding the Francophonie to nations that speak other Romance languages, such as the former Portuguese colonies of Mozambique and Angola. Others have suggested countries such as Israel where French is commonly spoken.

But the Canadian government fears the organization cannot afford to spread its thin resources. Indeed, the Cotonou summit may for the first time consider rules on Francophonie membership.

"We feel we have reached the limit," one Canadian official said, adding "there's no more money."

France also wants to find more ways to accommodate some former colonies such as Vietnam, where the influence of French has faded. Vietnam is expected to play host to the 1997 summit.

Unlike the Commonwealth, where India, South Africa and Zimbabwe provide some balance to Britain, Canada, Australia and New Zealand, the Francophonie remains much more a creature of a single power, France.

The issue of France's nuclear testing in the South Pacific was not even placed on the Cotonou agenda, as most Francophonie nations did not support a United Nations resolution against the tests.

Quebec referendum makes sovereignty 'credible'

BY JOHN STACKHOUSE
The Globe and Mail

(A-13)

COTONOU, Benin — The world's French-speaking nations see Quebec sovereignty as a greater possibility than ever before, Quebec's deputy premier Bernard Landry said yesterday.

"We know very well that the speculation now is to the high probability of Quebec becoming sovereign quite soon," Mr. Landry said before the sixth biennial summit of francophone heads of state and government, which opens today in the West African state of Benin.

He told reporters Quebec accepted its status within the Francophonie as a

participating government rather than a member state. But, he said, other francophone governments now see Quebec sovereignty as "credible."

"We no longer say '*à la prochaine*;' we say '*à la bientôt*,'" Mr. Landry said.

Arriving yesterday in Cotonou, Benin's administrative capital, Prime Minister Jean Chrétien said Quebec sovereignty was no longer an issue.

"The referendum is over," he said. "We have one national government in Canada and it's Ottawa."

For part of the day, the Canadian and Quebec governments engaged in a match of political shadow-boxing around the seaside city. In the morn-

ing, Mr. Chrétien joined Benin's President, Nicephore Soglo, to unveil a plaque for a Boulevard du Canada, financed by the Canadian International Development Agency. In the afternoon, Mr. Landry, the most senior Quebec official at the summit, unveiled a plaque for a community centre named Place du Quebec, financed by his provincial government. Mr. Landry also announced a \$50,000 program to provide Internet access to information about Benin.

The Cotonou summit is the first meeting of Francophonie heads of government attended by a Parti Québécois government.

Although the Francophonie was

created in 1970, it did not hold summits until 1986, largely because of former prime minister Pierre Trudeau's refusal to give Quebec its own seat at the table.

Quebec and New Brunswick now hold "participating government" status.

Mr. Landry said Francophonie leaders understood the recent referendum to be "very close."

"After the loss of the referendum in 1980, many were skeptical about the future possibility for Quebec to become an independent state," he said.

"Today, the psychology has changed."

Former coup capital on reform track

BY JOHN STACKHOUSE
The Globe and Mail
Cotonou

WHEN Prime Minister Jean Chretien arrived yesterday in the tiny West African state of Benin, he saw one of the continent's poorest, most illiterate, potentially chaotic countries. And an African success story.

As Benin prepares to play host to this weekend's biennial Francophonie summit, it has been heralded as a potential miracle in the making. Once known as the coup capital of Africa, the Nova-Scotia-sized country, with a population of 5.2 million, has had a democratically elected government for four years, and seems ready for new

MIRACLE IN THE MAKING / Democracy and foreign aid are making Benin an African success.

presidential elections due next March.

Only five years after a brush with bankruptcy, when civil servants were not paid for more than 10 months, Benin is also firmly on the track of economic change. Inflation has dropped to 2 per cent a year, and economic growth may reach 6 per cent this year after four consecutive years at 4 per cent, the World Bank says.

"I came here for the first time in 1988," said the World Bank's resident representative, Michael Azefer. "There

was no bank. The education system was in ruins. The roads were in a terrible state of disrepair. The hospitals and health centres had no drugs, not a tablet."

Today, schools are being built for the first time in a generation while Cotonou, Benin's major city and administrative capital after its official capital Porto Novo, is about to get its first-ever drainage system.

Behind the change is an economic reform program launched by President

Nicephore Soglo, a former World Bank executive who was elected in 1991, as well as a big increase in foreign aid.

Canada, which had cut aid to the previous Marxist regime, now gives about \$11-million a year in development assistance. One of the major projects is a \$6-million road in Cotonou unveiled yesterday by Mr. Chretien.

A senior government official said the cost of the road -- almost \$1,500 per metre -- was not excessive. The area, which was served previously by a dirt road, "has a very high density of schools and clinics," the official said. "The state of dust and mud was a health problem. When you factor that in, this is not a high cost."

Please see *Corruption* / A13

• From Page A1

The United States has become the leading aid donor to Benin, with a new five-year, \$57-million (U.S.) project to rehabilitate the school system.

As illiteracy hovers above 80 per cent and per capita income sits at \$170 a year, Benin remains desperately poor.

Adding to the pain, at least in the short term, the government has cut its civil service by about 20 per cent. Many city dwellers also have yet to recover from the 1994 devaluation of the CFA Franc -- the common currency of French West Africa -- that sparked a doubling of some food prices.

The 50 per cent devaluation, however, has helped boost cotton exports to an estimated \$800-million (U.S.) this year. Cotonou's large port, once a chronic money loser, even turned a profit of \$5-million last year for the government.

Benin's political progress has become a greater African landmark, and encouraged Canada to lobby for it being selected for the 1995 Francophone summit over Burkina Faso, which was France's favourite, and Cameroon.

In 1991, Benin became the first African nation to peacefully exchange a military dictatorship for multiparty democracy. The U.S. Agency for International Development recently called Benin "a model for other African nations."

The transition followed the collapse of aid from Moscow, and a 1990 national conference at which former president Mathieu Kerekou, who had seized power in 1972 and launched a disastrous Marxist regime, agreed to step down and make way for a new constitution.

The new democratic climate has given birth to 87 political parties, including one that might field Mr. Kerekou as a presidential candidate next year.

Political threats, however, threaten Benin at every turn. The long, narrow country is squeezed between tiny Togo, where dictatorship prevails, and chaotic Nigeria, the region's giant.

In 1993, more than 100,000 Togolese refugees fled to Benin following ethnic violence in that country.

"If something happens to Nigeria

and one million Nigerians arrive overnight, it would be the end of this country. Finished. Period," said Rollande Monstien, a Hydro-Quebec executive serving as administrative adviser to Mr. Soglo.

Internally, Benin must cope with its

own diversity of 16 major ethnic

groups, 44 sub-groups and no fewer

than 55 traditional kings.

Despite Benin's political and economic reforms, hope that democracy

would spell an end to corruption has

been met only halfway. At the Cotonou port, which could serve as a gateway to Nigeria and the Sahel, corruption is so fierce that a trader can need

up to six weeks to clear a container through customs.

The average civil servant earns

about \$50 (U.S.) a month, and is guaranteed a 10 per cent raise every two

years, regardless of performance.

"There is a real gap between what

we have gained in terms of democratic liberties and what we have gained in

terms of social welfare," said Joseph Akoha, an instructor at the University of Benin.

With Mr. Soglo in office, Benin has

become a darling of Western aid donors, especially the United States,

which has opened a big development office in Cotonou.

Both U.S. Vice-President Al Gore

and national security adviser Anthony

Lake have visited Cotonou.

A20 THE TORONTO STAR Saturday, December 2, 1995

Unity drama continues to unfold at Benin summit

BY ALLAN THOMPSON
OTTAWA BUREAU

COTONOU, Benin — Halfway around the world, Canada's unity crisis continues to unfold at the summit of la Francophonie, being held in this sweltering central west African commercial centre.

Quebec's deputy premier, Bernard Landry, told reporters here yesterday that countries in la Francophonie now see Quebec as being on the verge of becoming a sovereign state, "and it's our great joy that they're doing this."

But in his own meeting with reporters, Prime Minister Jean Chrétien stated bluntly: "Canada won the referendum. That's democracy."

"The referendum is over and for me I'm just handling the situation," he said. "But Canada is the country that is here."

Canada is joined at the meeting of 46 countries with French-speaking populations by Quebec and New Brunswick, which sit as participating governments along with Belgium's francophone community.

But while Quebec has been part of the Canadian delegation since the first summit was held in 1986, this gathering marks the first time the Canadian Prime Minister has been flanked by a Quebec separatist.

After official opening ceremonies this morning, Chrétien, Landry and New Brunswick Premier Frank McKenna will join other leaders, including 20 heads of state, in meetings scheduled to run until Monday. They are to discuss creating a post of



SUMMIT CLASH: Jean Chrétien, left, and Bernard Landry differ over Quebec's future.

secretary-general for la Francophonie, ways to make the loose grouping more cohesive and to ensure the use of French on the information highway.

Meanwhile, Landry, fresh from his own meeting with Soglo, opened a cultural centre in Cotonou, called Place du Quebec.

On arrival early Thursday, reporters travelling with Chrétien each found an envelope from Landry's delegation waiting for them at their hotel. It contained a silver-embossed invitation to Landry's press conference.

Officials in Chrétien's entourage, who made sure reporters were whisked through Cotonou's chaotic streets in mini-vans for Chrétien's events, agreed to run a shuttle to Landry's press conference "even though he's the competition."

"Quebec is not sovereign. We lost the referendum. Our status has not changed at the legal or institutional level," Landry said. "But everyone knows that the probability of Quebec very soon becoming sovereign is very high and obviously that changes the perspective and how Quebec is regarded."

Landry emphasized that he didn't want to "transport to African soil, in the slightest, the serious differences that exist between Quebec and Canada ... We're not looking for discord. I don't foresee any drama."

NATIONAL UNITY



— CP photo

ONE-ON-ONE: Quebec Deputy Premier Bernard Landry has been speaking directly to other governments at the Francophone summit

Quebec sovereignty gains credibility on international stage, says Landry

By Peter Maser
Citizen Africa correspondent

COTONOU, Benin — Bernard Landry says the cause of Quebec independence has more credibility than ever in the French-speaking world.

The remarks by Quebec's deputy premier came Friday as nearly 50 countries and governments arrived in Benin for a meeting of la Francophonie, the French equivalent of the Commonwealth.

Canada, Quebec and New Brunswick have each sent a delegation to the three-day gathering — known as the francophone summit — although the national unity issue has put the spotlight on Canada and Quebec.

Speaking briefly to reporters, Prime Minister Jean Chrétien insisted only one country, Canada, was at the summit. Quebec, like New Brunswick, has a subordinate status as a participating government.

"The referendum is over . . . we have one national government and it's Ottawa," he said.

But Landry, filling in for outgoing Premier Jacques Parizeau, said Quebec was a people and a nation and would soon enjoy full independence.

He acknowledged the sovereignty option had been defeated in the October referendum. But the nature of the vote had convinced the French-speaking "universe" that independence was on the agenda of the future.

PQ denounces radical group

QUEBEC (CP) — A radical separatist movement led by a convicted FLQ bomber has no place in Quebec, Parti Québécois house leader Guy Chevrette said Friday.

"They have no place in our party."

The 15-member Mouvement de libération nationale du Québec, devoted to the political liberation of Quebec, is made up of some former members of the terrorist Front de libération du Québec (FLQ), Montreal's *Le Devoir* reported Friday.

Its president and founder, Raymond Villeneuve, is a convicted FLQ bomber. Other members include PQ supporters upset over the recent referendum loss and sovereigntists who believe the PQ has gone soft on separation.

Landry said the narrow margin of defeat, plus the fact of having carried a majority of francophone voters, had changed the perception of Quebec among French-speaking countries.

Asked if they now considered Que-

bec more sovereign than before the referendum, he replied: "Yes, to our great satisfaction."

Landry denied that Quebec had mounted a campaign here for its eventual recognition as an independent state. But he conceded that the province was happy to be part of the Francophonie, describing it as the only international forum where Quebec is a "full-fledged participant."

Since his arrival in mid-week, Landry has been active in one-on-one talks with other governments, as well as ceremonies involving Quebec aid projects.

Chrétien, who arrived Friday, spent the day doing the same thing but in the name of Canada.

Whatever the source, the contributions are welcome in Benin, one of the poorest countries in the world with an estimated per capita income of about \$300 a year.

But the activities of Chrétien and Landry underscored the competing and sometimes uneasy roles of Canada and Quebec in the francophone fraternity.

Quebec's attempts to carve out a separate international identity date back at least 25 years.

This is still true today, although Landry insisted that Canada's domestic problems would not be dragged on to African soil.

Southam News

Landry touts Quebec independence at francophone summit

PETER MASER
SOUTHAM NEWS



COTONOU. Benin - Bernard Landry says the cause of Quebec independence has more credibility than ever in the French-speaking world.

The remarks by Quebec's deputy premier came yesterday as nearly 50 countries and governments arrived in Benin for a meeting of la Francophonie, the French equivalent of the Commonwealth.

Canada, Quebec and New Brunswick have each sent a delegation to the three-day gathering - known as the francophone summit - although the national unity issue has put the spotlight on Canada and Quebec.

Speaking briefly to reporters, Prime Minister Jean Chrétien insisted only one country, Canada, was at the summit. Quebec, like New Brunswick, has a subordinate status as a participating government.

"The referendum is over ... we have one national government and it's Ottawa," he said.

But Landry, filling in for the outgoing Premier Jacques Parizeau, said Quebec was a people and a nation and would soon enjoy full independence.

He acknowledged the sovereignty option had been defeated in the October referendum. But the nature of the vote had convinced the French-speaking "universe" that independence was only a matter of time, he told a press conference.

He said the narrow margin of defeat plus the fact of having carried a majority of francophone voters had changed the perception of Quebec among French-speaking countries.

Asked if they now considered Quebec more sovereign than before the referendum, he replied: "Yes, to our great satisfaction."

Landry denied that Quebec had mounted a campaign here for its eventual recognition as an independent state. But he conceded that the province was happy to be part of the Francophonie, describing it as the only international forum where Quebec is a "full-fledged participant."

Since his arrival in mid-week, Landry has been active in one-on-one talks with other governments, as well as ceremonies involving Quebec aid projects.

Chrétien, who arrived yesterday, spent the day doing the same thing but in the name of Canada.

Whatever the source, the contri-

butions are welcome in Benin, one of the poorest countries in the world with an estimated per capita income of about \$300 a year.

But the activities of Chrétien and Landry underscored the competing and sometimes uneasy roles of Canada and Quebec in the francophone fraternity.

Quebec's attempts to carve out a separate international identity date back at least 25 years.

This is still true today, although Landry insisted that Canada's domestic problems would not be dragged onto African soil.

A senior Canadian official confirmed this was the case so far.

Whatever their public statements to the media, the officials said the Canadian and Quebec delegations were working well together behind closed doors on issues to be discussed at the summit.

In the past, the Francophonie has focused largely on matters of language and culture, but prodded by Canada, it's expected to become more like the Commonwealth by taking a more political role, including the election of a secretary-general with the authority to speak out on

such issues as human-rights abuses.

This is something the Francophonie has never done, and is reluctant to do.

Even at this summit, it's expected to produce a tame resolution on human-rights offenders like Nigeria and Zaire.

The proposal now under discussion would merely invite these countries to provide good government and respect the rule of law, an unlikely prospect in both cases.

Canadian officials, who spoke on condition of anonymity, said the reluctance to take a tougher stand

on Nigeria stemmed from the fears of neighboring French-speaking countries.

This included Benin, Cameroon, Niger and the Central African Republic, all of which are dwarfed by the size and economic strength of Nigeria.

As for Zaire, one official said the Francophonie was hesitant to act in the absence of an African leader with the moral clout of South African President Nelson Mandela.

Mandela has taken the lead in condemning Nigeria for the hangings last month of playwright Ken

Saro-Wiwa and eight other political activists.

"We should follow the lead of local leaders in dealing with rogue states," said one official.

Zaire, potentially one of Africa's richest countries, has been reduced to poverty under the despotic rule of President Mobutu Sese Seko.

The issue of French nuclear tests in the Pacific Ocean will not figure at all in summit discussions.

"It's not on the agenda," the official said.

La Francophonie prend le tournant des autoroutes de l'information
De l'un des envoyés spéciaux de l'AFP, Jacques-Michel TONDRE

COTONOU, 2 déc (AFP) - Le défi que représentent pour la langue française les autoroutes de l'information a été le thème dominant des interventions, samedi à l'ouverture du VIème Sommet de la Francophonie, réuni pour trois jours à Cotonou (Bénin).

Tour à tour, le président béninois Nicéphore Soglo, hôte du Sommet, le président français Jacques Chirac, le Premier ministre canadien Jean Chrétien, le président Abdou Diouf du Sénégal et le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali notamment, ont insisté sur la nécessité pour les francophones de participer pleinement à ce qu'ils ont qualifié de "révolution" du troisième millénaire.

"C'est une question de survie", a insisté M. Chirac, qui a souligné que "les hispanophones, les arabophones, tous ceux qui s'expriment en hindi ou en russe, en chinois ou en japonais, sont confrontés à la même menace".

"J'appelle la Francophonie à prendre la tête d'une vaste campagne pour le pluralisme linguistique et la diversité culturelle sur les inforoutes de demain", a-t-il lancé.

Le chef de l'Etat français en a profité pour rassurer les partenaires africains de la France, quant à son engagement à leurs côtés. "Les fonds que nous destinons à l'action francophone, a-t-il promis, ne seront pas amputés, je m'y engage devant vous. Et ceci sans rien enlever à l'aide bilatérale ou multilatérale que la France accorde à ses partenaires les moins favorisés."

"Notre coopération avec l'Afrique francophone restera l'un des axes forts de notre politique", a-t-il poursuivi, ajoutant qu'il maintiendrait le ministère de la Coopération "avec toutes ses compétences, toute sa disponibilité, et tous ses moyens autonomes".

Référence historique de nature à toucher son auditoire au coeur, il a alors évoqué le nom du fondateur de la Vème République: "Lorsque j'ai choisi de servir l'Etat, mon engagement a eu pour modèle un homme d'Etat qui était aussi un orateur et un écrivain: le général de Gaulle."

Tous les chefs d'Etat africains lui ont rendu hommage pour cet engagement, parfois d'une façon très directe, comme le président gabonais Omar Bongo qui s'est tourné vers lui pour appeler la France à être "le porte-flamme" de la défense du français: "Mon cher Jacques, nous te suivrons."

Le président Soglo, à quelques mois d'une élection présidentielle, a aussi saisi l'occasion de cette cérémonie pour dénoncer le "régime d'incompétence et d'iniquité" qui l'avait précédé au pouvoir et qui refait surface, donnant ainsi l'impression d'annoncer implicitement sa candidature à sa propre succession.

Jean Chrétien, à quelques semaines d'un referendum qui a failli se traduire par l'indépendance du Québec, a insisté sur les progrès du bilinguisme au Canada et sur le "consensus national" qui existe entre Canadiens quant à l'appartenance de leur pays tout entier à la Francophonie.

M. Boutros-Ghali enfin, qui a toute les chances d'être élu dans deux ans comme secrétaire général de la Francophonie, un poste nouvellement créé, a pour sa part manifesté un engagement lyrique en faveur du français, acceptant ainsi implicitement par avance sa désignation comme haut représentant de la Francophonie vis-à-vis du reste du monde.

La cérémonie a également été marquée par le malaise dont a été victime, peu avant son ouverture officielle, le président djiboutien Hassan Gouled Aptidon, qui a été évacué en ambulance, saignant abondamment, apparemment du nez.

Le Sommet, qui se terminera lundi, devait commencer ses travaux proprement dits dans l'après-midi au Centre de Conférences Internationales que Jacques Chirac avait officiellement inauguré vendredi, dans le cadre d'une brève visite officielle franco-béninoise.

AFP

021446 GMT DEC 95

M. Chrétien appelle la Francophonie à faire entendre davantage sa voix

COTONOU, 2 déc (AFP) - Le Premier ministre du Canada, Jean Chrétien, a estimé samedi à Cotonou que la Francophonie devrait "faire entendre davantage sa voix et faire sentir sa présence face à un environnement international où l'on assiste à la multiplication des conflits régionaux".

S'exprimant devant le sommet de la Francophonie à Cotonou, M. Chrétien a indiqué que "les événements tragiques qui ont secoué certains membres de notre communauté depuis le sommet de l'île Maurice, il y a deux ans, interpellent la Francophonie et la mettent en demeure d'accentuer son action politique dans le monde et plus particulièrement auprès de ses Etats membres".

"Je pense que la Francophonie peut jouer un rôle plus actif dans la prévention des conflits qui touchent ses Etats membres et il est temps qu'elle se penche plus activement sur les moyens à adopter pour jouer un rôle plus utile en la matière", a poursuivi M. Chrétien.

Il a rappelé que son pays avait élaboré une étude sur la mise en place au sein des Nations Unies d'"une capacité de réaction rapide" qui agirait "en complémentarité du travail des organisations déjà existantes telles que l'ONU et l'OUA".

Il s'est enfin réjoui de ce que l'actuel sommet soit appelé à entériner la création du poste d'un secrétaire général de la Francophonie.

AFP

021317 GMT DEC 95

AM-Francophone-Summit

Chirac, Chretien urge defence of French language

By Manon Cornellier

COTONOU, Benin (CP) - Francophone countries must fight to ensure French keeps its place in the world, French President Jacques Chirac and Canadian Prime Minister Jean Chretien said Saturday.

Chirac, attending his first Francophone summit as president, urged leaders from the 47 member states to ensure the English language does not continue to dominate the new communications technologies.

Domination can lead to uniformity, warned Chirac, who noted 90 per cent of the messages on the Internet are in English.

Chretien, speaking a few minutes later, said that in the information-highway era, "this language that we share must make its own way or be left by the wayside. The Francophonie must take the offensive."

Chretien referred to "the strengthening, development and influence of this language which we share, and through it, to the promotion of the great values of humanism and solidarity that it speaks for."

The same theme was stressed by Benin President Nicephore Soglo and other leaders. United Nations Secretary-General Boutros Boutros-Ghali said backing multilingualism means defending mutual respect.

Chirac told the summit's opening, "If our language, our programs, our creations are not present in the new media, then our future generations will be economically and culturally marginalized.

"We must produce and disseminate (information) in French. It's a question of survival," said the French president.

The summit is to create the post of secretary-general and the first occupant is to be named at the next summit in 1997.

Chirac said creating the office will give "a face, a voice, an authority" to the Francophonie, a loose worldwide association of nations whose total member population is about 400 million.

Chretien agreed the French-speaking world needs to have "a stronger voice and a higher profile in the face of an international context where regional and national conflicts are multiplying."

The task isn't easy. The political differences among the Francophone leaders at Saturday's plenary session meant they had to set aside any plans for a declaration on the Algerian conflict. They have not yet reached agreement on an international conference about Rwanda.

Meanwhile, the African states that account for more than half the Francophonie's membership are seeking concrete results.

Soglo, host of the summit in this West African country, prompted thunderous applause when he said: "Our partners in the North must finally be convinced of the necessity of a Marshall Plan for Africa."

The Marshall Plan was an aide program established by the allies to rebuild Europe after the Second World War.

CP 1739ES 02-12-95

FRANCOPHONIE-SOMMET (BGT)

Par Manon CORNELLIER

COTONOU, Bénin (PC) - Les pays membres de la Francophonie doivent se battre contre la marginalisation de la langue française sur la scène internationale et sur l'autoroute de l'information.

C'est l'appel pressant qu'ont lancé hier les sept chefs d'Etat et de gouvernement qui ont ouvert le VIe Sommet francophone, réunis à Cotonou, au Bénin.

«J'appelle la Francophonie à prendre la tête d'une vaste campagne pour le pluralisme linguistique et la diversité culturelle sur les inforoutes de demain», a déclaré avec emphase le président français Jacques Chirac devant un parterre de dignitaires étrangers et le gratin de la société béninoise.

Le premier ministre Jean Chrétien a renchéri, quelques minutes plus tard. «Cette langue que nous partageons doit faire sa place pour ne pas être marginalisée. La Francophonie doit prendre l'offensive», a-t-il dit.

A son avis, la survie de la communauté francophone en dépend. Il a fait référence «à la consolidation, à l'épanouissement et au rayonnement de cette langue que nous avons en partage et, à travers elle, à la promotion des grandes valeurs d'humanisme et de solidarité qu'elle véhicule».

L'hôte de la rencontre, le président béninois Nicéphore Soglo, lui a fait écho. «La Francophonie, ce n'est pas seulement l'usage d'une langue, c'est aussi une certaine vision du monde, une certaine exigence de solidarité», a-t-il indiqué.

M. Chirac s'est pour sa part inquiété de l'omniprésence de l'anglais sur l'autoroute de l'information, y voyant un premier facteur d'uniformisation culturelle.

«S'affirmer francophone, c'est enfin combattre un risque majeur pour l'humanité. Ce risque, c'est l'uniformité linguistique et donc l'uniformité culturelle. (...) Défendre le rayonnement de la langue française, c'est en réalité défendre le droit à penser, à échanger, à s'émouvoir, à prier autrement. C'est défendre l'ouverture à autrui et donc la tolérance», a-t-il plaidé.

Le président français a souligné que 90 pour cent des informations diffusées sur Internet étaient en anglais parce que les serveurs et les outils de navigation sont dédiés à l'usage exclusif de cette langue.

La présence du français sur l'inforoute préoccupe beaucoup le Canada, le Québec et le Nouveau-Brunswick. Les trois gouvernements sont arrivés au sommet avec des projets concrets pour corriger la situation. Ils devraient les annoncer d'ici demain.

Fait à noter, les pays francophones veulent s'allier aux hispanophones, aux arabophones et à tous ceux qui parlent une des grandes langues de communication mondiale pour défendre le multilinguisme face à l'anglais.

Présent à la séance d'ouverture, le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a joint sa voix à la leur. «Défendre le multilinguisme, c'est défendre la différence, le respect de l'autre», a-t-il déclaré.

Selon Jacques Chirac, la tâche qui attend les pays francophones est immense et exige que la Francophonie se dote d'institutions cohérentes et d'un porte-parole unique.

Le Canada milite depuis longtemps en faveur de la création d'un poste de secrétaire-général de la Francophonie. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont entériné cette proposition hier, lors de leur assemblée plénière à huis clos, et le premier titulaire du poste sera choisi au prochain sommet, dans deux ans.

Selon Jean Chrétien, le virage politique est un défi d'une «impérieuse nécessité» pour la Francophonie. Le monde francophone doit «faire entendre davantage sa voix et faire sentir sa présence face à un environnement international où l'on assiste à la multiplication des conflits régionaux et nationaux», a-t-il déclaré.

Cette évolution n'est pas évidente. Lors de leur assemblée plénière d'hier, les leaders présents ont dû oublier l'idée de se prononcer sur la situation algérienne et ils n'ont pas réussi encore à s'entendre au sujet d'une conférence internationale sur le Rwanda.

Pour les pays africains, la réalisation du front politique francophone doit se traduire par des gestes concrets. «Nos partenaires du Nord doivent se convaincre enfin de la nécessité d'un Plan Marshall pour l'Afrique», a demandé le président Soglo sous un tonnerre d'applaudissements.

Il a rappelé que les deux tiers des pays les plus pauvres du monde sont en Afrique sub-saharienne et que la majorité d'entre eux parlent français.

16:16ET 02-12-95

LE VI^e SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

Défense du français : un « appel de Cotonou » de Jacques Chirac

Agence France-Presse
COTONOU

■ Le président français Jacques Chirac a lancé samedi un « appel de Cotonou » pour que la francophonie, forte de 47 pays membres, combatte le « risque de l'uniformité linguistique et donc culturelle » dans le monde.

Jacques Chirac, qui s'adressait aux participants au sixième sommet des « pays ayant le français en partage », a déclaré ne pas être « de ceux qui dénigrent l'anglais » mais a averti qu'il « existe un danger d'éradication des langues vernaculaires ».

« Défendre le rayonnement de la francophonie c'est défendre le droit à penser, à s'émouvoir, à prier, c'est défendre l'ouverture et donc la tolérance », a ajouté le chef de l'Etat français lors de la séance inaugurale du sommet.

« Cette langue (le français NDLR) a pénétré la raison humaine, a porté l'humanisme », comme elle a véhiculé les concepts de « liberté et d'égalité exprimés en français », a ajouté M. Chirac qui a appelé les pays du Sud à participer à ce combat, comme « les hispanophones et les arabophones », « ceux qui s'expriment en japonais ou en hindi puisqu'ils sont eux aussi victimes des « memes menaces ».

« La francophonie doit prendre la tête d'une campagne pour la diversité sur les inforoutes de demain », a estimé M. Chirac, rappelant que 90 pour cent du trafic sur le réseau mondial Internet se faisait en anglais.

La francophonie « est une identité qui transcende les frontières, mais le français ne doit pas menacer la vitalité des langues nationales ou locales », a souligné M. Chirac sous les applaudissements et les vivats des participants.

La francophonie est « un instrument de désenclavement, une fenêtre ouverte », a ajouté le président français, pour qui le « repli » de la langue française



Le ministre québécois des Affaires Internationales Bernard Landry semblait très attentif aux propos qu'ont échangés hier le premier ministre Jean Chrétien et le président Jacques Chirac de France. PHOTO PC

sera « sanctionné par le déclin ». Mais elle doit également être un « idéal politique qui affirme une identité politique », « une certaine vision des rapports entre les hommes, un sens de l'universel », a-t-il déclaré. Héritiers de Montaigne, les francophones le sont aussi de « Camara Laye (guinéen), de Simenon (belge) ou de Cioran (roumain) », a-t-il souligné.

La francophonie n'est cependant « pas encore assez visible ou efficace », a constaté M. Chirac qui s'est félicité de la prochaine élection d'un secrétaire-général du mouvement qui sera « désormais un visage, une voix, une autori-

té », pour que la francophonie « prenne toute sa place dans le concert des nations ».

La France est déterminée « à consentir des efforts, y compris financiers » pour y contribuer, a affirmé M. Chirac qui a rendu un hommage appuyé, 25 ans après sa mort, au général de Gaulle. Comme lui, « la France affirme la dimension politique de la francophonie », a-t-il déclaré.

La francophonie,
une force politique

Pour sa part, le président béninois

Nicéphore Soglo a affirmé que son pays souhaitait que « la francophonie devienne une force politique qui reflète l'entente d'un bloc important de peuples de la planète ».

S'exprimant à l'ouverture du VI^e Sommet de la francophonie, M. Soglo a indiqué que « cette force politique devrait être en permanente consultation et, à l'occasion des grandes rencontres internationales, arrêter des positions communes et donner son point de vue sur les graves problèmes de notre temps ».

Il a ajouté que cette force devrait, « principalement par la diplomatie pré-

ventive, apaiser les éventuels foyers de tension qui viendraient à s'animer entre des membres de la communauté francophone ou à l'intérieur d'un quelconque Etat membre, en liaison avec les autres organisations internationales ou régionales compétentes ».

« Le Bénin souhaite que le français devienne un prétexte à la manifestation d'une solidarité de groupe pour l'élaboration de grands programmes communs de développement ».

Il a estimé que « pour accroître l'efficacité de la francophonie, il était nécessaire de la doter rapidement de ressources de toute nature », soulignant que celle-ci a « longtemps souffert de l'absence d'un porte-parole politique ».

Évacuation du président djiboutien

Par ailleurs, on a appris que le président djiboutien Hassan Gouled Aptidon, victime d'un malaise, hier matin à Cotonou, a été évacué sur la France dans l'après-midi.

Le président Hassan Gouled, âgé de 79 ans, avait été pris d'un malaise samedi matin quelques minutes avant l'ouverture officielle du 6^eme sommet de la Francophonie.

Entré en souriant, coiffé de sa toque traditionnelle, dans le bâtiment du Palais des sports de Cotonou où devait avoir lieu la cérémonie, il en était ressorti quelques minutes plus tard, un mouchoir ensanglanté cachant une partie de sa figure. Il saignait apparemment du nez.

L'un des responsables du protocole qui l'aidait à marcher avait l'épaule tachée de sang. Selon un des gardes du corps du président djiboutien, le couloir emprunté par M. Hassan Gouled était lui aussi maculé de sang.

Aucune indication n'a pu être obtenue sur les causes de cette hémorragie.

Mettre la francophonie au service de la paix

Agence France-Presse
COTONOU

La Presse, 3 décembre 1995, p. A-6

■ Le monde francophone qui a « déjà montré son engagement au service de la diplomatie préventive et du règlement pacifique des conflits » doit transformer « sa solidarité culturelle en véritable projet politique », a estimé hier à Cotonou le secrétaire général des Nations-Unies.

M. Boutros Boutros-Ghali, qui intervenait devant les participants à la séance inaugurale du sixième sommet des « pays ayant le français en partage » a déclaré qu'il s'agissait là d'une « question fondamentale qui engage l'avenir même de la Francophonie ».

« L'impératif de paix » reste « plus que jamais l'objectif suprême de la communauté internationale », a souligné M. Boutros-Ghali, pour qui « la fin de la Guerre froide n'a pas donné naissance à ce monde pacifié que nous étions en droit d'espérer ».

Evoquant les « nouveaux conflits » dont la plupart étaient, selon lui, « prévisibles », et qui « en toute logique auraient pu être évités », le secrétaire général de l'ONU a estimé que la francophonie avait « un impératif essentiel : mettre la francophonie au service de la paix ».

Il a également souhaité que « l'impératif de démocratisation » soit au cœur du nouveau projet politique de la francophonie.

M. Boutros-Ghali a également défendu le plurilinguisme, pour « la différence et le respect de l'autre ».

« La francophonie est en passe de franchir une nouvelle étape, la solidarité qu'elle exprime doit devenir désormais un véritable projet politique », a ajouté en conclusion le secrétaire général des Nations-Unies.

Amnesty réclame un tribunal pénal

Amnesty International a par ailleurs organisé une manifestation à Cotonou pour demander l'instauration d'un tribunal pénal international permanent.

« Les cas de civils tués en ex-Yougoslavie, au Burundi et au Rwanda incitent à la création de cette juridiction internationale », indique un communiqué distribué par quelques dizaines de manifestants de la section béninoise d'Amnesty, rassemblés devant la Bourse du travail de la capitale économique béninoise.

Les manifestants, vêtus de noir et arborant le logo d'Amnesty (une bougie entourée de fil de fer barbelé), ont étalé des banderoles où l'on pouvait lire *A bas les génocides*.

Amnesty International a adressé aux chefs d'Etat et de gouvernement une lettre pour leur demander d'« adopter des législations leur permettant d'arrêter et de remettre au tribunal pénal international pour le Rwanda les personnes soupçonnées de crime contre l'humanité », indique également le texte.

Amnesty estime par ailleurs que depuis l'adoption de la charte du tribunal militaire international en août 1945 et la tenue du procès de Nuremberg, « l'idée de l'instauration d'un tribunal pénal international est devenue une nécessité indéniable et urgente ».

Chirac et Chrétien souhaitent que le français occupe plus de place sur l'inforoute

MANON CORNELLIER
de La Presse Canadienne

COTONOU, Bénin

Les pays membres de la francophonie doivent se battre contre la marginalisation de la langue française sur la scène internationale et sur l'autoroute de l'information.

C'est l'appel pressant qu'ont lancé hier les sept chefs d'Etat et de gouvernement qui ont ouvert le VI^e Sommet francophone, réunis à Cotonou, au Bénin.

« L'appelle la francophonie à prendre la tête d'une vaste campagne pour le pluralisme linguistique et la diversité culturelle sur les inforoutes de demain », a déclaré avec emphase le président français Jacques Chirac devant un parterre de dignitaires étrangers et le gratin de la société béninoise.

Le premier ministre Jean Chrétien a renchéri, quelques minutes plus tard. « Cette langue que nous partageons doit faire sa place pour ne pas être marginalisée. La francophonie doit prendre l'offensive », a-t-il dit.

À son avis, la survie de la communauté francophone en dépend. Il a fait référence « à la consolidation, à l'épanouissement et au rayonnement de cette langue que nous avons en partage et, à travers elle, à la promotion des grandes valeurs

d'humanisme et de solidarité qu'elle véhicule ».

L'hôte de la rencontre, le président béninois Nicéphore Soglo, lui a fait écho. « La francophonie, ce n'est pas seulement l'usage d'une langue, c'est aussi une certaine vision du monde, une certaine exigence de solidarité », a-t-il indiqué.

M. Chirac s'est pour sa part inquiété de l'omniprésence de l'anglais sur l'autoroute de l'information, y voyant un premier facteur d'uniformisation culturelle.

« S'affirmer francophone, c'est enfin combattre un risque majeur pour l'humanité. Ce risque, c'est l'uniformité linguistique et donc l'uniformité culturelle. (...) Défendre le rayonnement de la langue française, c'est en réalité défendre le droit à penser, à échanger, à s'émouvoir, à prier autrement. C'est défendre l'ouverture à autrui et donc la tolérance », a-t-il plaidé.

Le président français a souligné que 90 pour cent des informations diffusées sur Internet étaient en anglais parce que les serveurs et les outils de navigation sont dédiés à l'usage exclusif de cette langue.

La présence du français sur l'inforoute préoccupe beaucoup le Canada, le Québec et le Nou-

VOIR FRANÇAIS EN A2

■ Autres informations en page A6



PHOTO PC

Le premier ministre du Canada, Jean Chrétien.

prononcer sur la situation algérienne et ils n'ont pas réussi encore à s'entendre au sujet d'une conférence internationale sur le Rwanda.

Pour les pays africains, la réalisation du front politique francophone doit se traduire par des gestes concrets. « Nos partenaires du Nord doivent se convaincre enfin de la nécessité d'un Plan Marshall pour l'Afrique », a demandé le président Soglo sous un tonnerre d'applaudissements.

Il a rappelé que les deux tiers des pays les plus pauvres du monde sont en Afrique subsaharienne et que la majorité d'entre eux parlent français.

lors de leur assemblée plénière à huis clos, et le premier titulaire du poste sera choisi au prochain sommet, dans deux ans.

Selon Jean Chrétien, le virage politique est un défi d'une « importance nécessaire » pour la francophonie. Le monde francophone doit « faire entendre davantage sa voix et faire sentir sa présence face à un environnement international où l'on assiste à la multiplication des conflits régionaux et nationaux », a-t-il déclaré.

Cette évolution n'est pas évidente. Lors de leur assemblée plénière d'hier, les leaders présents ont dû oublier l'idée de se

Présent à la séance d'ouverture, le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a joint sa voix à la leur.

« Défendre le multilinguisme, c'est défendre la différence, le respect de l'autre », a-t-il déclaré. Selon Jacques Chirac, la tâche qui attend les pays francophones est immense et exige que la francophonie se dote d'institutions cohérentes et d'un porte-parole unique.

Le Canada milite depuis longtemps en faveur de la création d'un poste de secrétaire-général de la francophonie. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont entériné cette proposition hier.

Suite de la Une

FRANÇAIS

Chirac et Chrétien souhaitent que le français occupe plus de place sur l'inforoute

veau-Brunswick. Les trois gouvernements sont arrivés au sommet avec des projets concrets pour corriger la situation. Ils devaient les annoncer d'ici demain.

Fait à noter, les pays francophones veulent s'allier aux hispanophones, aux arabophones et à tous ceux qui parlent une des grandes langues de communication mondiale pour défendre le multilinguisme face à l'anglais.

MEDIA MONITORING LIMITEDBowdens • C.P.C.S. • Cormex • Western Press Clipping:
10 SLATER STREET, SUITE 405, OTTAWA, ONTARIO K1P 6E2TELEPHONE (613) 236-7301
FAX (613) 236-7568

SOURCE:	NATIONAL	STATION:	SRC-R
ÉMISSION:	RADIOJOURNAL	HEURE:	09H00
RÉFÉRENCE:	88394.2	DURÉE:	02:50
DATE:	LE 3 DÉCEMBRE 1995		

AU SOMMET DE LA FRANCOPHONIE, LE CANADA A LAISSÉ ENTENDRE QU'IL
POURRAIT DIMINUER UNE PARTIE DE SON AIDE AUX PAYS AFRICAINS

DANIELLE MAURIN (SRC-R) (Animatrice): Au Bénin, au sommet de la francophonie, le Canada a laissé entendre qu'il pourrait diminuer une partie de son aide aux pays africains. La rencontre de Cotonou en est à sa deuxième journée. Hier, plusieurs pays participants avaient manifesté le désir de voir la francophonie s'affirmer davantage politiquement. Mais des divergences n'ont pas tardé à se manifester dans certains dossiers.

Mireille Massé suit ce sommet:

MIREILLE MASSÉ (Journaliste): La France et le Québec ont pris l'engagement à Cotonou de ne pas réduire leur aide à l'Afrique en période de compressions des dépenses publiques. Le Canada n'est pas prêt à en faire autant comme le précise le ministre des Affaires étrangères, André Guellet.

ANDRÉ GUELLET (Ministre des Affaires étrangères): Vous savez que nous passons à travers une période de restrictions budgétaires importantes. Nous n'avons pas l'intention de diminuer notre aide bilatérale, mais j'ai déjà annoncé à l'occasion d'une rencontre de consultation avec les organisations non-gouvernementales et les organismes qui oeuvrent dans le domaine du développement que s'il y

- 2 -

avait d'autres coupures, ces coupures se feraient au sein de la contribution canadienne aux organismes de banques, comme la Banque mondiale ou les banques régionales.

MIREILLE MASSÉ: D'autre part, malgré la volonté exprimée à Cotonou d'une affirmation politique de la francophonie, certaines dissensions font surface. Le Rwanda, par exemple, s'oppose catégoriquement à la volonté de ses partenaires de tenir une conférence sur la région des grands lacs sous les auspices des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine. Un texte sur l'Algérie a été écarté, faute de consensus, et on passe sous silence les violations des droits de la personne au Zaïre. Vu des pays africains, la diplomatie discrète est de loin préférable à la condamnation.

La francophonie est encore jeune, soulignant les autorités canadiennes, pour expliquer ces réticences à emboîter le pas aux pays du Commonwealth qui ont expulsé l'Afrique du Sud apartheid et condamné l'exécution de Ken Saro-Wiwa au Nigéria récemment.

Ici Mireille Massé à Cotonou.

III MEDIA MONITORING LIMITED

London • C.P.C.S. • Cormex • Western Press Clippings
50 SLATER STREET, SUITE 305 OF 412, ONTARIO M1P 6E7

TELEPHONE (613) 236-7301
FAX (613) 236-7366

SOURCE:	NATIONAL	STATION:	RDI-TV
ÉMISSION:	RADIOJOURNAL	HEURE:	17H05
RÉFÉRENCE:	86415.7	DURÉE:	02:50
DATE:	LE 3 DÉCEMBRE 1995		

LE MONDE DE LA FRANCOPHONIE RÉUNIT AU BÉNIN À L'INTENTION DE JOUER UN RÔLE PLUS POLITIQUE DANS LE FUTUR

CLAUDE BEMBIENS (RDI-TV) (Animateur): Le monde de la francophonie actuellement réuni à Cotonou au Bénin entend désormais jouer un rôle plus politique. On a d'ailleurs retenu l'idée de se doter d'un secrétariat général permanent.

Néanmoins, on ne s'attend pas à ce que sixième sommet des pays francophones qui prend fin demain aille plus loin que de dénoncer timidement les pays qui ne respectent pas les droits de la personne.

De Cotonou, voici le reportage de Daniel L'Heureux.

DANIEL L'HEUREUX (Journaliste): Le Bénin est un pays qui sort à peine de 27 années de régime marxiste. L'économie de marché qui prévaut depuis 5 ans est loin de lui avoir permis d'échapper à son extrême pauvreté.

Mais le Bénin est maintenant cité en exemple pour sa démocratie, tout à l'opposé du Nigéria qui vient, lui, de faire perdre neuf opposants. Contrairement au Commonwealth qui avait sévèrement condamné le Nigéria, les pays francophones d'Afrique n'aiment pas interpellier leurs voisins sur la place publique.

- 2 -

Dans la déclaration qu'ils émettront demain à la clôture de leur sixième sommet, les dirigeants de la francophonie ne diront pas un mot du Haïre où l'on retrouve pourtant un régime très répressif. Ce qu'ils diront sur le Rwanda aura été enrobé dans les termes les plus diplomatiques. Et c'est du bout des lèvres qu'ils inviteront le Nigéria à respecter la démocratie et la suprématie du droit.

JEAN CHRÉTIEN (Premier ministre du Canada): Nous avons discuté du Nigéria et y'avait certaines, énormément de réticences. Il a fallu que le Canada intervienne à deux reprises pour qu'en ait une déclaration à ce sujet.

DANIEL L'HEUREUX: Mais il faut composer avec la réalité et la réalité, dira le ministre André Ouellet, c'est que les Africains n'aiment pas admonester les pays voisins.

ANDRÉ OUELLET (Ministre des Affaires étrangères): Le débat est quand même virulent, mais qu'il se fait à un rythme de croisière qui respecte la tradition et les moeurs locales.

DANIEL L'HEUREUX: Amnesty Internationale croit au contraire que le monde francophone commet une grave erreur s'il ne condamne pas sévèrement le Nigéria pour ménager ses voisins.

PIERRE SANE (Amnistie Internationale): Et si y'a un conflit violent au Nigéria où y'a 120 millions d'habitants, vous pouvez mettre une croix sur tous les pays frontaliers.

DANIEL L'HEUREUX: Le représentant du Québec au sommet croit malgré tout que la francophonie a fait un pas important à Cotonou.

- 3 -

BERNARD LINDRY (Vice-premier ministre du Québec): La francophonie devient véritablement politique cette année, à Cotonou. Alors, il est normal que y'a certains tâtonnements. Ils sont en voie de s'aplanir. D'ailleurs, vous le verrez par la déclaration finale.

DANIEL L'HEUREUX: Le sixième sommet aura enfin permis à Jean Chrétien d'avoir un tête à tête avec Jacques Chirac.

JEAN CHRÉTIEN: Et il est très direct, et vous savez, je suis pas très gêné. Alors, ça va très bien de ce côté-là.

DANIEL L'HEUREUX: C'était la première fois que les deux hommes se voyaient seul à seul depuis que Jean Chrétien avait laissé entendre que Jacques Chirac n'avait pas plus de chances de devenir président de la France que les souverainistes québécois en avaient de gagner le référendum.

Daniel L'Heureux à Cotonou, au Bénin.

MH MEDIA MONITORING LIMITED

Bowdens • C.P.C.S. • Cormex • Western Press Clippings
130 SLATER STREET, SUITE 301, OTTAWA, ONTARIO K1P 6E7

TELEPHONE (613) 236-7301
FAX (613) 236-7368

SOURCE:	NATIONAL	STATION:	SRC-R
ÉMISSION:	RADIOJOURNAL	HEURE:	12H02
RÉFÉRENCE:	88395.3	DURÉE:	01:50
DATE:	LE 3 DÉCEMBRE 1998		

AU SOMMET DE LA FRANCOPHONIE, LES PAYS FRANCOPHONES AFFICHENT TOUJOURS LEUR DÉTERMINATION À PRENDRE UN VIRAGE POLITIQUE

DANIELLE LAURIM (SRC-R) (Animatrice): A Cotonou, au Bénin, les pays membres de la francophonie affichent toujours leur détermination à prendre un virage politique. Toutefois, les pays africains restent réticents à condamner des abus commis au sein de la famille francophone.

Mireille Massé est au sommet:

MIREILLE MASSÉ (Journaliste): En dépit de la volonté exprimée à Cotonou d'une affirmation politique de la francophonie, cette dernière a du mal à se mettre d'accord. Le Rwanda, par exemple, s'oppose farouchement à la convocation d'une conférence des pays des grands lacs sous les auspices des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaines. Un texte sur l'Algérie a été écarté, faute de consensus.

Pour le ministre des Affaires étrangères, André Ouellet, il y a d'énormes progrès, quand même, puisque ces questions ont été abordées à Cotonou.

ANDRÉ OUELLET (Ministre des Affaires étrangères): Le sommet a de l'audace. Il est important de constater que il n'était pas de

- 2

tradition pour les pays francophones de s'immiscer dans les affaires intérieures de leurs pays voisins ou de leurs pays amis.

MIREILLE MASSÉ: Vue d'Afrique, la diplomatie discrète a en effet bien meilleur goût que la condamnation, comme l'explique ce ministre béninois.

MINISTRE BÉNINOIS: Mais si, il faut tout faire pour (inaudible)... condamner pour obtenir quoi? Les objectifs sont très clairs, c'est d'avoir la paix, c'est d'avoir la sécurité. C'est d'avoir une certaine fraternité. C'est d'avoir une grande famille où on pourrait travailler et s'atteler effectivement aux problèmes du développement de notre région et de toute Afrique, dans une coopération nord-sud.

MIREILLE MASSÉ: Le Canada qui fait aussi partie du Commonwealth qui a expulsé l'Afrique du Sud apartheid et condamné l'exécution de Ken Saro-Wiwa au Nigeria pourrait peut-être donner ici l'impression qu'il est moins déterminé à un forum qu'à l'autre, avoue le ministre André Guellet.

Mais en réalité, précise-t-il, le Canada est toujours déterminé. Les moyens, cependant, peuvent être différents d'un forum à l'autre.

Ici Mireille Massé à Cotonou.

Information highway endangers French language, Chirac warns **A-1**

BY ALLAN THOMPSON
OTTAWA BUREAU

COTONOU, Benin — The English language's world dominance threatens to leave French and other languages as virtual roadkill on the information highway, the summit of French-speaking countries heard yesterday.

The point was made most forcefully by French President Jacques Chirac but echoed by Prime Minister Jean Chrétien and other leaders who spoke at the opening ceremony of the biennial meeting of la Francophonie.

"I call on la Francophonie to take the lead in a vast campaign for linguistic pluralism and cultural diversity on the information highway," Chirac said.

The French president said the increasing dominance of English — particularly on the global computer network

6 To defend the influence of the French language is to defend the right to think, to exchange ideas, to be moved and to pray. 9

— French President Jacques Chirac

dubbed the information highway — poses a "major risk for humanity: linguistic uniformity and thus, cultural uniformity."

Chirac is himself fluent in English and stressed that he doesn't mean to denigrate the language.

"However, the danger exists of the loss of influence of (the world's) great languages and the complete eradication of others," he said.

"To defend the influence of

the French language is to defend the right to think, to exchange ideas, to be moved and to pray," he said.

"Today, 90 per cent of the information moving on the Internet is in English, because the equipment and the servers are dedicated to the exclusive use of that language," Chirac said.

"The risk is clear. If in this new medium our language, our programs, our creations don't have a strong presence, our future generations will be economically and culturally marginalized," Chirac said. "It's a question of survival."

Chrétien was much more measured in his remarks, which placed more emphasis on Canada's initiative to have la Francophonie become more politically active and to play a greater role in conflict preven-

99 Please see Presence, back page

Presence on Internet pushed by France **A-24**

99 Continued from A1

tion. But he echoed Chirac's sentiments about the need to promote the use of French on the Internet.

"La Francophonie must take the offensive," Chrétien said. "I hope that we will look back on the summit in Cotonou as the one where la Francophonie affirmed its determination to get on the information highway."

Chrétien also noted in his remarks that the French language has been able to thrive in Canada and pointed out that more than 300,000 non-francophone students in Canada are in immersion courses learning French.

"Today, more than ever in the history of our country, a growing number of Canadians speak (French)," he said.

The emphasis placed on promoting the use of French on the Internet had an ironic ring in the host country for the summit, where many people don't yet have access to telephones, let alone computers.

Sixteen of the world's 20 poorest countries belong to la Francophonie and down the side streets from the freshly paved roads leading to this summit site, many people still live in shacks with dirt floors, where chickens and pigs run about.

And with all the attention being paid to the Internet and reforming Francophonie institutions by creating a post of secretary-general, scant mention has been made here of human rights. That

is in spite of the fact that a number of dictators — most notorious among them, Zaire's Mobutu Sese Seko — were seated on stage yesterday.

Canadian officials confirmed that in closed-door sessions to hammer out the summit communiqué, some countries nixed a proposed reference to the abuse of human rights in Algeria. No one even suggested discussing Zaire, and a proposed paragraph that "invites the authorities of Nigeria to work toward the re-establishment of a state of law and democracy" was still under discussion yesterday.

Some tension between Canada and France over the future direction of la Francophonie also came through in yesterday's proceedings.

"Obviously the French don't like the fact that Canada is pushing on this issue of conflict resolution," one senior Canadian official told reporters, explaining that France jealously guards its influence among its former colonies.

Equally evident was the frosty relationship between Chrétien and Chirac — who chatted only briefly even though they sat side by side throughout the three-hour opening ceremony. Indeed, Chirac leaned back to talk with United Nations Secretary-General Boutros Boutros-Ghali at one point while Chrétien was at the podium, then pulled out some notes to read.

Chrétien and Chirac are scheduled to have a face-to-face meeting today.

FRANCOPHONIE-POLITIQUE (BST)

Manon CORNELLIER

COTONOU, Bénin (PC) - Le premier ministre Jean Chrétien déplore le manque de mordant politique de la Francophonie. Le Canada refuse toutefois de mettre tout son poids dans la balance pour renverser cette attitude.

Le VI^e Sommet francophone, qui se termine aujourd'hui à Cotonou, au Bénin, doit se conclure sur une déclaration sur la politique internationale et l'adoption de résolutions diverses.

Depuis le début des travaux, tous les leaders, et en particulier M. Chrétien, ont insisté sur la nécessité d'engager la communauté francophone sur la voie politique.

Mais tout annonce que ce virage sera timide, en particulier dans les dossiers du Nigeria et du Rwanda, où on ne demande plus de façon aussi catégorique de traduire les responsables du génocide en justice. De plus, le sommet sera silencieux sur l'Algérie et le Zaïre.

«Je dirais que ce ne sont pas des prises de positions aussi audacieuses qu'on peut avoir, par exemple, au Commonwealth parce que c'est beaucoup plus nouveau, plus délicat et ce n'est pas dans la tradition du sommet de la Francophonie», a reconnu M. Chrétien lors d'un bref point de presse hier.

Le sommet a même bien failli ne rien dire du Nigeria, une dictature militaire qui a pendu neuf opposants au régime, le jour même où le Commonwealth commençait ses travaux en novembre dernier.

Les pays voisins du Nigeria, dont le Bénin, étaient réticents à le condamner et à réclamer des sanctions quelconques qui pousseraient des flots de réfugiés chez eux. Or le Nigeria est le pays le plus peuplé d'Afrique.

Il a fallu que le Canada et la France interviennent pour qu'une résolution très timide soit adoptée.

La Francophonie se contentera d'inviter le Nigeria à restaurer la démocratie et l'Etat de droit.

«J'aurais préféré des mots plus forts, mais nous sommes 49 autour de la table, ce qui exige toujours une dose de compromis. Mais nous avons insisté et avons obtenu une résolution sur cela», a indiqué M. Chrétien.

A la mi-novembre, le Commonwealth a suspendu le Nigeria et lui a donné deux ans pour démocratiser le pays. Sinon, il sera expulsé de cette organisation.

Selon M. Chrétien, des progrès ont tout de même été faits. «Il y avait une certaine timidité à aborder ces problèmes-là autrefois. Il semble qu'il y ait une plus grande volonté à ce moment-ci», a-t-il noté.

Amnistie Internationale cachait mal sa déception hier. Son secrétaire général, le sénégalais Pierre Sané, a qualifié la résolution «d'insulte au peuple du Nigeria».

«Pourquoi les peuples qui sont représentés au sein de la collectivité francophone n'auraient-ils pas droits au même standard et la même fermeté qu'au sein du Commonwealth?», a-t-il demandé en conférence de presse.

M. Chrétien ne partageait pas ce constat. «Nous n'avons pas des standards différents», a-t-il insisté. Mais le Canada, a-t-il ajouté, ne peut quand même pas dicter à ses partenaires leur conduite.

De toute façon, le Canada n'avait pas l'intention de tordre aucun bras, comme l'a indiqué le ministre des Affaires étrangères André Ouellet.

«Il faut accepter et comprendre la façon de faire, l'attitude naturellement discrète et réservée et je pense qu'il ne faut pas brusquer les choses. Il faut accepter qu'il y ait une évolution lente, progressive mais déterminée vers une implication politique plus grande de la Francophonie», a-t-il dit.

Le premier ministre Chrétien n'a pas davantage poussé la question des droits de la personne lors de ses rencontres bilatérales avec les dirigeants du Gabon, de la Tunisie et du Vietnam.

Il a dit ne pas en voir l'utilité, qualifiant la Tunisie, entre autres, de démocratie. Selon Amnistie Internationale, le président Zine el Abidine Ben'Ali a été élu par plus de «99 pour cent des voix».

M. Chrétien a discuté avec le premier ministre tunisien d'intégrisme

musulman et de commerce. Il a qualifié la Tunisie de porte ouverte du Canada sur la marché du Maghreb.

Avec le président du Gabon, où de nombreux opposants sont emprisonnés, il a discuté d'un projet de construction éventuelle de deux hôpitaux. Le président Omar Bongo a demandé plus d'aide, mais M. Chrétien l'a averti qu'il n'était pas question d'accroître le budget d'aide.

En plus de parler commerce M. Chrétien a abordé le cas du Canadien Tran Triêu Quán avec les autorités vietnamiennes. Ce citoyen de Sainte-Foy est emprisonné depuis un an au Vietnam à la suite d'un litige entre l'entreprise américaine qu'il représentait et une entreprise vietnamienne.

La vice-présidente Nguyen Thi Binh a promis de répondre aux requêtes faites il y a un mois par le ministre Ouellet.

AM-Francophone-Summit, Sgt

Francophone summit should wield more clout: Chretien

By Manon Cornellier

COTONOU, Benin (CP) - The francophone summit should wield more political clout internationally, Prime Minister Jean Chretien said Sunday.

But Chretien stopped short of throwing Canada's weight behind a major shift.

The sixth francophone summit ends today with a statement and resolutions adopted by the heads of state representing French-speaking countries and peoples.

Change arising from the meeting is expected to be timid, however.

The summit barely mentioned Nigeria, whose military dictatorship was condemned internationally for hanging nine opponents of the regime.

The summit also remained silent about problems in Zaire and Algeria.

"The positions aren't as daring as we might take, for example, in the Commonwealth," Chretien said. "But this is newer, it's more delicate and francophone summits don't have the same tradition."

Nigeria's neighbors, including Benin, were hesitant to condemn the hangings and feared that international sanctions would drive refugees into their countries.

France and Canada intervened and a timid resolution was finally adopted urging Nigeria to restore democracy and the rule of law.

"I would have preferred stronger wording but there are 49 of us around the table, which means there has to be some compromise," Chretien said.

"But we did insist and we got a resolution on it."

The Commonwealth suspended Nigeria last month and gave it two years to restore democracy or be expelled permanently.

The human rights organization Amnesty International expressed its disappointment Sunday with the position taken at the francophone summit.

Amnesty's secretary general, Pierre Sane, called the resolution "an insult to the Nigerian people."

"Don't people represented in the Francophonie have a right to the same standard and firmness as people represented in the Commonwealth?" he asked.

Foreign Affairs Minister Andre Ouellet said Canada isn't going to twist arms.

"We have to accept and understand this way of doing things, the discreet and reserved attitudes and not try to shake things up unduly," Ouellet said.

"We have to recognize that there's a slow evolution, a steady and determined move toward greater political involvement by the Francophonie."

Chretien didn't raise human rights issues when meeting the leaders of Gabon, Tunisia and Vietnam.

He said he saw no point in doing so and referred to Tunisia, among others, as a democracy. Amnesty International says Tunisian president Zine el Abidine Ben'Ali was elected with more than 99 per cent of ballots cast.

Chretien discussed Muslim fundamentalism and trade with the Tunisian president, saying his country is Canada's gateway to the Maghreb market.

Le Sommet de Cotonou

Timide condamnation du Nigéria

*Le Canada aurait préféré
un langage plus dur mais la
Francophonie a finalement
misé sur une diplomatie feutrée*

MICHEL VENNE
ENVOYÉ DU DEVOIR AU BÉNIN

Cotonou — Si le Commonwealth a condamné sans réserve le Nigéria pour la pendaison de Ken Saro Wiwa et de huit autres opposants au régime militaire, il y a quelques semaines, la Francophonie s'est contentée, hier, d'inviter les autorités du Nigéria à œuvrer pour le rétablissement de l'état de droit et de la démocratie.

Cette déclaration timide du VI^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage a placé le Canada dans l'embarras. Le premier ministre Jean Chrétien a été forcé de reconnaître qu'il aurait préféré «un langage plus dur».

Mais M. Chrétien présente comme une victoire le simple fait que des pays francophones qui dépendent économiquement du géant nigérian, dont ils sont les voisins, aient accepté de seulement discuter de cette question.

VOIR PAGE A 8: SOMMET

SOMMET

SUITE DE LA PAGE 1

Cependant, l'option de la Francophonie pour une diplomatie feutrée en faveur du respect des droits de la personne, est jugée sévèrement par Amnistie Internationale.

Le secrétaire général de cette organisation de défense des droits de la personne, Pierre Sané, estime que le libellé de la résolution adoptée hier est «une insulte au peuple nigérian». Selon lui, la diplomatie feutrée a fait la preuve de son inefficacité. Il se demande si le Sommet de Cotonou n'a pas raté une occasion historique de faire valoir une orientation politique claire.

M. Sané déplore en outre le fait que le Canada accepte, en quelque sorte, une «double norme» à l'égard des droits de la personne, selon le forum international dans lequel il se trouve. «Pourquoi est-ce que les peuples qui sont représentés au sein de la collectivité francophone n'auraient pas droit aux mêmes normes et à la même fermeté qu'au sein du Commonwealth», demande-t-il?

«Je crois que le Commonwealth a montré l'exemple, dit-il. Il appartient aux autres communautés de le suivre et de ne pas rester en retrait.» Si rien ne change au Nigéria, le pays est menacé d'implosion, dit M. Sané. Une guerre civile aurait pour conséquence la fuite de milliers de réfugiés dans les pays voisins, qui ne seraient guère plus avancés.

Le premier ministre Chrétien s'est défendu d'adopter en Francophonie une norme différente de celle du Commonwealth. «J'aurais préféré avoir les mêmes mots qu'au

Commonwealth, dit-il. Mais quand vous êtes 49 autour d'une table, vous devez développer un consensus.»

En fait, quelques pays de petite taille voisins du géant nigérian, dont le Bénin avec ses cinq millions d'habitants contre plus de 100 millions de Nigériens, ont exprimé des réticences à condamner le régime du général Abacha. Le président béninois, Nicéphore Soglo, a plaidé jusqu'à la fin contre l'idée même de débattre de la question.

Le Canada a dû intervenir deux fois, avec l'appui de la France, pour que finalement apparaissent au texte deux lignes sur le Nigéria. Lorsque le document a été approuvé par le Sommet, M. Soglo s'était retiré de la salle.

C'est donc dans la douleur que la Francophonie a subi le test de la maturité politique. M. Chrétien s'est néanmoins félicité que le club francophone soit «devenu un organisme beaucoup plus politique qu'il ne l'était autrefois et qui n'a pas peur de prendre position».

M. Chrétien rappelle la jeunesse de l'organisation francophone et que la situation est plus délicate pour les pays voisins alors que le Canada est loin.

Un haut fonctionnaire fédéral a fait remarquer également que le leadership contre le Nigéria au sein du Commonwealth a été exercé par un pays africain, l'Afrique du Sud de Nelson Mandela. En Francophonie, aucun membre africain ne voulait jouer le même rôle. Il devient alors plus délicat pour les pays du Nord de prendre l'initiative sans risque d'éveiller les soupçons d'impérialisme.

Le premier ministre canadien s'est bien gardé d'aborder la question des droits de l'homme lors de rencontres privées avec les représentants des régimes autoritaires de

Tunisie et du Gabon. «Je ne crois pas que j'avais de raisons de le faire», dit-il. Il a parlé de commerce et d'investissements. Lors d'un tête-à-tête avec la représentante du Vietnam, M. Chrétien s'est enquis du sort d'un citoyen canadien d'origine vietnamienne de Sainte-Foy emprisonné au Vietnam depuis plusieurs mois.

Le Sommet de Cotonou a également adopté deux résolutions concernant le Rwanda et le Burundi. Celle sur le Rwanda fait explicitement référence au génocide et aux massacres qui ont coûté la vie à des milliers de rwandais et causé la fuite de quelque deux millions de réfugiés dans les pays voisins, dont le Zaïre.

Le sommet appuie la tenue d'une conférence internationale sur la stabilité politique dans la région des grands lacs (où se trouve le Rwanda), sous l'égide des Nations unies et dans le respect des souverainetés nationales. Le Rwanda a accepté que la résolution soit adoptée mais a signalé son désaccord avec le fait que la conférence soit placée sous la houlette de l'ONU.

La Francophonie demande à ses agences de prêter assistance aux autorités du Rwanda et du Burundi pour faciliter le rétablissement de l'état de droit et de la démocratie. Le Sommet prend fin aujourd'hui dans la capitale économique du Bénin. Seulement la moitié des 49 délégations étaient dirigées par le chef d'État ou de gouvernement.

La conférence s'est ouverte samedi par les discours d'usage qui ont montré les différences de priorité entre les membres de la Francophonie: la France, qui a lancé un appel en faveur d'une vaste campagne pour le plura-

lisme linguistique dans les réseaux électroniques mais aussi dans toutes les sphères de la société; le Canada qui a surtout insisté sur le rôle de la Francophonie en faveur de la paix et de la démocratie; les pays du Sud qui voient avant tout le club francophone comme un espace de solidarité entre les pays du Nord et ceux les plus pauvres situés surtout en Afrique.

Le Sommet a déclaré sa volonté de voir la Francophonie agir en faveur de la prévention des conflits et l'apaisement des tensions dans les pays membres.

Il a affirmé la nécessité pour la Francophonie de s'engager dans le développement des autoroutes de l'information, en invitant les pays du Sud à moderniser leurs réseaux de télécommunications et les agences francophones à soutenir le développement de contenus en français.

La Conférence a entériné la création du poste de secrétaire général de la Francophonie lors du prochain sommet, à Hanoï en 1997. Déjà, la rumeur, non confirmée, veut que l'actuel secrétaire général des Nations unies, l'Égyptien Boutros Boutros Ghali, soit un candidat pressenti, parmi d'autres, tous Africains, dont les noms circulent. Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna, a fait connaître son intérêt d'accueillir le sommet de 1999. Haïti s'est montré intéressé à organiser le suivant.

Le sommet s'est déroulé sans querelle entre le Québec et le Canada, en dépit des résultats serrés au référendum. M. Chrétien a abordé la question du Québec brièvement lors d'un entretien avec le président français Jacques Chirac.

Premier vrai tête-à-tête Chirac-Chrétien

Cotonou (PC) — Il fallait que le premier ministre Jean Chrétien aille jusqu'en Afrique pour avoir son premier vrai tête-à-tête avec le président français Jacques Chirac.

Les deux hommes, qui se sont croisés au sommet du G7 à Halifax en juin dernier et lors de différentes cérémonies internationales, ont profité de la tenue du VI^e Sommet de la Francophonie pour tenir une véritable discussion bilatérale sur des sujets d'intérêt commun.

Comme prévu, le référendum québécois a été abordé, mais de façon succincte. «Je lui ai expliqué que nous allions continuer dans notre démarche d'améliorer les choses, mais il m'a dit clairement que c'est un problème canadien. Ce n'est pas un problème pour les Français», a indiqué M. Chrétien lors d'un bref point de presse.

La rencontre a été franche, aux dires du premier ministre, et «trop courte», mais personne ne s'attendait à des retrouvailles chaleureuses.

Au cours de l'année, les relations entre les deux hommes avaient connu un froid, lorsque M. Chrétien avait affirmé que Jacques Chirac avait aussi peu de chances d'accéder à la présidence que les péquistes d'emporter le référendum.

Le premier ministre réagissait alors à la sympathie que M. Chirac avait manifesté à l'endroit des souverainistes. Au cours de sa rencontre d'hier, M. Chrétien a souligné l'opposition du Canada à la poursuite des essais nucléaires français dans le Pacifique, et demandé que la France y mette fin. Selon un haut fonctionnaire du Canada, M. Chirac aurait changé de sujet.

Les deux leaders ont toutefois trouvé des terrains d'entente, au moment où le Canada cède la présidence du G7 à la France. M. Chrétien avait fait la promotion de la réforme des institutions financières internationales. M. Chirac a promis de poursuivre sur cette voie et d'élargir le projet de réforme aux organismes d'aide.

La Francophonie vit ses premières tensions

L'esprit de la fête prend le pas sur les divergences Ottawa-Québec

RÉAL PELLETIER

COTONOU, Bénin

Comme l'enfant qui trébuche à ses premiers pas, la nouvelle Francophonie politique née du Sommet de Cotonou qui s'achève ce matin dans la métropole béninoise aura connu des hésitations à propos d'un de ses membres, le Rwanda, ainsi que du volumineux voisin de plusieurs de ses membres, le Nigeria. Pour le Canada et le Québec, le Sommet de Cotonou aura été par ailleurs l'occasion d'un concours de visibilité qui n'aura pas débouché sur une guerre constitutionnelle transposée en Afrique.

Les premières tensions vécues par la Francophonie politique sont normales, estime-t-on dans les milieux canadiens: dispersé sur plusieurs continents, le Commonwealth par exemple est moins susceptible de tensions

nées du voisinage. La Francophonie, par contre, connaît une forte concentration en Afrique. De ce fait, il devient naturellement plus délicat de vouloir collectivement mettre à la raison un pays africain — genre de problématique d'ailleurs dans laquelle est régulièrement plongée l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Tenant compte de cet aspect particulièrement sensible, le VIe Sommet de la Francophonie a adopté une résolution appelant simplement le Nigeria à promouvoir la démocratie. Le texte de cette résolution, en suspens depuis samedi, a été atténué à la demande de pays limitrophes du Nigeria qui jugeaient la première mouture « un peu agressive », a indiqué la secrétaire d'État français à la Francophonie, Mme Margie Suëre.

Selon Mme Suëre, la résolution adoptée

appelle en substance le Nigeria à mettre rapidement tout en oeuvre pour que la démocratie et l'État de droit soient respectés.

Sinon une résolution ferme de la Francophonie contre le Nigeria pourrait conduire au déversement massif de réfugiés, hostiles au régime de Lagos. Dans des pays limitrophes comme le Bénin, le Niger ou le Cameroun.

Pour compenser cette faiblesse inhérente à sa nature, la Francophonie voudra donc se donner un premier secrétaire général prestigieux lors de son prochain sommet à Hanoi, en 1997. Et une chaîne de télévision française évoquait l'hypothèse hier que ce premier secrétaire général pourrait bien être Boutros Boutros-Ghali, l'actuel secrétaire général des Nations unies, francophile avoué linguistiquement parlant et dont le discours chaleureux

VOIR TENSIONS EN A2

TENSIONS

La Francophonie vit
ses premières tensions

reux prononcé à l'ouverture du Sommet de Cotonou samedi a été remarqué. Jacques Chirac, incidemment, a salué avec une emphase particulière les mérites de Boutros Boutros-Ghali.

Le prochain secrétaire général disposera de l'autorité nécessaire pour intervenir, par voie diplomatique mais non militaire, au nom de l'univers francophone, dans les conflits et les situations de crise affectant des pays membres de cet espace francophone. Dans l'intervalle, le Conseil permanent de la Francophonie (CPF), composé d'un quorum de 18 titulaires des Affaires étrangères des entités membres, aura le pouvoir d'intervenir en cas de force majeure.

Canada-Québec

Pour le reste, le Sommet de Cotonou n'aura pas été, comme certains le craignaient, le théâtre d'un affrontement ni constitutionnel ni diplomatique entre le Canada et le Québec.

Les deux entités auront plutôt profité d'une situation médiatique exceptionnelle en terre béninoise pour faire état de leurs réalisations, le Canada en rappelant son rôle dans la tenue à Cotonou de ce sommet, son assistance technique à la préparation de l'événement et finalement en soulignant vendredi par une fête

populaire l'inauguration d'une route de 6,1 millions de dollars reliant le Carrefour du Canada, sur la route de Lomé, à la mer, désenclavant ainsi des dizaines de milliers de Cotonnois.

Le Québec y allait aussi le même jour d'une fête populaire, à l'autre extrémité de la ville, sur la route de Lagos, en posant la première pierre, devant des centaines d'enfants chantant leur enthousiasme, d'un petit centre communautaire et culturel qui prendra forme avant l'été prochain, au coût de 360 000 \$.

Au niveau du langage, Ottawa a discrètement reproché au vice-premier ministre Bernard Landry, chef de la représentation québécoise à ce Sommet, des propos tenus par M. Landry lors de son discours à la séance de clôture du congrès de l'Union internationale des journalistes et de la presse d'expression française. Le ministre avait alors évoqué des faits d'histoire liés à la Conquête, ce que les milieux fédéraux, sans en faire un plat, ont jugé déplacé dans les circonstances.

De la même manière, c'est avec discrétion que l'entourage de M. Landry a voulu corriger des propos du ministre des Affaires étrangères, André Ouellet, relevant ceux-là d'une histoire plus immédiate.

Le Canada revendiquait par la voix de M. Ouellet, mercredi en entrevue à *La Presse*, la paternité spirituelle de l'accord de Cotonou créant la francophonie politique, en précisant qu'il résulte

de négociations intenses entre Paris et Ottawa. Le ministre ajoutait qu'entre 85 et 90 p. cent du texte même de l'accord émane de cerveaux diplomatiques d'outre-Ontariens.

Du côté québécois, on atténue sensiblement la version de M. Ouellet, en précisant que pour l'essentiel, l'accord résulte d'une « intense consultation à quatre », pour reprendre le mot d'un haut fonctionnaire, un processus de négociation qui a régulièrement amené à se parler et à se rencontrer, depuis août dernier, non pas deux mais quatre entités politiques: la France, le Canada, le Québec et la Communauté française de Belgique, par le biais de leurs sherpas — en jargon, le plus haut fonctionnaire de chaque communauté en matière de francophonie. Il s'agissait en l'occurrence de Roger Dehaebe pour les Belges francophones, de Michel Lucier pour le Québec, de Jean-Paul Hubert pour le Canada et, tantôt de Denis Tillinac, tantôt de Laurent Personne, pour la France.

Margie Sudre, secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères de France, aurait rendu hommage jeudi aux représentants de ces quatre communautés, à la conférence ministérielle à huis clos préparatoire au Sommet. Mme Sudre, toujours selon des sources québécoises, avait elle-même amorcé le grand jeu diplomatique final en août en présentant séparément, à chacun des quatre mandarins de la francophonie, ce

qu'on désigne dans le jargon comme un « non-papier », une sorte d'ébauche de règlement conduisant à la création d'une Francophonie politique.

En route vers Ottawa où se tenait une rencontre spéciale préparatoire au Sommet de Cotonou, fin août début septembre, Mme Sudre est venue consulter le premier ministre Parizeau sur l'avant-projet. Le chef du gouvernement aurait donné son accord de principe au projet de Francophonie politique, demandant toutefois que rien dans la formulation finale ne puisse constituer un recul du positionnement du Québec dans cette francophonie en gestation.

Puis des communications intenses se seraient établies entre les quatre sherpas, par échanges de fax et une rencontre à Bruxelles, précisément les 6, 12, 16 et 19 octobre, la réunion du 16 se terminant par un dîner amical chez l'ambassadeur du Canada. C'est le résultat de ces travaux — à quatre, et non à deux — qui aurait été finalement remis au comité de réflexion du Conseil permanent de la Francophonie, dont 14 membres se sont rencontrés à Paris le 7 novembre.

Quoi qu'il en soit, le résultat final est là: la Francophonie politique voit le jour officiellement ce matin à Cotonou. A la bonne heure, dit-on dans le milieu. Même si les premiers pas de l'enfant manquent un peu d'assurance. □

Le virage politique de la Francophonie s'annonce timide

MANON CORNELLIER

Presses Canadiennes - Cotonou

Le premier ministre Jean Chrétien déplore le manque de mordant politique de la Francophonie. Le Canada refuse toutefois de mettre tout son poids dans la balance pour renverser cette attitude.

Le VIe Sommet francophone, qui se termine aujourd'hui à Cotonou, au Bénin, doit se conclure sur une déclaration sur la politique internationale et l'adoption de résolutions diverses.

Depuis le début des travaux, tous les leaders, et en particulier M. Chrétien, ont insisté sur la nécessité d'engager la communauté francophone sur la voie politique.

Mais tout annonce que ce virage sera timide, en particulier dans les dossiers du Nigeria et du Rwanda, où on ne demande plus de façon aussi catégorique de traduire les responsables du génocide en justice. De plus, le sommet sera silencieux sur l'Algérie et le Zaïre.

«Je dirais que ce ne sont pas des prises de positions aussi audacieuses qu'on peut avoir, par exemple, au Commonwealth parce que c'est beaucoup plus nouveau, plus délicat et ce n'est pas dans la tradition du sommet de la Francophonie», a reconnu M. Chrétien lors d'un bref point de presse hier.

Le sommet a même bien failli ne rien dire du Nigeria, une dictature militaire qui a pendu neuf opposants au régime, le jour même où le Commonwealth commençait ses travaux en novembre dernier.



Il fallait que le premier ministre Jean Chrétien vienne jusqu'en Afrique pour avoir son premier vrai tête-à-tête avec le président français Jacques Chirac. Les deux hommes, qui se sont croisés au sommet du G7 à Halifax en juin dernier et lors de différentes cérémonies internationales, ont profité de la tenue du VIe Sommet de la Francophonie pour tenir une véritable discussion bilatérale sur des sujets d'intérêt commun.

Les pays voisins du Nigeria, dont le Bénin, étaient réticents à le condamner et à réclamer des sanctions quelconques qui pousseraient des flots de réfugiés chez eux. Or le Nigeria est le pays le plus peuplé d'Afrique.

Il a fallu que le Canada et la France interviennent pour qu'une résolution très timide soit adoptée.

La Francophonie se contentera d'inviter le Nigeria à restaurer la démocratie et l'État de droit.

Chrétien déplore le manque de mordant politique de LA FRANCOPHONIE

COTONOU, Bénin (PC) — Le premier ministre Jean Chrétien déplore le manque de mordant politique de la Francophonie. Le Canada refuse toutefois de mettre tout son poids dans la balance pour renverser cette attitude.

Le VI^e Sommet francophone, qui se termine aujourd'hui à Cotonou, au Bénin, doit se conclure sur une déclaration sur la politique internationale et l'adoption de résolutions diverses.

Depuis le début des travaux, tous les leaders, et en particulier M. Chrétien, ont insisté sur la nécessité d'engager la communauté francophone sur la voie politique.

Mais tout annonce que ce virage sera timide, en particulier dans les dossiers du Nigeria et du Rwanda, où on ne demande plus de façon aussi catégorique de traduire les responsables du génocide en justice. De plus, le sommet sera silencieux sur l'Algérie et le Zaïre.

« Je dirais que ce ne sont pas des prises de positions aussi audacieuses qu'on peut avoir, par exemple, au Commonwealth parce que c'est beaucoup plus nouveau, plus délicat et ce n'est pas dans la tradition du sommet de la Francophonie », a reconnu M. Chrétien lors d'un bref point de presse hier.

Le sommet a même bien failli ne rien dire du Nigeria, une dictature militaire qui a pendu neuf opposants au régime, le jour même où le Commonwealth commençait ses travaux en novembre dernier.

Les pays voisins du Nigeria, dont le Bénin, étaient réticents à le condamner et à réclamer des sanctions quelconques qui pousseraient des flots de réfugiés chez eux. Or le Nigeria est le pays le plus peuplé d'Afrique.

Il a fallu que le Canada et la France interviennent pour qu'une résolution très timide soit adoptée.

La Francophonie se contentera d'inviter le Nigeria à restaurer la démocratie et l'État de droit.

« J'aurais préféré des mots plus forts, mais nous sommes 49 autour de la table, ce qui exige toujours une dose de compromis. Mais nous avons insisté et avons obtenu une résolution sur cela », a indiqué M. Chrétien.

À la mi-novembre, le Commonwealth a suspendu le Nigeria et lui a donné deux ans pour démocratiser le pays. Sinon, il sera expulsé de cette organisation.

Selon M. Chrétien, des progrès ont tout de même été faits. « Il y avait une certaine timidité à aborder ces problèmes-là autrefois. Il semble qu'il y ait une plus grande volonté à ce moment-ci », a-t-il noté.

Amnistie Internationale cachait mal sa déception hier. Son secrétaire général, le Sénégalais Pierre Sané, a qualifié la résolution « d'insulte au peuple du Nigeria ».

« Pourquoi les peuples qui sont représentés au sein de la collectivité francophone n'auraient-ils pas droits au même standard et la même fermeté qu'au sein du Commonwealth ? », a-t-il demandé en conférence de presse.

M. Chrétien ne partageait pas ce constat. « Nous n'avons pas des standards différents », a-t-il insisté. Mais le Canada, a-t-il ajouté, ne peut quand même pas dicter à ses partenaires leur conduite.

LA FRANCOPHONIE

Summit rights stand weak, PM says

Amnesty leader
laments loss of
'historic chance'

By ALLAN THOMPSON
OTTAWA BUREAU

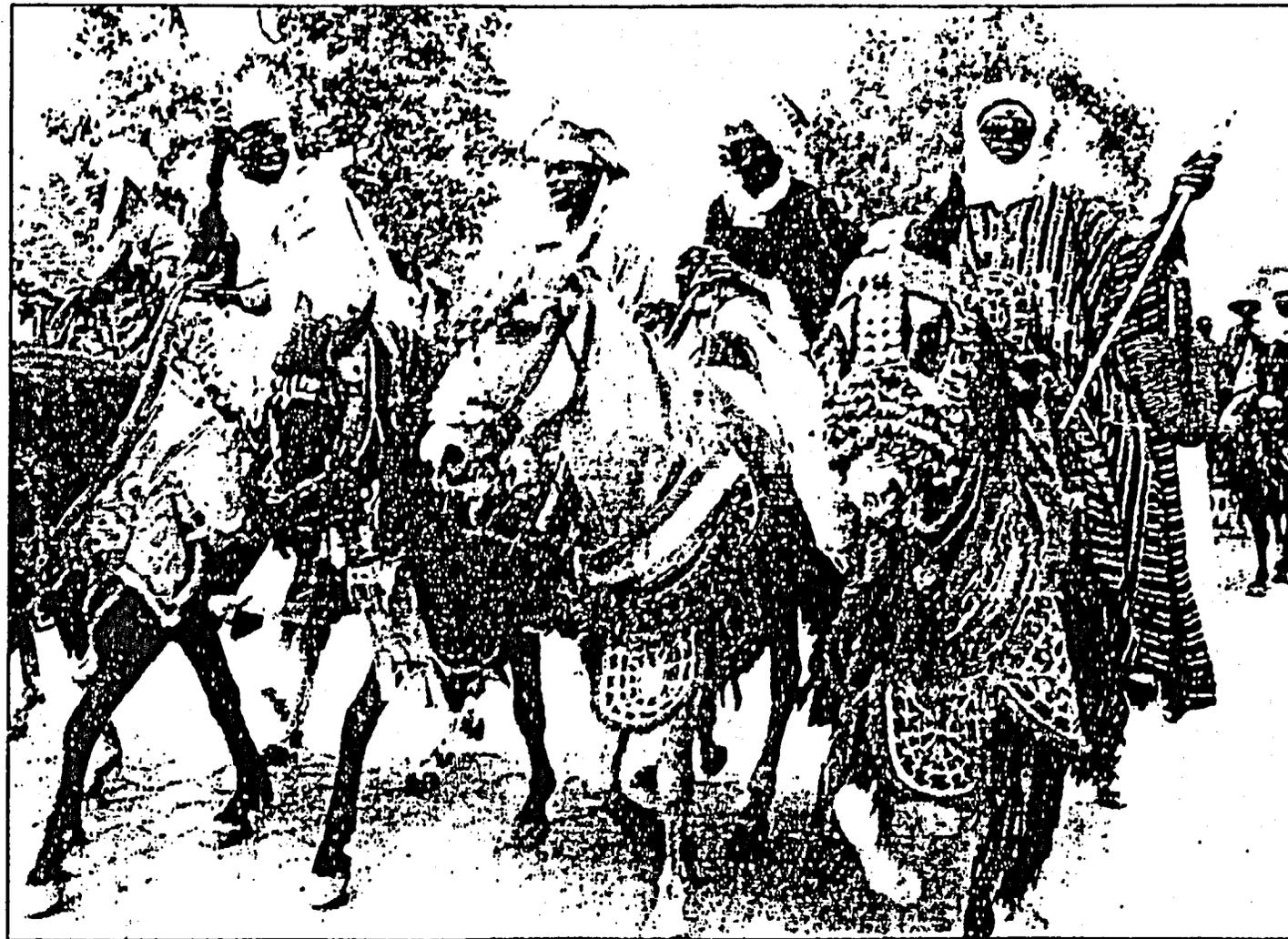
COTONOU, Benin — Prime Minister Jean Chrétien says the summit of la Francophonie held in this former African slave trade centre hasn't done enough to condemn the abuse of human rights.

But oddly, Chrétien admitted that despite Canada's insistence on a resolution that urges democracy in Nigeria — a neighbor to many francophone countries — he didn't discuss human rights in private meetings with several leaders accused of locking up and torturing their opponents.

Chrétien said a timid summit resolution that "invites" the military regime in Nigeria to restore democracy falls short of action taken by the Commonwealth last month, but was better than nothing.

"I would have preferred stronger words but we are 49 around the table so it's always an element of compromise," Chrétien said.

"You have to live with the reality that there were many members who did not want to discuss it (human rights) at all," he said. "It's the first time that the Francophonie is tackling problems of that nature and there is some hesitation."



ality that there were many members who did not want to discuss it (human rights) at all," he said. "It's the first time that the Francophonie is tackling problems of that nature and there is some hesitation."

But Pierre Sané, secretary-general of Amnesty International, used his own press conference yesterday to blast leaders from la Francophonie as "complicit" in rights abuse.

Sané called the resolution "an insult to the people of Nigeria," because it falls far short of condemning the execution of activists, including author Ken Saro-Wiwa, and the imprisonment of journalists and opposition figures.

"I don't see why the standards we demand in the Commonwealth are not the standards we demand in la Francophonie," said Sané, who is from Francophonie member Senegal. "We can't be selective."

At the Commonwealth summit meeting in New Zealand last month, leaders harshly criticized Nigeria and suspended its membership in the organization.

AFRICAN KNIGHTS: Village leaders from northern Benin — who are elected for life by their subjects — parade with their cavaliers yesterday in Benin's capital, Cotonou. Leaders of la Francophonie are meeting there.

"If the situation continues to deteriorate in Nigeria, and if we end up with a violent conflict, you can write off the rest of West Africa for the rest of the decade," Sané said, urging Nigeria's neighbors to speak out.

"The Francophonie has missed a historic opportunity to change its timid approach to the violation of human rights committed in Africa."

A number of African countries — led by summit host President Nicephore Soglo of Benin — tried to have the reference to Nigeria dropped completely from the summit communiqué.

"But we insisted to debate it and to have a statement to indicate that the people of la Francophonie want the return of democracy in Nigeria, as soon as possible," Chrétien said.

Earlier in the day, Foreign Affairs Minister André Ouellet defended la Francophonie's go-slow approach.

"It is not the tradition for francophone countries to intrude in the internal affairs of neighboring or friendly countries," Ouellet told reporters.

Ouellet said members of the Canadian delegation used every private opportunity to promote human rights.

But when Chrétien was asked if he had raised human rights concerns in bilateral meetings yesterday, the Prime Minister said that in a session with Gabon's president, Omar Bongo, "I didn't think that I had to raise any problem there."

Many human rights observers would challenge Chrétien's assessment that there are no rights problems in Gabon, where Amnesty International says there are scores of prisoners of conscience and where 67 prisoners suffocated in one incident last year in an overcrowded jail.



PAUL CHASSON / CP

FRIENDLY POSE: Jean Chrétien, left, and France's Jacques Chirac — who have in past been at loggerheads over Quebec — were all smiles yesterday.

Summit dilutes rights position A.9

Canada criticized for 'selective' stand

BY JOHN STACKHOUSE
The Globe and Mail

COTONOU, Benin — Leaders of the French-speaking world have played down the issue of human rights at their biennial meeting, prompting the head of Amnesty International to say "a historic opportunity" had been missed.

Meeting in the West African state of Benin, the heads of state and government of the Francophonie softened their stand on English-speaking Nigeria, which is a dominant force in French Africa, and offered a cautious position on human rights in the organization's own ranks.

Canada had pushed the Francophonie to call for the restoration of democracy in Nigeria, but the organization agreed only to "invite" the country to restore the rule of law.

"Ten years down the line when historians revisit the resolutions of this summit, they will not understand — especially after that, if the worst is to happen in Nigeria," said Pierre Sané, secretary-general of Amnesty International.

Prime Minister Jean Chrétien said he pushed for a tougher stand on Nigeria, but could not find the same consensus that exists in the Commonwealth, which suspended Nigeria from its membership last month.

"This is the first time that the Francophonie is tackling problems of that nature and there is some hesitation with some of the smaller countries on the continent [Africa]," Mr. Chrétien told reporters yesterday.

He stressed: "We don't have different standards" between the Francophonie and Commonwealth.

But Mr. Sané said Canada has applied different standards in the two organizations. People in Francophonie nations with a poor record on human rights, such as Zaire, Rwanda and Chad, "have the right to the same standards and same firmness as in the Commonwealth," he said.

"There should not be selectivity," Mr. Sané, a Senegalese national, added. "On the other hand, the Commonwealth set the example and it belongs to other international communities to follow this example and not lag behind."

The organization of French-speaking nations had sought a more prominent role in world af-

fairs. But its final position on Nigeria, to be approved today at the summit's closing, was diluted by the organization's four members, including host country Benin, that border the nation.

"It is important at this stage to make sure the [Nigerian] generals understand that they have no friends," Mr. Sané said.

Benin President Nicephore Soglo asked the Francophonie to delete any reference to Nigeria in the final document, but he was opposed by France and Canada, Canadian officials said.

Regarding Rwanda, the Francophonie called only for an international peace conference. The organization also made no mention of members such as Zaire, where Amnesty International says torture and mistreatment of detainees are "widespread."

At the Francophonie summit, Mr. Chrétien appeared to leave human rights off the agenda in most of his bilateral meetings with countries such as Gabon and Tunisia.

Speaking to reporters yesterday, Mr. Chrétien called Tunisia a "democracy," although President Zine Abidine Ben Ali, who came to power in a coup several years ago, won last year's election with 99 per cent of the vote. He was the only candidate, following the arrest of two declared opponents.

Amnesty International said there are more than 2,000 political prisoners in Tunisian jails.

Regarding Gabon, an oil-rich state in central-west Africa, Mr. Chrétien said: "I don't think I have to raise any problems there."

The opposition in Gabon refused to accept the results of the 1993 election, which it says were rigged by President Omar Bongo. Amnesty International has criticized Gabon for the death last year of 67 prisoners, all of them held without trial, who were being held in one cell with more than 200 other detainees. The prisoners suffocated to death.

In a meeting yesterday with French President Jacques Chirac, Mr. Chrétien raised the issue of French nuclear testing in the South Pacific. "It was noted," an official said.

During Mr. Chrétien's speech, Mr. Chirac chatted with United Nations Secretary-General Boutros Boutros-Ghali.

WORLD

FRANCOPHONE SUMMIT

Rights group slams Canada for meek stand

French nations pass tame resolution on abuses in Africa

By Peter Maser
Citizen Africa correspondent

COTONOU, Benin — Canada's reputation for defending human rights took a knock Sunday after leaders of the French-speaking world approved a package of tame resolutions on abuses in Africa.

The human rights group Amnesty International accused Canada of using different standards in different international forums.

Canada is one of nearly 50 countries and governments taking part in the biennial summit of the Francophonie, a

body sometimes likened to the Commonwealth.

But the difference between the two organizations has been thrown into sharp relief by their positions on the military dictatorship in Nigeria.

Following the execution of nine political activists last month, the Commonwealth suspended Nigeria and threatened to expel it in two years if democracy is not restored.

In contrast, the francophone summit could do no more than adopt a resolution that invites the Nigerian authorities to work toward the rule of law and democracy.

Similarly, no mention was made of abuses in Zaire, where President Mobutu Sese Seko has looted the country's wealth for his personal enrichment.

As well, the summit backed away

from a tough proposal to do "everything possible" to bring the perpetrators of last year's genocide in war-torn Rwanda to justice.

Instead, it called for a peace conference and offered support for the international tribunal that will deal with war crimes in Rwanda.

Prime Minister Jean Chrétien acknowledged the differences with the Commonwealth, saying he pushed unsuccessfully for a tougher resolution on Nigeria.

But he also said the Francophonie is a young and inexperienced organization that found it difficult to deal with sensitive political issues.

"It's the first time the Francophonie is tackling problems of that nature and there is some hesitation," he said.

Many francophone leaders wanted to avoid a discussion of Nigeria altogether,

he said. Some were reluctant to criticize because Nigeria is their neighbor.

But Pierre Sane, Amnesty International's secretary general, said he had expected more from Canada because of its vigorous condemnation of Nigeria at the recent Commonwealth meeting in New Zealand.

"I don't see why the standards that are demanded in the framework of the Commonwealth are not the standards demanded in the framework of the Francophonie," he said.

"You can't be selective. On the contrary, I believe the Commonwealth set the example and it belongs to other international communities to follow the example and not lag behind."

Nigeria has been under military rule for 25 of its 35 years as an independent country.

Southam News

Jacques Chirac affirme que le ministère de la coopération restera « indépendant »

Le président français semble démentir les projets de « rapprochement » avec le Quai d'Orsay, un moment envisagés par Hervé de Charette, pour rassurer les gouvernements africains

JACQUES CHIRAC a assuré, vendredi 1^{er} décembre, que tant qu'il serait président, il y aurait « un ministère de la Coopération indépendant ». Dans une allocution prononcée à Cotonou au cours du dîner offert en son honneur par le président béninois, Nicéphore Soglo, à la veille de l'ouverture du sommet de la francophonie, M. Chirac s'est ainsi inscrit en faux contre ceux qui préconisent le rattachement du ministère de la rue Monsieur à celui des affaires étrangères. En septembre, le chef de la diplomatie française, Hervé de Charette, avait provoqué une certaine surprise et des remous en déclarant que les deux ministères ne feraient « plus qu'un », d'ici à deux ans. Devant l'embarras causé — notamment à l'Élysée — par cette annonce, qui semblait annoncer la

fusion et, à terme, la disparition du ministère de la coopération, le Quai d'Orsay avait alors corrigé le tir en précisant qu'il ne s'agissait que d'un « rapprochement ».

En réaffirmant l'indépendance du ministère de la coopération, le président français a voulu manifestement rassurer les pays africains, qui voyaient dans le projet de rattachement un signe de désintérêt de la France à leur égard. « Nous avons des inquiétudes, vous m'avez apporté un certain nombre d'apaisements », a déclaré le président Soglo à M. Chirac, après que celui-ci eut martelé que « la France n'a aucune intention de se désengager dans le domaine du développement, ni de modifier le caractère privilégié de ses relations avec un certain nombre de pays africains ». Ces relations privilégiées se maintien-

dent. « Contrairement aux analyses que j'entends ici ou là », a ajouté M. Chirac, qui a tenu à « parler avec cœur », en renonçant au discours qu'il avait préparé, pour improviser son allocution.

Les propos de M. Chirac sont d'autant plus surprenants que les restrictions budgétaires en France portent aussi sur l'aide publique extérieure. M. Jacques Godfrain, qui est « ministre délégué à la coopération auprès du ministre des affaires étrangères » et qui accompagne le président de la République au Bénin, avait souligné, mercredi, en présentant au Sénat son budget 1996, que l'aide publique au développement serait en diminution par rapport à 1995. Baisse de 1,6 %, selon lui, mais nettement plus importante selon divers experts. — (AFP; Reuter.)

Les paradoxes francophones

Cotonou — Le VI^e sommet de la Francophonie a pris fin hier à Cotonou, au Bénin, un petit pays d'Afrique de l'Ouest, en révélant les paradoxes de cette jeune organisation, ses espoirs et ses limites.

Ambiguïtés parce que chaque membre a ses raisons d'en être. Ils sont 49, maintenant, avec l'ajout de deux partenaires dont l'identité révèle en elle-même l'ambiguïté francophone:

Sao Tomé et Príncipe, archipel lusophone de 13 000 habitants situé au large du Gabon, et la Moldavie, une ancienne république soviétique de quatre millions d'habitants où l'on parle moldave, russe, ukrainien, turc et un tout petit peu français.

Voilà bien un paradoxe. Sur les 400 millions d'habitants des pays francophones, à peine le quart parle français. Un seul pays souverain, la France, compte une majorité de parlants français, la proportion baisse à 10 % dans plusieurs pays d'Afrique. Moins en Asie et en Europe centrale.

Paradoxe mais aussi intérêt: favoriser la diffusion de la langue française au quatre coins du globe. C'est ce qui est devenu l'ambition française, en francophonie, pour des raisons stratégiques de nature économique et politique. La France sait que c'est par la diffusion de sa langue que son poids moral peut croître. La langue est aussi la langue du client. L'Asie, l'Europe centrale et l'Océan Indien sont en proie à l'anglicisation. C'est ici une question de marché.

Le Devoir, 5 décembre 1995, p. A-1



Michel Venne

Mais l'ambition française ne saurait se conjuguer avec une forme de néo-colonialisme ou d'impérialisme culturel. C'est pourquoi, lors de ce sommet, le président français Jacques Chirac, a lancé «l'appel de Cotonou» en faveur d'une vaste campagne internationale pour le pluralisme linguistique. Il invite les hispanophones, les arabophones, les chinois, les russes, à combattre l'uniformité culturelle qui menace, à l'aube des autoroutes de l'infor-

mation, dominées par la langue américaine.

Le Québec est parmi les partisans d'une croisade de cette sorte. Le Canada n'est pas contre. Mais on a bien vu, à la lumière des discours prononcés par M. Jean Chrétien au Bénin, que la lutte pour le français n'est que le troisième objectif du Canada en Francophonie. Le premier, c'est d'utiliser ce forum comme «une porte d'entrée», dit M. Chrétien, qui permette au Canada d'aller promouvoir des éléments de sa politique étrangère.

Selon un sondage Goldfarb réalisé pour les Affaires étrangères canadiennes, seulement 22 % des Canadiens des autres provinces croient que le Canada devrait accorder une priorité à la Francophonie, contre 72 % au Commonwealth. Les Québécois accordent

La lutte pour dans une proportion de 67 % leur appui à une priorité francophone. le français 80 % des Québécois, selon Léger et n'est que Léger, croient que les sommets francophones sont utiles pour la survie de la langue française.

le troisième objectif A Cotonou, le Canada a mis l'accent surtout sur la promotion des droits de la personne, de l'état de droit et de la démocratie, la prévention des conflits et la préservation de la paix. Le sommet de Cotonou a permis de mesurer la maturité politique de la Francophonie sur ces

questions. Les débats furent laborieux. Les francophones préfèrent la diplomatie discrète au tam-tam, comme dirait Jacques Chirac. Voilà un second paradoxe francophone: les discours généreux en faveur des droits de la personne et la présence, à ces sommets, de dictateurs coupables d'exactions envers leurs populations.

A la fois c'est un paradoxe, à la fois c'est un espoir, par contre, comme le dit M. Chrétien. Car ces pays qui ne sont pas des démocraties, en entendant les autres membres du cercle francophone débattre de ces questions sentent la pression monter sur eux. C'est pour cela que le Bénin a été choisi pour tenir ce sommet: depuis 1990, on y a pris le virage en faveur de la démocratie, le libéralisme et ce que les pays de la francophonie appellent la bonne gouvernance. Il fallait récompenser le bon élève. Au rang des espoirs, il y a ce pas vers la politisation d'un club voué d'abord aux échanges culturels. Le sommet de Cotonou a vu la Francophonie prendre ses premières positions politiques réelles sur le Nigéria et le Rwanda. La création du poste de secrétaire général, dans deux ans, favorisera le cheminement dans cette voie.

Mais on voit déjà les limites qui sont liées pour une bonne part à la faiblesse des économies de la plupart des membres, alors que les deux seules puissances moyennes, la France et le Canada, capables de financer la Francophonie vivent des périodes difficiles. Si bien que pauvres, les pays du Sud craignent de prendre des positions fortes, comme on a vu au sujet du Nigéria. Que le Bénin condamne son immense voisin nigérian trop durement, et c'est une partie importante de l'économie béninoise qui est menacée.

D'ailleurs, et c'est là l'intérêt réel des pays du Sud en Francophonie, l'Afrique cherche dans ce club moins une sécurité culturelle que la promotion de la solidarité internationale en leur faveur. À l'ouverture du Sommet, le président béninois Nicéphore Soglo a encore une fois plaidé en faveur d'un plan Marshall pour l'Afrique.

Les pays riches promettent, au mieux, de «ne pas amputer» les budgets actuels de la Francophonie qui totalisent à peine 125 millions de dollars par an, une misère, pour de si grandes ambitions.

Sommet de Cotonou

'est l'impaticence qui menace le Bénir

L'opinion d'une Québécoise qui conseille le président de ce pays sorti de 17 ans de dictature

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

Cotonou - On ne travaille pas de la même manière en Afrique, là où le temps ne s'enfuit jamais, là où la tradition orale et les palabres l'emportent toujours sur la planification stratégique, comme a pu s'en rendre compte une Québécoise devenue par hasard conseillère spéciale du président de la République du Bénin Nicéphore Soglo.

Rollande Montsion, une petite femme énergique de 46 ans est prète depuis deux ans au Bénin par Hydro-Québec pour organiser la réforme administrative de la présidence. Le Bénin a pris en 1990 la voie de la démocratie et du libéralisme après 17 années de régime militaire marxiste.

Ce régime autoritaire a détruit les institutions, ruiné le secteur bancaire, éradiqué l'esprit d'entreprise et anéanti le sens de l'initiative. «Ils ont connu des moments où ils ne devaient rien dire, relate Mme Montsion. Ils n'allaient pas se mettre à avoir des idées soudainement.»

Mme Montsion est donc «l'étincelle» venue de l'extérieur que recherchait le président Soglo pour remettre de l'ordre dans sa maison. C'est le hasard qui mena la vice-présidente à la vérification d'Hydro-Québec à Cotonou.

Au début des années 1990, le fils du président, Lehady Soglo termine ses études en économie à Montréal. Il est en stage à Hydro-Québec où il est séduit par les méthodes de gestion de Mme Montsion. Au fil des mois, il parvient à lui faire rencontrer son père qui l'invite à lui faire rencontrer la convaincu de devenir sa conseillère.

Après deux ans, Mme Montsion est convaincue d'une chose: ce qui menace les acquis de la transition démocratique, qui sont nombreux, c'est l'impaticence.

En cinq ans, ce petit pays d'Afrique de l'Ouest qui compte à peine cinq millions d'habitants, «a fait des pas de géant», croit Mme Montsion. Les institutions démocratiques ont été mises en place. Les élections se sont bien déroulées. Les tribunaux sont à nouveau crédibles. Les fonctionnaires, restés impayés pendant plus d'un an avant la fin du régime Kérékou, le sont de nouveau et les arrières ont été versés.

Mais la situation est fragile. Et Mme Montsion craint que dans la hâte de réformer, le Bénin ne s'embourbe en essayant

de «montrer qu'on est plus capable qu'on l'est». «Est-ce que le pays va avoir la patience de faire ce qu'il a à faire, tranquillement, sans être sous les feux de la rampe, comme l'ont fait les dragons asiatiques qui se sont fait oublier avant de ressusciter comme de puissants concurrents économiques», demande la conseillère?

L'impaticence se comprend. La démocratie a ressuscité la critique des pouvoirs publics. Et malgré la relance du secteur bancaire et quelques progrès dans la culture du coton, le pouvoir d'achat des salariés, durement touché par la dévaluation du franc CFA, est au plus bas. Le renouveau démocratique suscite de nouvelles attentes matérielles.

Le président Soglo fait le tour du monde pour susciter le soutien des démocraties à son effort de réforme. La réussite du sommet de la Francophonie, qui vient de prendre fin à Cotonou, était pour lui un défi à surmonter pour faire la démonstration que le bon élève apprend vraiment vite et qu'il mérite ce soutien. L'aide internationale représente les trois quarts du budget de l'Etat.

Mais «quand on regarde l'état du pays, le Bénin aurait pu passer son tour», dit Mme Montsion qui se demande si le budget national pourra supporter le coût de l'entretien des infrastructures construites pour le sommet.

Carrière au fédéral

Musicienne et historienne, Mme Montsion a gravi les échelons de la fonction publique fédérale, tout en accumulant une formation *ad hoc* en gestion, avant d'aboutir à la société d'Etat québécoise. Au contact du monde politique béninois, elle constate que «ce n'est pas si différent des politiciens



PHOTO REUTERS

Le président français Jacques Chirac, le chef de l'Etat béninois Nicéphore Soglo et le premier ministre Jean Chrétien ont pris la parole, hier, au cours d'une conférence de presse commune à l'issue du Sommet de Cotonou.

chez nous». Les cachotteries, la mesquinerie des opposants, cela est tout à fait semblable. Mais beaucoup de choses sont différentes.

La notion du temps, par exemple. Pour eux, dit-elle, «le temps est une ressource renouvelable à volonté. Ils n'ont pas le sens de l'urgence». De sorte qu'un problème peut trainer jusqu'à ce que l'on soit forcé d'y faire face. Alors c'est l'improvisation. La planification leur fait défaut. Ils reprennent toujours tout à zéro, ils refont toujours quelque chose comme si c'était la première fois. Il leur est difficile de tableer sur l'expérience antérieure.

L'écrit, pour eux, «n'est pas un outil de travail». Ils vont demander des rapports, pour faire comme ailleurs, mais ils ne les liront pas. Mme Montsion a dû «réapprendre à travailler», dit-elle. «Au début, j'écrivais le compte rendu d'une réunion de travail pour qu'à la réunion suivante on reprenne là où on était arrivé. Mais je me suis rendu compte que la seule façon d'avancer, c'était de parler avec eux.»

Mais malgré des contraintes propres à l'Afrique, elle croit que les réformes avancent, au rythme d'ici certes, mais dans la bonne voie. Il suffit d'être patient.

Timide virage de la Francophonie à Cotonou

REASON CORNELLIER
de la Presse Canadienne
COTONOU, Bénin

Le virage politique de la Francophonie a été timide, mais il s'agit d'un premier pas vers sa maturité, se sont défendus hier les principaux participants au sommet.

« Cotonou, c'est un tournant important et décisif dans la marche de la Francophonie », a déclaré l'hôte du sommet, le président du Bénin, Nicéphore Soglo, au cours de la conférence de presse de clôture.

L'incursion de la Francophonie sur le terrain politique en est à ses débuts, a-t-il insisté, et il faut lui laisser le temps de mûrir.

Même si certaines résolutions l'ont laissé sur sa faim, le premier ministre Jean Chrétien lui a fait écho : « Je suis très satisfait parce qu'il s'agit d'initiatives très souvent du Canada. Je crois que la Francophonie doit devenir plus politique », a-t-il insisté.

« Ce sont des pas peut-être un peu timides mais ce sont les premiers pas », a ajouté M. Chrétien.

Le premier ministre du Canada aurait préféré que les pays francophones limitent le Commonwealth dans sa condamnation du Nigeria. Ce pays, le plus peuplé d'Afrique, a pendu, à la mi-novembre, neuf opposants politiques.

Ses voisins francophones, dont le Bénin, ont forcé le sommet à adopter une résolution qui se contente d'inviter le Nigeria à restaurer la démocratie. Ces pays craignaient qu'une position plus forte crée du tumulte au Nigeria et pousse des millions de réfugiés à fuir chez eux.

« Je comprenais une certaine nervosité », a commenté le premier ministre Chrétien.

Le président français Jacques Chirac s'en est pris à ceux qui, comme Amnesty internationale, critiquent le manque de mordant de la déclaration politique du sommet.

« Il ne faut pas confondre efficacité et tam-tam », a-t-il dit. Les donneurs de leçons ne correspondent pas à l'intérêt national. L'observe que ceux qui le font en général sont pleins d'arrière-pensées, donnent des leçons dans un sens et protègent soigneusement leurs intérêts économiques de l'autre. Nous préférons être plus modérés dans notre expression et plus efficaces dans nos interventions », a-t-il poursuivi.



Le président français Jacques Chirac et le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, ont accompagné le président du Bénin, Nicéphore Soglo, hier, à la conférence de presse finale du Sommet de la Francophonie.

« C'est le sommet de la maturité. Les erreurs du passé ont été assumées et comprises, et on a essayé de les éviter », a dit de son côté le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry.

Il a reconnu que le virage politique de la communauté francophone était timide mais, comme les autorités canadiennes, il pense qu'il s'agit d'un processus normal.

« La dimension politique a paru hésitante à Cotonou parce qu'on n'a pas la jurisprudence, les habitudes que peut avoir le Commonwealth », a-t-il souligné.

Alors que MM. Landry et Chrétien ont tout fait pour ne pas étaler leurs différends en public, un journaliste de la radio béninoise a profité de la

conférence de presse de clôture pour demander à M. Chrétien si « le prochain référendum sera le bon ».

Comme à l'accoutumée, M. Chrétien a rappelé que les fédéralistes avaient gagné les deux derniers référendums et qu'un résultat serré ne voulait pas dire que l'équipe gagnante ne le resterait pas. « Et l'équipe Canada est une équipe gagnante », a-t-il dit.

Le Canada a, pour sa part, réuni à faire adopter une résolution sur les droits de la personne qui met l'accent sur les droits des femmes et des enfants. Enfin, comme il le souhaitait depuis longtemps, il a convaincu la Francophonie d'adopter des mesures de diplomatie préventive.

Les 49 pays et gouvernements francophones ont décidé de suivre les traces du Commonwealth et de créer un poste de secrétaire général qui sera son unique porte-parole entre les sommets.

Le premier titulaire sera élu au prochain sommet qui aura lieu à Hanoi, au Vietnam, en 1997.

Reffet des moyens limités dont disposait le Bénin pour organiser ce sommet, la déclaration finale n'était toujours pas imprimée hier matin et le président Soglo a dû en faire un bref résumé à la presse. Il faudra donc attendre un peu avant d'en connaître le libellé exact.

Une autre priorité du Sommet consistait à faire place au français sur l'autoroute de l'in-

formation et contre l'uniformisation culturelle. Une résolution a été adoptée et la plupart des pays riches ont annoncé des projets.

Après avoir branché l'Agence de coopération culturelle et technique sur Internet, le Canada a offert 1 million pour brancher 10 pays que l'agence choisira pour avoir eux aussi leur site. Le Bénin a été le plus gâté. Québec lui a offert un site Internet d'une valeur de 50 000 \$, alors que le Canada lui paiera un serveur, ce distributeur qui donne accès au réseau Internet.

Selon M. Chrétien, le Canada est bien placé pour mettre au point les outils et contenus en français car il fait déjà le pont entre l'Amérique anglophone et francophone.

... des milliers de réfugiés à fuir chez eux.

« Je comprenais une certaine nervosité », a commenté le premier ministre Chrétien.

Le président français Jacques Chirac s'en est pris à ceux qui, comme Amnesty internationale, critiquent le manque de mordant de la déclaration politique du sommet.

« Il ne faut pas confondre efficacité et tam-tam, a-t-il dit. Les donneurs de leçons ne correspondent pas à l'intérêt national. J'observe que ceux qui le font en général sont pleins d'arrière-pensées, donnent des leçons dans un sens et protègent soigneusement leurs intérêts économiques de l'autre. Nous préférons être plus modérés dans notre expression et plus efficaces dans nos interventions », a-t-il poursuivi.

Nicéphore Soglo, hier, à la conférence de presse finale du Sommet de la Francophonie.

« C'est le sommet de la maturité. Les erreurs du passé ont été assumées et comprises, et on a essayé de les éviter », a dit de son côté le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry.

Il a reconnu que le virage politique de la communauté francophone était timide mais, comme les autorités canadiennes, il pense qu'il s'agit d'un processus normal.

« La dimension politique a paru hésitante à Cotonou parce qu'on n'a pas la jurisprudence, les habitudes que peut avoir le Commonwealth », a-t-il souligné.

Alors que MM. Landry et Chrétien ont tout fait pour ne pas étaler des différends en public, un journaliste de la radio béninoise a profité de la

conférence de presse de clôture pour demander à M. Chrétien si « le prochain référendum sera le bon ».

Comme à l'accoutumée, M. Chrétien a rappelé que les fédéralistes avaient gagné les deux derniers référendums et qu'un résultat serré ne voulait pas dire que l'équipe gagnante ne le resterait pas. « Et l'équipe Canada est une équipe gagnante », a-t-il dit.

Le Canada a, pour sa part, réussi à faire adopter une résolution sur les droits de la personne qui met l'accent sur les droits des femmes et des enfants. Enfin, comme il le souhaitait depuis longtemps, il a convaincu la Francophonie d'adopter des mesures de diplomatie préventive.

Les 49 pays et gouvernements francophones ont décidé de suivre les traces du Commonwealth et de créer un poste de secrétaire général qui sera son unique porte-parole entre les sommets.

Le premier titulaire sera élu au prochain sommet qui aura lieu à Hanoi, au Vietnam, en 1997.

Reflet des moyens limités dont disposait le Bénin pour organiser ce sommet, la déclaration finale n'était toujours pas imprimée hier matin et le président Soglo a dû en faire un bref résumé à la presse. Il faudra donc attendre un peu avant d'en connaître le libellé exact.

Une autre priorité du Sommet consistait à faire place au français sur l'autoroute de l'in-

formation et contrer l'uniformisation culturelle. Une résolution a été adoptée et la plupart des pays riches ont annoncé des projets.

Après avoir branché l'Agence de coopération culturelle et technique sur Internet, le Canada a offert 1 million pour brancher 10 pays que l'agence choisira pour avoir eux aussi leur site. Le Bénin a été le plus gâté. Québec lui a offert un site Internet d'une valeur de 50 000 \$, alors que le Canada lui paiera un serveur, co-distributeur qui donne accès au réseau Internet.

Selon M. Chrétien, le Canada est bien placé pour mettre au point les outils et contenus en français car il fait déjà le pont entre l'Amérique anglophone et francophone.

Chrétien et Landry satisfaits l'un de l'autre

RÉAL PELLETIER
COTONOU, Bénin

Quant le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, que le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, ont quitté Cotonou satisfaits, hier.

Satisfaits des résultats du Sommet de la Francophonie et satisfaits l'un de l'autre. Ce n'était pas les embrassades, mais l'odeur de poudre à canon qui traîne toujours en pareilles circonstances dans les officines ministérielles s'est dissipée ici avec l'arrivée de l'harmonium, ce vent sec venu du désert qui, annuellement, vient nettoyer le ciel de Cotonou à une période où blanchit le parc Lafontaine.

Et M. Landry ? demande-t-on au premier ministre du Canada. Rien à lui reprocher, répond Jean Chrétien. Et M. Chrétien ? est-il demandé ensuite au

vice-premier ministre du Québec. Rien à lui reprocher.

Ni l'un ni l'autre n'ont voulu, en cette période post-référendaire en équilibre instable, aller se jouer du drapeau sous le nez devant un auditoire qui aurait peut-être apprécié, mais qui avait quand même autre chose en tête. Et ça, les deux hommes le savaient. Une étincelle, et les canons auraient pu cracher. Mais chacun sentait d'instinct que ce n'était pas la place. Les deux ont eu un comportement d'une grande dignité... malgré les huit fautes de français contenues dans le discours inaugural de M. Chrétien dont copie a été remise à la presse internationale.

Accompagnant le président Soglo du Bénin et le président Chirac de la France en conférence de presse clôturant le sommet, hier midi, Jean Chrétien a reçu une question d'un Africain sur la « société distincte ». On a gagné

deux référendums, de répondre le premier ministre, « le Canada est une équipe gagnante ».

Quant à Bernard Landry, il accepte devant ses interlocuteurs le verdict référendaire, ce qui contraind le Québec « à ce moment-ci », s'empresse-t-il de préciser, à jouer le jeu institutionnel de la Francophonie. Pour la suite, on verra, dit-il. Et la suite n'est pas lointaine. Nous avons été accueillis, ajoute-t-il, par des gens qui nous considèrent un peu déjà comme un Etat souverain.

Le représentant du premier ministre Parizeau à ces assises s'est félicité d'avoir pu obtenir des rencontres avec une dizaine d'interlocuteurs de la Francophonie, chefs d'Etat pour la plupart, dans les temps creux de ces assises.

Petits coups d'épingle ici et là donc, mais ça ne va pas plus loin. Ce qui a permis aux deux hommes et à leurs

équipes — une soixantaine de personnes du côté fédéral, une dizaine du côté du Québec — de faire leurs dévotions en matière de coopération francophone. En commençant par souscrire à l'orientation nouvelle de la famille francophone, devenue un corps politique à la manière du Commonwealth et qui se donnera, dans deux ans à Hanoi, un secrétaire général.

Jean Chrétien, lui, aura dû consacrer beaucoup de temps à des questions du ressort de sa juridiction, des questions « de guerre et de paix » comme les appelle Bernard Landry — Nigeria, Rwanda, Burundi —, tandis que ce dernier se concentrera sur des problèmes institutionnels relevant plus de sa juridiction — éducation, communications, développement.

Des enfants devenus très sages finalement, ces Canadiens et ces Québécois, lorsqu'ils sortent ensemble dans le grand monde.

« Lentement, lentement... »

Il y a deux façons d'aborder le bilan du récent Sommet de la Francophonie qui vient de se tenir au Bénin. On peut le comparer aux réunions des pays membres du Commonwealth ou s'en inspirer pour voir le progrès accompli depuis le premier Sommet en 1986.



Dans les deux cas, beaucoup de prudence s'impose, compte tenu de différences majeures entre le Commonwealth et la Francophonie ainsi que des buts poursuivis par chacune de ces organisations.

Ainsi que leur nom l'indique, la première a été constituée, au départ, pour établir des relations économiques privilégiées entre l'Angleterre et ses anciennes colonies, alors que la seconde s'est essentiellement articulée à partir de préoccupations culturelles. Il aura d'ailleurs fallu attendre de nombreuses années avant que le Commonwealth ne donne une dimension politique et sociale à son action, en intervenant dans des dossiers chauds comme l'apartheid ou la démocratie dans les pays en voie de développement.

Les rapports de force entre gouvernements à l'intérieur de ces communautés sont aussi fort différents. Le Commonwealth compte en effet dans ses rangs plusieurs pays industrialisés pour qui le passé colonial britannique n'est qu'un lointain souvenir alors que la Francophonie, elle, est surtout tributaire de la France. Celle-ci est donc forcée, de plus ou moins bon gré, de partager son leadership avec le tandem Canada-Québec afin de dissiper cette impression qu'elle ne cherche au fond qu'à maintenir une forme d'impérialisme culturel sur ses anciennes colonies africaines.

Il saute également aux yeux que, pour des raisons évidentes de suprématie incontestable de la langue anglaise dans le monde, les pays du Commonwealth n'ont jamais ressenti le besoin d'unir leurs efforts pour protéger ou favoriser le développement d'une culture commune. Or, c'est précisément cette attitude défensive face à une menace d'anglicisation universelle — et, dans une moindre mesure, d'une poussée de la langue arabe portée par une recrudescence de popularité de l'islam — qui a été à l'origine des institutions de la Francophonie.

On comprend que, dans un contexte où la majorité des membres en sont encore à rêver d'un meilleur partage de la richesse entre le Nord et le Sud, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant que la Francophonie ne puisse soutenir la comparaison avec le Commonwealth.

C'est à l'aune des difficultés surmontées depuis dix ans et des résultats modestes mais indiscutables déjà obtenus — la création de TV5 en est l'exemple le plus visible — qu'on peut en venir à un constat de progrès réel. Même si les décisions prises à Cotonou sur des dossiers délicats comme le Nigeria et le Rwanda semblaient désespérément timides, il est clair qu'elles n'auraient même pas pu être débattues, il y a quelques années à peine, sans provoquer une crise interne.

Selon un proverbe sénégalais, « c'est lentement, lentement, que le chasseur surprend sa proie dans la forêt ». C'est sans doute ce qu'ont pensé les pays africains qui aiment mieux voir avancer la Francophonie à petits pas plutôt que de risquer de lui faire peur en allant trop vite.

Pierre GRAVEL

Éditorial

Complaisance à Cotonou

Murray Maltais

Le Sommet de la Francophonie se solde par des vœux pieux sur les droits humains

Le Sommet de Cotonou vient d'illustrer, une fois de plus, que pays riches et pauvres ne sont absolument pas sur la même longueur d'onde au sujet des droits de la personne: l'Afrique y fait toujours aussi peu de progrès.

Là-bas, les querelles constitutionnelles Canada-Québec paraissent aux Africains autant de querelles byzantines à des années-lumière de leurs préoccupations quotidiennes. Ils s'intéressent d'abord à des pays comme le nôtre pour l'aide qu'ils peuvent en recevoir.

Amnistie internationale était-elle justifiée de fustiger le Canada en l'accusant d'utiliser une double norme envers le Nigeria? En tant que membre du Commonwealth, notre pays a sévèrement condamné le régime de Lagos qui vient d'exécuter des opposants politiques. Toutefois, comme membre de la Francophonie, le Canada a adopté un ton beaucoup plus conciliant envers le Nigeria, en fin de semaine, se bornant à souhaiter qu'il revienne à la démocratie.

L'attitude canadienne, comme l'a expliqué le premier ministre Chrétien, qui a pris la peine de se déplacer pour l'occasion (contrairement à la moitié des 49 délégations, qui n'étaient pas dirigées par un chef d'État ou de gouvernement), dépend de la volonté politique de vos partenaires. Or, pour développer un consensus, le Canada a dû faire des compromis. Des Africains ont-ils pointé du doigt l'attitude de l'Occident envers la Chine, qui contraste singulièrement avec celle qu'adoptent les pays développés envers d'autres régimes autoritaires du tiers et du quart monde? C'est vraisemblable. Il faut aussi comprendre que de petits pays comme le Bénin de cinq millions d'habitants craignent comme la peste d'indisposer leur voisin nigérian, qui en compte plus de 100 millions.

La réalité, c'est que nombre de gouvernements africains n'ont tout simplement pas la même conception que nous du respect de la vie humaine, du rôle de l'opposition ou du déroulement des élections. Il en résulte nombre de malentendus. Mais que pouvons-nous faire pour instaurer la démocratie ou la protéger dans cette francophonie, formée en grande partie des lambeaux de l'ancien empire colonial français? Question aussi vaste que l'Afrique elle-même.

Le Sommet de Cotonou fait voir une fois de plus qu'à part l'usage du français, la cinquantaine de participants ont surtout en commun ce que reflète l'état de leur économie respective. Parce qu'ils sont pauvres, les pays du Sud attendent beaucoup de ceux du Nord, alors que ces derniers sont en train de faire un douloureux mais nécessaire ménage de leurs finances publiques.

Le président Chirac a sans doute raison de se préoccuper de l'érosion du français dans le monde et de la place qu'il lui faudra se tailler sur l'Internet. Toutefois, il est tout aussi pertinent de se demander pourquoi la démocratie éprouve tant de mal à s'implanter en Afrique. Quand un sommet réunissant 49 pays se solde par des vœux pieux sur les droits humains, c'est bel et bien de complaisance qu'il faut parler quand on se réfère à ceux qui l'ont organisé.

Benin summit takes 'timid' political steps

French-speaking nations to protest rights abuses

BY ALLAN THOMPSON
OTTAWA BUREAU

COTONOU, Benin — The club of French-speaking nations has moved reluctantly to become a more political body that will criticize human rights abuse and try to prevent future disasters like the Rwanda genocide.

But even Prime Minister Jean Chrétien admits that decisions emerging from the three-day summit of la Francophonie that ended yesterday amount to baby steps.

"These are steps that are perhaps a bit timid, but they are the first steps," Chrétien told Canadian journalists just before ending his first official trip to Africa to fly back to Ottawa.

The summit adopted a resolution that "invites" authorities in neighboring Nigeria to return to democracy and also made spe-

cific references to the situation in Rwanda and Burundi. But it sidestepped any substantive discussion of rights abuse in Zaire and other francophone countries.

A few minutes before meeting Canadian reporters, Chrétien had taken part in the summit's closing press conference, flanked by French President Jacques Chirac and Nicephore Soglo, president of the host country, Benin.

It was at the summit's closing press conference that Chrétien had to deal publicly with Canada's unity crisis.

A journalist from Benin asked Chrétien if Quebec would be content to be recognized as a distinct society, or if he feared the separatists would win the next referendum.

Wheeling out his favorite sports analogies, Chrétien — who was flanked at the press conference by Chirac and Soglo — tried to bat the question out of the park.

First, Chrétien said, Canada's internal problems will be dealt

with at home.

"Secondly, we have already won two referendums. They aren't baseball or hockey games where you keep playing until someone wins," Chrétien said, causing Chirac and Soglo to chuckle. And Chrétien said that no one would suggest that the team that wins a close game didn't come out on top.

"For me, I think the Canadian team is a winning team."

La Francophonie, sometimes compared to the Commonwealth, is composed of 49 countries and governments that share the French language.

Canada, Quebec and New Brunswick all belong, although it's Canada that plays the lead role.

This summit, the sixth since 1986, was meant to focus on three main themes: making the Francophonie into a more cohesive political body, promoting the use of French on the information highway and fostering economic development.

In the end, making the Francophonie more politically effec-



REUTERS PHOTO

FINAL WORDS: Jean Chrétien fields questions yesterday with Benin President Nicephore Soglo, centre, and French President Jacques Chirac, far left.

tive and promoting the use of French on the Internet dominated discussions.

New Brunswick Premier Frank McKenna — who is making a pitch to hold the 1999 Francophonie summit in his province — said he was pleased

with this summit's emphasis on technology.

For his part, Quebec deputy premier Bernard Landry concurred with Chrétien's suggestion that discreet diplomacy and measured statements are the best way to promote human

rights.

"There are some countries that aren't democracies but pretend to be," Chrétien said. "But they listen to the speeches in favor of human rights and elections. That's considerable progress."

FRANCOPHONE SUMMIT



— Reuter photo

GETTING POLITICAL: French President Jacques Chirac, left, Benin President Nicephore Soglo and Prime Minister Jean Chrétien answer questions during the final press conference at the francophone summit. The summit tackled human rights issue for the first time.

National unity prevails on human rights

By Peter Maser
Citizen Africa correspondent

COTONOU, Benin — Canada and Quebec joined forces Monday in a rare display of unity to praise human rights decisions approved by leaders of the French-speaking world.

Prime Minister Jean Chrétien and Quebec Deputy Premier Bernard Landry conceded the decisions, criticized by human rights groups, were modest. But both insisted the Francophonie was moving in the right direction and would eventually have a stronger voice in international affairs.

The Francophonie is composed of 49 countries and governments that share the French language.

Canada, Quebec and New Brunswick all belong, although Canada plays the lead role.

Quebec and New Brunswick have

the status of "participating governments." The federal government's concern has been whether Quebec might challenge Canada's authority in an international forum.

But Landry insisted Quebec had respected the agreement to the letter.

Another key decision at this weekend's biennial summit calls for the Francophonie to elect a secretary general, who will become its chief spokesman on world issues.

The group's stand on human rights brought the most controversy.

At issue was a resolution that invites the military dictatorship in Nigeria to work toward the rule of law and democracy.

Human rights lobby Amnesty International singled out Canada for criticism, saying it had taken a stronger stand on Nigeria at a recent meeting of Commonwealth leaders.

The Commonwealth suspended

Nigeria from its ranks and threatened it with expulsion in two years if democracy is not restored.

But Chrétien said the Francophonie is new to the political game and until now had never directly addressed the issue of human rights.

"Perhaps the Francophonie has started in a slightly timid fashion for some, but for me it's a start and a very important start and in the right direction."

Chrétien's sentiments were echoed by Landry, who said it was easy for groups like Amnesty International to demand swift results.

Governments and heads of states had no such luxury and had to promote democracy through dialogue and co-operation, he added.

"You must sometimes temper what you have in mind in order to go with a positive action later," Landry said.

Southern News

La francophonie veut être un acteur de la démocratisation

M. Boutros-Ghali, M. Chirac
et le président béninois M. Soglo plaident
pour une action « subversive et imaginative »

DANS UN ENTRETIEN accordé, dimanche 3 décembre, au Monde et à la chaîne de télévision francophone internationale TV5, en marge du sixième sommet des pays « ayant le français en partage », Jacques Chirac, Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, et Nicéphore Soglo, président du Bénin - hôte du sommet de Cotonou -, sont tombés d'accord pour souhaiter que « le français demeure subversif et imaginatif » et estimer que « la francophonie serait subversive ou ne serait pas ».

Après avoir évoqué la traite négrière, en souvenir de laquelle a été inauguré, le 30 novembre, à Ouïdah, près de Cotonou, la « Porte du non-retour », sur une plage où les esclaves étaient jadis embarqués pour les Amériques, MM. Boutros Ghali, Soglo et Chirac ont fait figurer ce « génocide froid » parmi « les causes du sous-développement actuel de l'Afrique ». Se tournant vers l'avenir, le président français, tout en récusant « un bras de fer avec l'anglais », a pris position contre le « monoculturalisme ». Aux objections du chef de l'Etat béninois, selon lequel les Français sont souvent les derniers « à faire preuve de francophonie », M. Chirac a répondu qu'il avait donné des « instructions formelles à [ses] ministres de parler leur langue [à l'étranger] » et qu'il envisageait un amendement constitutionnel mentionnant les « responsabilités de la France à l'égard de la francophonie ».

LE « DRAME FINANCIER »

Le chef de l'Etat français a dû aussi évoquer le « drame financier » que connaissent les institutions de la francophonie, selon le mot de l'écrivain Denis Tillinac, son représentant auprès de celles-ci, et le fait que 180 millions de francs ont été enlevés récemment du budget de l'action culturelle extérieure, en dépit des protestations du secrétaire d'Etat à la francophonie, M^{me} Margie Sudre. M. Chirac a affirmé que « cette somme sera compensée » et que « les fonds de l'action francophone ne seront plus amputés ».

M. Chirac a rendu un hommage appuyé à l'action des Nations unies en Bosnie : « On ne peut rien reprocher à l'ONU ! Quand elle a eu

une mission claire, elle a réussi. Sans elle, la situation en Bosnie aurait été infiniment pire. » Des pays arabes membres de la francophonie comme l'Egypte, la Tunisie ou la Mauritanie n'ont pas désiré que le sommet de Cotonou prenne acte publiquement du « caractère clair de la victoire politique de M. Zerroual en Algérie », mais M. Chirac a affirmé : « C'est un président légitime, il n'y aurait aucun problème de ce que je le rencontre. » Quant à M. Soglo, il considère comme « une démarche logique et normale, un plaisir et un honneur, d'inviter Alger, dès qu'une occasion le permettra, à adhérer à la francophonie ».

Pluralisme linguistique sur les inforoutes

« Aujourd'hui, 90 % des informations qui transitent par Internet sont en anglais. J'appelle la francophonie à prendre la tête d'une vaste campagne pour le pluralisme linguistique et la diversité culturelle sur les inforoutes », a proclamé M. Chirac, à Cotonou. Selon une note attribuée à Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, « il ne faudrait pas qu'une attention excessive portée aux autoroutes de l'information, et à l'une d'entre elles, Internet, fasse oublier le satellite ». La note souligne « le fonctionnement et le financement particulièrement obscur » d'Internet et se demande « s'il n'y a pas subventionnement occulte - par les Américains ? - des coûts curieusement sous-évalués des transmissions de l'information ». En vue d'une véritable entrée de la francophonie sur Internet, M. Bourges préconise la création d'un fonds de soutien, la transparence économique du système et la mise au point d'une déontologie mondiale.

Le secrétaire général de l'ONU et les deux chefs d'Etat ont été d'accord pour souligner que « la démocratisation des pays ne prend toute sa signification que si se démocratisent également les relations internationales » et que « la francophonie organisée politiquement serait

tout indiquée pour être un des nouveaux acteurs de cette démocratisation, en même temps qu'un nouvel acteur de la prévention diplomatique des conflits ». M. Boutros-Ghali s'est dit « hanté » par la nécessité de démocratiser la vie internationale.

MM. Chirac et Soglo n'ont pas, pour leur part, été « hantés » par la non-démocratisation du Vietnam où ils ont accepté, avec les autres chefs d'Etat francophones, que soit organisé, en 1997, leur septième sommet. En 1991, une telle réunion, prévue au Zaïre, avait été transférée à Paris, en signe de défiance à l'égard du maréchal Mobutu. Même règles des deux poids, deux mesures, pour ce qui concerne les francophones et les Européens opposés aux essais nucléaires français. Ces derniers avaient eu droit à l'ire chiracienne. Mais à propos des pays de la francophonie, tels le Canada ou Maurice, qui ont aussi pris position contre les essais, M. Chirac a simplement déclaré : « La famille francophone n'est pas un peloton de cavalerie aligné dans l'ordre, et la question des essais n'a pas fait problème au sein de cette famille. »

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Le sommet de la maturité et de l'espoir

Le Droit, 7 décembre 1995

Au moment où l'harmattan, ce vent sec et chaud du Sahara, balayait le ciel de Cotonou, prenait fin le sixième Sommet de la francophonie, où s'étaient réunis 47 États ou gouvernements ayant la langue française en partage. L'hôte de la conférence, le président du Bénin, Nicéphore Soglo, déclarait: «Pour nous, la Francophonie a pris un tournant important et décisif. Son incursion sur le terrain politique n'en est qu'à ses débuts. Il faut lui laisser le temps de mûrir».

Au prochain sommet qui aura lieu dans deux ans, à Hanoï, on élira un secrétaire général qui aura l'autorité nécessaire pour intervenir démocratiquement – pas question de recours militaire – au nom de l'univers francophone, dans les conflits ou situations de crise affectant les pays membres de cet espace francophone.

La Francophonie devra toujours, au préalable, composer démocratiquement avec l'OUA (l'Organisation de l'unité africaine) et diverses instances des Nations unies.

Certains auraient voulu que la francophonie imite le Commonwealth dans sa condamnation du Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, qui, le mois dernier, a fait pendre neuf adversaires politiques. Mais divers pays limitrophes, dont le Bénin et le Cameroun, ont craint qu'une déclaration frontale créerait une réaction trop vive au Nigeria et pousserait des millions de fugitifs à fuir chez eux. Aussi s'est-on contenté d'inviter le Nigeria à restaurer la démocratie.

«Ce sont des pas un peu timides, a reconnu le premier ministre Jean Chrétien, mais ce sont les premiers». De son côté, le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, a reconnu que le virage politique de la francophonie était plutôt hésitant. Mais, comme les autorités canadiennes, il a qualifié le processus de «normal».

Le président de la France, Jacques Chirac, piqué, sans doute, par les propos d'Amnistie internationale, qui critiquait le manque de mordant de la déclaration politique du sommet, a déclaré: «Il ne faut pas confondre efficacité et tam-tam. Nous préférons être plus modestes dans notre expression et plus efficaces dans nos interventions».

«Dans nos relations avec Cotonou, a dit André Ouellet, notre ministre des Affaires étrangères, nous avons passé par la recette éprouvée de la coopération et du développement». En somme, à Cotonou, on s'est très peu occupé des questions de droits humains.

Pour le président de la France, Jacques Chirac, la promotion de la langue française demeure le cheval de bataille de la francophonie. La défense de la langue et de la culture française en Afrique est une valeur morale. Elle est la pierre angulaire du développement humain. «Défendre la langue française, c'est défendre la liberté de penser, de communiquer, de réflé-

chir, de ressentir, de prier d'une manière différente. Si nous ne le faisons pas, nous disparaîtrons devant la vague croissante de l'anglais», a-t-il dit.

De son côté, le premier ministre Jean Chrétien a fait l'éloge du français, mais sur un ton moins châtié, moins apocalyptique, ont dit certains. Au cours de la présente année, chez nous, a rappelé le premier ministre, 350 000 élèves non francophones se sont inscrits dans les cours d'immersion française, et deux millions d'autres ont choisi le français comme langue seconde. On entend plus de français dans les manifestations publiques de la part de personnes qui ne sont pas de langue française.

Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations unies, qui assistait au sommet, a chaudement appuyé les paroles du président français. Il a rappelé que le français, autrefois la langue de la diplomatie internationale, est devenu une langue de traduction. Bien que 50 pays de langue française fassent partie de l'ONU, 10 % seulement des livres de la bibliothèque centrale sont en français.

Francophile et linguiste, le nom de Boutros Boutros-Ghali est souvent mentionné comme prochain secrétaire-général probable de la francophonie.

La conférence au sommet de Cotonou est la sixième tenue au cours des 25 années d'existence de la francophonie. Ce qui a été différent, cette fois, c'est la disparition de la guerre protocolaire entre les deux grands pays donateurs, la France et le Canada. On en raconte de toutes les couleurs sur les chicânes qui ont entaché les sommets précédents tenus à Dakar, à Chaillot, en France, à Maurice, à Québec, sur des questions de drapeaux, de places à table, de micros dans les salles de transmission. Ces querelles paraissent aujourd'hui apaisées.

Entre le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, et Bernard Landry, le représentant du premier ministre Jacques Parizeau, du Québec, en période post-référendaire, il aurait fallu une simple étincelle pour mettre le feu aux poudres. Leur comportement respectif s'est révélé d'une dignité exemplaire. Tous les deux ont compris le ridicule d'étaler en public, en terre africaine, nos malentendus éventuels, comme des enfants qui seraient devenus sages.

En somme, Cotonou a été le sommet de la maturité et de l'espoir.

Cotonou : un sommet francophone dominé par le silence du tam-tam

PIERRE SANÉ

L'auteur est secrétaire général d'Amnistie internationale

« Il ne faut pas confondre efficacité et tam-tam ». Cette phrase, jetée par le président français, Jacques Chirac, à la figure de l'opinion publique, africaine et internationale, aura clôturé le sommet de Cotonou et marqué la « naissance » de la Francophonie politique. La question à laquelle répondait le chef de l'État français s'inquiétait du silence de 47 chefs d'États et de gouvernements face à la détérioration croissante de la situation des droits de la personne au Nigéria.

Le président français aura donc balayé avec mépris les arguments des « donneurs de leçon » au rang desquels s'inscrivent le président Nelson Mandela, l'archevêque Desmond Tutu, l'écrivain Wole Soyinka, Amnistie Internationale — tous prix Nobel — et bien d'autres.

Amnistie internationale demandait en effet au sommet une condamnation sans équivoque des violations continuelles des droits de la personne au Nigéria. Al attendait également du sommet qu'il exige la libération inconditionnelle et immédiate des prisonniers d'opinion tels : le militant des droits de la personne, Dr Beko Ransome-Rull, la journaliste Chris



Pierre Sané, secrétaire général d'Amnistie internationale.

Anyanwu, le général Olusegun Obasanjo, ancien chef d'État, ainsi que Moshood Ablola, accusé de trahison, après que les militaires aient annulé les élections présidentielles de juin 1993 qui le donnaient largement vainqueur. Tous ces prisonniers et bien d'autres ont été condamnés par des tribu-

naires militaires d'exception après des procès secrets pour trahison. Par ailleurs, plusieurs prisonniers d'opinion sont toujours détenus sans charges ni procès.

La Francophonie ne se sera donc pas jointe à l'indignation populaire et à la réprobation internationale qui ont suivi la pendai-

son de Ken Saro Wiwa et des huit autres activistes Ogoni. Depuis, la dictature militaire nigérienne poursuit son assaut sur la société civile, emprisonne et torture des dizaines d'opposants, fabrique des procès, décrète l'illégalité de l'examen en constitutionnalité de ses propres décrets et ferme les journaux indépendants. En janvier 1996, dix-huit activistes ogonis seront traduits en justice sans la moindre certitude qu'ils auront un procès équitable et qu'ils ne subiront pas le même châtiment infligé à Ken Saro Wiwa et à ses compagnons.

Il est vrai, cependant, que l'unanimité francophone a été battue en brèche, notamment par le président Alpha Oumar Konaré, du Mali, qui aura été le porte-voix de l'opinion publique africaine en demandant que le sommet inscrive son entrée sur la scène politique internationale en s'appuyant sur la morale et la responsabilité internationale en matière des droits de la personne. Le silence aura néanmoins prévalu : le silence complice des bonnes gens, dont parlait Martin Luther King, aura été, plus que les atrocités commises, le fait marquant de ce 20^e siècle. Un silence propice aux « affaires ». Un silence propice à sécuriser ce pactole pétrolier, désormais rougi par le sang des Ogonis du Nigéria. Oui, le silence est peut-être plus efficace que le tam-tam. La question est de savoir pour qui ?

La Presse, 16 décembre 1995

L'autre façon d'aider l'Afrique

Partout l'État s'estompe. Ça se vérifie au Sud comme au Nord.
Et les ONG venues du Nord y perdront des plumes.
Le monde des affaires peut-il prendre le relais ?

RÉAL PELLETIER

essai spécial

COTONOU, Bénin

Les Occidentaux aiment bien les contes de fées et parfois leur diplomates arrivent à une grande créativité sous ce rapport.

Il était une fois, par exemple, un petit pays d'Afrique francophone nommé le Bénin — cinq millions d'habitants — qui vivait sous la houlette d'un vilain dictateur marxisant.

L'horrible personnage en était venu, au tournant de 1990, à avoir ruiné l'État au point de ne même plus pouvoir payer ses fonctionnaires.

Sursaut d'indignité chez les élites béninoises : des états généraux furent constitués, l'évêque catholique en tête, qui conduisirent à l'élection démocratique du président actuel Dieu-donne Soglo.

Applaudissements nourris au Nord et pour bien exprimer sa satisfaction, la communauté des pays ayant la langue française en partage décide de tenir à Cotonou, la métropole béninoise, son Sommet biennal de 1995. Avec plein de cadeaux à l'avenant.

De fait, les étrangers habitués au Bénin ne reconnaissent pas Cotonou en y mettant les pieds, au début de décembre 1995, pour assister au Sommet francophone : un grand hôtel tout neuf par-ci, un tout nouveau — et charmant — Centre international de conférences par-là, et ailleurs de grandes avenues fraîchement percées, toutes pimpantes sous leurs fleurs. A coups de dizaines de millions de dollars, Paris, Ottawa et d'autres — même Québec y est allé de son obole — auront participé à ce grand coup de cœur de gratitude.

Mais « il faudra probablement attendre 25 ans maintenant pour que pareille manne revienne », dira un chauffeur de taxi sceptique devant tant de générosités.

De fait, une fois passé le Sommet de Cotonou, la plupart des rues de la ville demeurent ces interminables allées de sable transformées, une fois passée la saison des pluies, en marécages, puis en mers de boue, parcs à moustiques porteurs de la malaria.

Cantonniers, maçons et horticulteurs cotoinois auront fait la fête pendant un an, mais se retrouvent aujourd'hui au même point qu'avant. Pendant qu'agriculteurs, petits commerçants et autres artisans de l'économie béninoise n'auront profité que par la bande de ces largesses. L'Afrique a depuis longtemps l'habitude de ces petits cadeaux ponctuels, distribués au hasard des humeurs du Nord. Sans pour autant qu'un véritable processus de développement ait pu être enclenché.

On a tout tenté... ou presque

Tout paraît avoir été essayé pourtant, depuis le siècle dernier ou les missionnaires ouvraient au nom de Dieu les premières écoles, les premiers dispensaires, et au bénéfice du capital la voie de la colonisation.

On aura de ce fait sauvé des vies, instruit une minorité et formé des élites rompues aux choses de l'Occident. Mais on aura aussi ravagé le parc forestier au profit du désert, cassé l'agriculture vivrière au nom des grandes cultures industrielles requises par le Nord, avec au passage un petit prélèvement de population connu sous le nom de commerce des esclaves.

Des gaffes, voire des crimes, mais aussi des omissions. Les peuples d'Afrique francophone ont la réputation d'être les moins scolarisés de la planète. Et cette francophonie noire aura dû attendre le Canada, bien après la fin de la colonisation française formelle, pour avoir, à Thies, au Sénégal, sa première école de génie, foyer par excellence pourtant de toutes les technologies sans lesquelles aucun développement valable n'est possible en cette fin de siècle.

L'Occident d'aujourd'hui a (un peu) honte de cette phase de son histoire. Aucun pays riche aujourd'hui n'est pas travaillé par l'idée d'aider ce continent mais sans trop savoir souvent comment s'y prendre. Et quand, depuis un confortable bureau de ministère, d'agence internationale ou d'office universitaire on croit avoir trouvé une solution à un problème, il se trouve toujours un coopérant sur le terrain — et des Africains aussi, est-il besoin de le dire — pour mettre en doute parfois la pertinence d'un programme, souvent la façon dont il est mené.

Les villas de coopérants et les bars à la mode, de Cotonou à Dakar, d'Abidjan à Niamey, resonnent de débats interminables, prolongés tard dans la nuit autour d'un scotch ou d'un pastis, sur « ce qu'on doit faire pour aider l'Afrique ».

Dans l'Afrique francophone de l'ère post-coloniale, les États du Nord ont injecté des milliards sous diverses formes pour obtenir remission de leurs peches. En marge des États mais souvent subventionnées par eux, des centaines de cellules de coopérants groupes en ONG (organisations non gouvernementales) s'activent un peu partout, en brousse comme dans les villes, dans des micro-opérations visant à relever ici les conditions d'éducation ou de santé, là l'agriculture vivrière ou la pêche commerciale, ailleurs une activité industrielle embryonnaire.

La fin des cadeaux

Mais cette ère du don s'achève, malgré ce que peuvent laisser croire les soubresauts d'aide du genre de celle dont Cotonou vient d'être gratifiée. Des capitales comme Paris et Ottawa ont et auront de moins en moins de ces ressources-là à distribuer à l'Afrique. La régression du budget de l'ACDI en témoigne. Et cet automne — frisson d'horreur dans les chancelleries africaines de Paris — le ministère français de la Coopération a failli disparaître.

Washington entre-temps donne le la : il boude l'ONU et ses agences. Il avait déjà envoyé patre l'UNESCO (développement de l'éducation, de la science et de la culture) et voilà qu'il vient de laisser tomber l'ONUDI (développement industriel). La chouchoite des États-Unis désormais en la matière, c'est la Banque Mondiale qui, elle, ne fait pas beaucoup de cadeaux.

La Banque Mondiale devenant rapidement la norme de l'aide, il y aura de l'aide, mais elle passera sous les fourches caudines des comptables aux longs couteaux. Avec remboursement le cas échéant. Et à échéance fixe. Ça grogne chez certains coopérants, mais un Brian Smith par exemple, qui gère les affaires d'OXFAM-Québec au Bénin, a su tirer les marrons du feu. Les revenus venant de l'ACDI baissent, mais la Banque Mondiale sollicite OXFAM-Québec pour certains programmes parce qu'un Brian Smith a appris à compter serré. Ce qui fait qu'OXFAM-Québec au Bénin a — bilan paradoxal — un peu plus d'argent cette année qu'il n'en avait l'an dernier.

Mais là où la main de la Banque mondiale pèse vraiment lourd, c'est sur les États africains eux-mêmes. Non seulement ne créeront-ils plus les postes souvent artificiels de fonctionnaires qu'ils ont engendrés par milliers depuis 30 ans, mais ils devront aussi se débarrasser d'une partie de ceux qui existent.

Rien de plus problématique dans ces conditions que l'avenir du développement, de la création d'emplois en Afrique francophone, la région la plus pauvre de la planète et d'une croissance microscopique.

Le modèle asiatique

Dans ce contexte, l'explosion de développement que connaît actuellement l'Asie laisse voir un modèle pour l'Afrique francophone. L'Asie

est venue rompre une fatalité. Le président Soglo, du Bénin, en a été personnellement frappé. A cause de ce qui se passe en Asie, des Africains à la pointe se disent maintenant que oui, effectivement, un vrai développement en tiers monde est une chose désormais possible. On en comprend mal encore la mécanique, mais on perçoit qu'il puisse se faire en stimulant, au sein des populations africaines, un sens de l'entrepreneuriat aussi latent ici qu'en Asie ou ailleurs. Et cette nouvelle donne n'est sans doute pas étrangère au fait que c'est au Vietnam que se produira en 1997 le prochain Sommet de la francophonie.

Quand le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, a inauguré à Cotonou en décembre la Fondation Entrepreneurship du Bénin, à laquelle le gouvernement du Québec a apporté son soutien, le geste n'avait rien de spectaculaire, mais il était juste : le secteur secondaire ne compte que pour 12 p. cent de l'économie du Bénin, soit le taux le plus bas des 47 pays et gouvernements membres de la francophonie.

La francophonie en général n'en est pas à ses premières intuitions en matière de développement du monde des affaires. En créant, à l'initiative du Québec, le Forum francophone des affaires il y a six ans, la communauté des pays ayant le français en partage visait aussi bien la Roumanie à la veille de sa libération que le Burkina, le Vietnam en quête de croissance que le Sénégal. Mais c'était bien l'expansion du monde des affaires en Afrique francophone qu'on avait d'abord en tête.

Avant le Sommet francophone, début décembre à Cotonou, pendant une semaine, des industriels, commerçants et consultants de toute taille d'entreprise, venus de Paris ou de Bamako, de Montréal ou de Dakar, ont échangé des centaines de cartes d'affaires. C'est encore timide le Forum francophone des affaires, dont le petit siège social est installé rue Saint-Antoine, dans le Vieux-Montréal, mais c'est une expérience assez unique sous le rapport de la fréquentation entre gens d'affaires venus du Nord et du Sud.

On y rencontre le traditionnel bâtisseur québécois de barrages, mais aussi une Ivoirienne qui veut démarrer une conserverie de tomates. Un Béninois venu à l'idée de développer un réseau d'écoles privées, en même temps qu'un consultant québécois en traitement des eaux usées. Un Sénégalais qui rêve d'entrepôts et de transports frigorifiques aussi bien qu'un éditeur montrealais de matériel scolaire. (Voir pages B 6 et B 7.)

Un modèle à créer ?

Rencontre à travers ce milieu hétéroclite, un homme d'affaires québécois qui brasse des idées pour le moins surprenantes en matière de développement en Afrique. Denis Gauthier, pdg du groupe Degimi, de Montréal, juge que les ONG sont menacées de disparaître dans les conditions actuelles parce que les gouvernements du Nord vont leur couper progressivement les vivres.

Il propose en conséquence un partenariat — que certains coopérants classiques jugeront sans doute contre nature — entre les PME intéressées aux marchés africains et les ONG.

Son raisonnement est le suivant : les coopérants des ONG ne pourront plus, tôt ou tard, compter sur les fonds publics pour fonctionner. Or ces coopérants ont acquis des connaissances et des sensibilités souvent extraordinaires par rapport aux milieux où ils travaillent. Ces coopérants, dans l'esprit de Denis Gauthier, sont les gens tout indiqués pour paver la voie à des PME du Nord qui souhaiteraient, seules ou en partenariat avec des intérêts nationaux, ouvrir des filiales en Afrique. Ça créerait du développement et des emplois en Afrique. Les PME paieraient les

ONG pour ces précieux services, ce qui permettrait à ces dernières de poursuivre leur mission éducative, sociale ou économique en Afrique.

L'idée d'un pont entre les ONG et les gens d'affaires va sûrement faire grincer des dents dans les chaumières coopérantes. Mais elle n'est pas nécessairement bête. Elle a au moins le mérite d'ouvrir une perspective nouvelle dans cet univers bien problématique du développement en terre africaine.

Missionnaire en Afrique, version fin de siècle

L'ex-jésuite Denis Gauthier nourrit des idées surprenantes sur la façon d'aider l'Afrique

Denis Gauthier, ex-jésuite, ex-cadre chez Quebecor, a déjà roulé sa bosse dans le tiers monde des affaires, du côté de Haïti, de l'Amérique latine et du Vietnam entre autres. Il a ouvert le chemin du Sud au groupe Chagnon, de Varennes, spécialisé dans l'industrie de la collecte des ordures ménagères. Le personnage — car c'en est un — flaire un dollar comme un singe une banane, mais en même temps, il tient un langage d'homme d'affaires inorthodoxe quand il s'agit d'aider l'Afrique.

À la tête du groupe Degimi qui navigue autant dans l'immobilier que dans l'environnement, dans la santé que dans l'import-export, Denis Gauthier a greffé à la fiche de présentation de son entreprise un vocabulaire peu commun, où il est question de « développement social et culturel », de « rémunération juste aux personnes qui s'associent à notre mission » et — mot clé dans le langage actuel de la coopération en tiers monde — de « développement durable ».

Le modèle de développement qu'il a en tête lui a déjà réussi. Son groupe vient de rassembler un contrat de 4 milliards de francs CFA (12 millions de \$ can) pour l'enlèvement des ordures ménagères à Dakar, capitale du Sénégal. Avec de l'argent sénégalais, sur un prêt de la Citybank. Modèle chéri

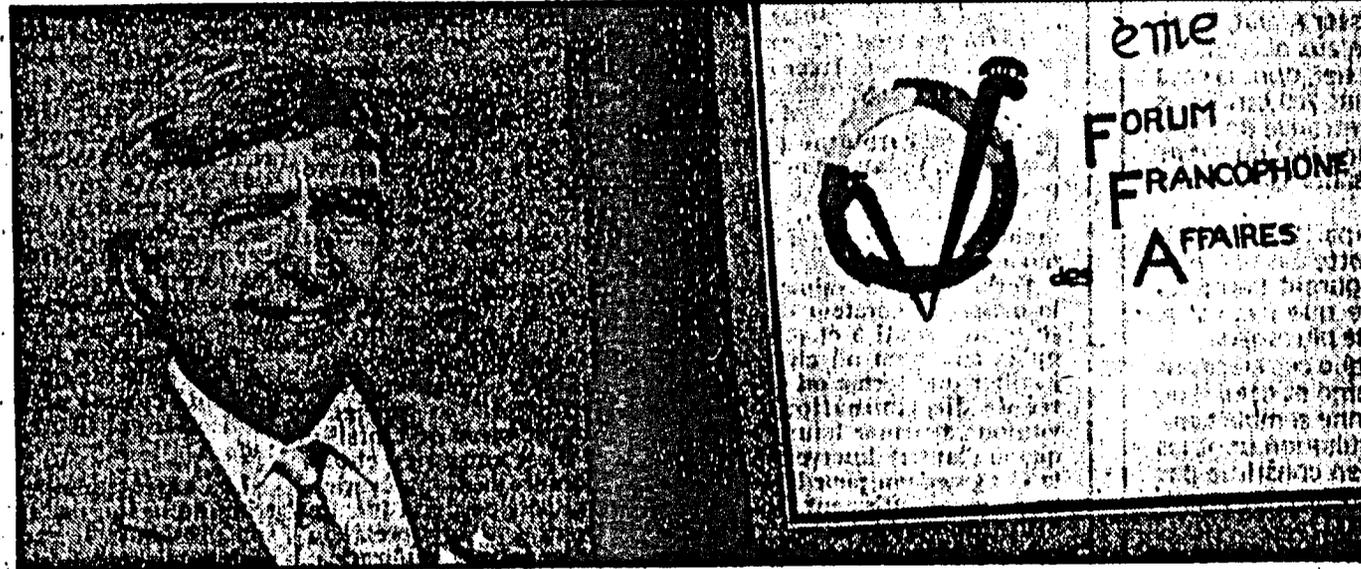


PHOTO RÉAL PELLETIER, La Presse

Denis Gauthier : des idées surprenantes sur l'avenir du développement.

par la Banque Mondiale. Tous les camions et l'infrastructure viennent du Québec. Et l'affaire est solidement implantée en milieu sénégalais.

Une vieille complicité religieuse l'a amené à négocier d'abord et avant tout avec une clé du système social

sénégalais, Babacar NDiaye, qui n'est rien de moins que le secrétaire général du Grand Marabout du Sénégal. La structure mise en place est à 57 p. cent sénégalaise — 43 p. cent pour Degimi —, mais les décisions se prennent à... 60 p. cent des voix. « Le suc-

cès, dit-il, c'est de créer une synergie véritable là où on s'implante. »

Des ONG, Denis Gauthier ne dit que du bien. Ou presque. Il reproche gentiment à leurs militants-artisans une vision souvent trop personnelle et idéaliste, des programmes qui ne

s'inscrivent pas toujours dans des plans d'ensemble de développement.

Denis Gauthier est une sorte de consultant d'affaires sans frontières. Un jour que des Vietnamiens éprouvaient des problèmes avec leurs plantations de café, il leur a envoyé des Haïtiens de sa connaissance compétents en la matière régler le problème. Sous gouverne québécoise.

Au Québec, Denis Gauthier a été président pendant cinq ans du Club 2/3, un organisme voué à l'éducation des jeunes à la coopération internationale.

De son passé jésuitique, il retient un souvenir affectueux : la bibliothèque du Centre d'éducation et de coopération internationale (CECI), organisme créé par les jésuites dans les années 50, est l'une des plus riches qui soient au Canada.

Il montre du doigt les « capitalistes éhontés » qui se jettent sur l'Afrique comme des vautours et dit qu'il y a pour les gens d'affaires un « espace humanitaire intéressant à développer ».

Sa dernière trouvaille : la Fondation Dallacroy, qui rendra disponibles, dans les caisses populaires africaines, des fonds de développement. Remboursables et avec intérêts. Des « crédits rotatifs » qui viendront stimuler la petite entreprise locale.

Desjardins enseigne l'épargne aux Africains

Une efficace initiative franco-québécoise au succès étonnant en Côte d'Ivoire

Dans une série de reportages que nous vous présentons jusqu'à mercredi, notre journaliste Réal Pelletier, qui était en Afrique en décembre dernier, esquisse les formes que prend l'aide des pays industriels à l'Afrique francophone, et fait le portrait d'expériences de coopération de gens d'ici.

RÉAL PELLETIER

La Presse ABIDJAN, Côte d'Ivoire

L'un des traits dominants de la coopération traditionnelle dans le tiers monde, c'est le caractère souvent microscopique des projets mis en oeuvre : dans un petit village, une organisation non gouvernementale (ONG), genre OXFAM-Québec, dépêche une petite équipe, dotée d'un petit budget. Avec l'espoir que le petit dispensaire, la petite école, la petite entreprise agricole implantés avec patience, amour et soutien beaucoup de sueur, en viennent à faire boules de neige — si l'image peut cadrer avec l'Afrique — dans la région, voire dans le pays.

Réal Véronneau, lui, échappe à ce modèle. Développement international Desjardins (DID), du Mouvement du même nom pour qui travaille Véronneau, et son pendant français le Crédit mutuel, sont engagés actuellement, sous la houlette de la Banque mondiale, dans un plan quinquennal d'initiation à l'épargne en Côte d'Ivoire. Les deux grandes coopératives du monde francophone anticipent, au seuil de l'an 2000, un réservoir de six milliards de francs CFA, soit 17 millions de dollars canadiens dans les six régions ivoiriennes où elles travaillent, ce qui représente une masse énorme en économie de base africaine. Or, au rythme où s'accumule l'épargne dans ce programme après moins d'un an d'opérations, c'est plutôt vers 28 millions \$ que l'on s'oriente.

« C'est au point, dira Réal Véronneau en entrevue à *La Presse*, qu'on a dû suspendre la promotion. »

Pour une raison très simple : Véronneau est responsable entre autres de la formation du personnel. Et que la charrie des entrées de fonds menace d'aller plus vite que le boeuf de l'ancrage. Car il ne s'agit pas ici simplement d'épargne, mais d'une initiation de populations à tous les volets de l'industrie de l'épargne, le crédit inclus.

Le réseau DID-CICM, devenu incidemment une sorte de modèle inédit d'une coopération franco-québécoise, a déjà en moins d'un an regroupé 52 000 sociétaires qui ont réuni une masse d'épargne de 3 mds de francs CFA (plus de 8 millions \$ can). Mais l'un des aspects les plus prometteurs de l'opération, eu égard à certaines traditions africaines, c'est que sur 800 millions de CFA consentis en prêts jusqu'ici, le taux de recouvrement atteint 97,9 pour cent.

La relation des Africains avec l'argent n'est pas ce qu'elle est chez les gens du Nord, tant s'en faut. Le crédit est souvent considéré ni plus ni moins qu'un « cadeau », dans la foulée de ce qu'a longtemps été « l'aide » aux pays en développement. L'État d'ailleurs donnait l'exemple : en amont en ne remboursant pas — ou mal — les dettes contractées au Nord ; en aval ensuite en se révélant incapable de récupérer ses propres prêts aux personnes ou aux institutions, soit pour des raisons platement techniques de contrôle des opérations de crédit, soit plus souvent pour des considérations d'ordre politique.

Ce laxisme ambiant s'est implanté dans les moeurs au point où les banques en sont venues à écarter presque complètement le petit épargnant non initié au monde de l'argent. Pour ouvrir un compte dans une banque africaine standard, il faut un dépôt minimum variant entre 50 000 et 100 000 francs CFA (de 140 à 280 \$ can). Ce qui n'assure aucunement pour autant un accès au crédit. Pour comprendre l'importance de ces dépôts de base, qu'il suffise de rappeler que le PIB par habitant en Côte d'Ivoire n'est que de l'ordre de 720 \$. Et de 220 \$ dans un pays comme le Bénin. Ce qui signifie que l'accès aux banques dans les sociétés africaines reste le privilège d'une infime minorité.

Pourtant beaucoup de monde en coopération, à commencer par la toute puissante Banque mondiale, s'entend pour reconnaître l'importance de l'épargne de masse comme condition de base essentielle à un développement économique qui ne soit plus parachuté comme ce fut longtemps le cas, mais plutôt empreint du sens de la responsabilité.

Cette notion est reconnue depuis plusieurs années maintenant, mais la mise en oeuvre d'habitudes massives de l'épargne est demeurée en plan, en Côte d'Ivoire comme ailleurs en Afrique francophone. L'État avait bien ouvert une première caisse populaire mais il en avait confié la gestion à des fonctionnaires sans expérience. En 1963, 60 caisses existaient et avec le volume, les problèmes se sont multipliés.

La pagaille s'est installée, avec plein de détournements de fonds.

En 1987, un organisme français, le Centre international du Crédit mutuel (CICM) est appelé à la rescousse. Ses coopérateurs bénévoles n'arriveront pas à redresser l'affaire.

L'année suivante, le ministère ivoirien de l'Agriculture et la Banque mondiale demandent conjointement à Développement international Desjardins d'étudier le problème. L'étude menée par Ghislain Paradis, de DID, propose un projet pilote étalé sur cinq ans. La région du Man, dans l'ouest du pays, est retenue. Des 12 caisses existantes sous l'autorité du CICM, on en ferme huit, que l'on rouvrira ensuite progressivement avec une nouvelle approche

de gestion. Mais arrive la faillite de la seule banque ivoirienne fonctionnant en milieu rural, une banque d'État, et à laquelle était associé le jeune mouvement d'épargne.

DID propose alors de relancer le mouvement, avec le CICM, sur l'ensemble du pays. Mais cette fois en sortant complètement l'État des opérations. C'est la privatisation complète du mouvement coopératif d'épargne. On sélectionne six grandes régions. DID et CICM se partagent l'encadrement de trois régions chacun. Le directeur de l'opération viendra du CICM, le directeur-adjoint de DID. Et c'est DID qui assumera la délicate tâche de former le personnel et une politique des ressources humaines est mise sur pied : le gérant de caisse et le personnel seront payés correctement, à même les profits résultant des opérations des caisses et non plus par l'État. Et le plan quinquennal 1995-2000 est lancé.

Réal Véronneau déborde d'enthousiasme. En 1993, les caisses d'alors avaient prêté 185 millions de francs CFA. Et 160 millions s'étaient révélés des créances à problèmes. En septembre 95, moins d'un an après le début du plan quinquennal, 800 millions de CFA ont été prêtés et le recouvrement cote à 97,9 pour cent.

« Le facteur confiance est là, dit Véronneau. On a fait en deux ans plus que ce que le réseau avait réussi à faire en 20 ans. Mais ça prendra dix ans pour monter tout ça et à nous désengager progressivement. »

Le réseau a vu le jour grâce, entre autres, à un prêt de 2 millions \$ de la Banque mondiale. Et grâce à des gens entrepreneurs comme Michel Leblanc, de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), en poste à Abidjan, note Véronneau.

« Et quand la BM prête 2 millions, elle impose des normes comme s'il s'agissait d'un prêt de 2 milliards. Sauf qu'elle ne veut pas — et ne peut pas parce qu'elle n'est pas équipée pour — s'impliquer elle-même dans une opération comme celle-là. »

La Banque mondiale a souhaité, à un moment donné, que Développement international Desjardins prenne seul la direction des opérations. Mais DID a pensé que cela aurait fait injure au Crédit Mutuel de France, qui avait fait oeuvre de pionnier sur le terrain. DID et CICM apprennent beaucoup l'un de l'autre, estime Véronneau. Les gens ont appris à se respecter et à travailler efficacement ensemble. Les préjugés des uns vis-à-vis des autres — typiques des rapports primaires entre Français et Québécois — s'estompent progressivement.

« On est, nous Québécois, souvent un peu naïfs par rapport à l'Afrique et les Français ne le sont pas parce qu'ils connaissent l'Afrique depuis fort longtemps. Mais en même temps, nous apportons en coopération des éléments d'expertise qu'ils n'ont pas. C'est un mélange finalement heureux. »

Et dans l'intervalle, les Ivoiriens du monde ordinaire ont commencé à venir en grand nombre aux guichets des caisses pop. Contrairement aux banques, il n'est exigé qu'un modeste 1000 francs CFA (environ 2,80 \$ can) comme compte minimum, une part sociale d'environ 8 \$ et des frais administratifs de moins de 6 \$.

L'une des cibles prioritaires visées par le mouvement : les femmes. Le gros flux financier dans la société africaine de base passe par les femmes, qui accaparent les petits commerces installés dans les marchés publics des hameaux, des villages et des villes. Une étude indique qu'elles occupent 80 pour cent de ce créneau en Côte d'Ivoire. Or ces femmes sont souvent soumises à des prêteurs usuriers. À l'occasion, elles doivent en outre laisser à un fainéant de mari la recette du jour en rentrant à la maison.

À Boaké, deuxième ville ivoirienne en importance, on procède à une expérience pilote justement pour intéresser les femmes à l'épargne. Et en même temps au crédit pour qu'elles puissent gérer rationnellement leurs petits commerces.

Pas facile. Elles ont de longues heures de boutique, une boutique qu'elles ne peuvent abandonner pour faire un saut à la caisse pop dans ses heures ouvrables. On cherche actuellement des trucs pour leur faciliter l'accès à la caisse.

« Si on perçoit le moins les activités des petits marchés locaux, note Réal Véronneau, on tient la clé de l'habitude de l'épargne. Car les femmes exercent un poids considérable dans l'activité économique de base des sociétés africaines. »

Et tout le reste du développement pourrait être à l'avenant. Comme dans les sociétés du Nord peut-être ? A moins que l'Afrique, comme certains se plaisent à le dire, ait fondamentalement refusé le développement. À cet égard le test de DID en Côte d'Ivoire est à suivre.

DEMAIN: Le Groupe Chagnon et les ordures d'Abidjan.

Faire commerce de la matière grise en Afrique : payant et utile...

RÉAL PELLETIER
La Presse à ABIDJAN, Côte d'Ivoire

« Formation et perfectionnement à la carte en tout genre, pour entreprises, services de santé communautaire, maisons d'enseignement, de la maternelle à l'université. » La carte de visite de Nicole Laverdure et Hugues Albert pourrait porter cette mention. Respectivement vice-présidente et président de Restek, le cabinet conseil qu'ils ont créé, les Laverdure et Albert font en Côte d'Ivoire le commerce de la matière grise.

Lui est philosophe de formation et ex-vice-recteur de l'Université nationale du Rwanda ; elle est ancienne doyenne des études de premier cycle à l'Université du Québec à Hull. Les deux sont rompus aux choses de la pédagogie, denrée rare en Afrique. Après une douzaine d'années de coopération sur ce continent sous la houlette de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) notamment, ils ont décelé suffisamment de failles dans les gestions africaines tous azimuts pour croire qu'ils pouvaient être utiles — et vivre honorablement — en conseillant les décideurs africains.

L'idée est simple : on contacte un décideur africain ou un coopérant engagé dans une opération africaine ; on analyse son problème, on contacte le cas échéant les grands bailleurs de fonds, puis on va chercher, au Québec ou ailleurs, les cerveaux les plus aptes à venir corriger les situations.

Exemple : les facultés de médecine et les écoles des métiers de la santé en



Nicole Laverdure et Hugues Albert

Afrique forment souvent des personnels sur le modèle des maisons d'enseignement françaises. Restek en l'occurrence apporte le complément essentiel suivant : corriger le tir de l'enseignement pour que les médecins et infirmières formés par le système puissent s'ajuster rapidement à des clientèles africaines qui comportent des caractéristiques très particulières.

En arrière-pays africain, on n'aborde pas les gens comme on le fait en milieu urbain européen. Car ces gens ont non

seulement des problèmes de santé qui leur sont spécifiques, mais ils nourrissent aussi toutes sortes de notions traditionnelles sur les soins de santé. Une entente avec le ministère ivoirien de la Santé a permis à Restek d'intervenir sous ce rapport.

Restek s'est attaqué aussi à la réorganisation des soins de santé proprement dits. La Côte d'Ivoire est en retard sur des pays plus pauvres comme le Mali ou le Niger en matière de services de santé communautaire. L'objectif : élargir un système axé principalement à

l'heure actuelle sur un réseau de grands hôpitaux.

Même chose à propos du sida. Restek est engagé dans une opération où « l'on enseigne aux gens comment enseigner aux gens les modes de prévention de la terrible maladie ». Une formation destinée au personnel infirmier et aux sages-femmes. Cela peut aller jusqu'à montrer à des religieuses comment « mettre une capote sur un pénis en bois ». Et ça marche.

Au chapitre du développement économique, Restek enseigne aux Ivoiriens comment faire un plan d'affaires pour démarrer une micro-entreprise. Ou encore s'implique dans la formation professionnelle dans une entreprise existante. Nicole Laverdure note à cet égard que le recours à des professeurs de cégep, habitués à travailler avec des adultes déjà en situation de travail, se révèle souvent plus rentable que le recours à des professeurs d'université.

Quand Développement international Desjardins (DID) s'est lancé dans un vaste plan quinquennal pour implanter, sous mandat de la Banque mondiale, un vaste réseau de caisses populaires en Côte d'Ivoire, Restek a fourni toute la substance pédagogique de l'opération formation du personnel, responsabilité spécifique de DID en l'occurrence. Il en est sorti des gros « cahiers du maître » devenus les outils de base de la formation des futurs gestionnaires de caisses.

Et quoi encore... Le monde universitaire ivoirien fonctionne selon un modèle français ancien et n'a pas toujours su s'ajuster très bien à la modernité. Restek conseille actuellement les autorisés sur la délicate implantation, dans le

cheminement des études, d'un système de crédits, tel qu'on le retrouve dans le réseau universitaire québécois.

Toujours dans le monde de l'enseignement, Restek s'est impliquée comme conseil dans une opération unique en son genre : une maison d'enseignement privée, appelée Le Bon Samaritain, qui offre rien de moins que de la maternelle à... l'université. Bien sûr, le niveau universitaire encore en gestation sera modeste, et exercera un rôle plutôt complémentaire. Ainsi, cette « université » privée offrira sous peu un programme de journalisme niveau licence, ainsi qu'un programme de formation des maîtres, la pédagogie étant quelque chose d'à peu près inexistant en Côte d'Ivoire, note Nicole Laverdure. L'ambition : ouvrir une faculté des sciences de l'éducation.

Restek, c'est essentiellement Nicole Laverdure et Hugues Albert. Ils occupent une sorte de grand duplex, en banlieue d'Abidjan. Une partie leur sert d'habitat, l'autre a été transformée en petit centre de formation avec salles de travail, équipement informatique, et quelques chambres pour y accueillir à peu de frais les personnes ressources appelées du Québec ou d'ailleurs à la rescousse. Pas bête, quand on sait les sommes faramineuses que coûtent aux organismes de coopération internationale le gîte et la restauration à l'hôtel des coopérants.

On ne manque pas d'imagination, de sens commun, de flair et d'intelligence chez les Laverdure-Albert.

Le journaliste de *La Presse* a participé au Forum francophone des affaires à Cotonou sur invitation de cet organisme.

Un groupe de Varennes s'attaque aux ordures d'Abidjan...

Dans une série de reportages dont les derniers paraîtront demain, notre journaliste Réal Pelletier, qui était en Afrique en novembre dernier, présente des Québécois et des Africains engagés dans le développement du continent noir.

RÉAL PELLETIER
La Presse à Abidjan, Côte d'Ivoire

■ Un bon matin, Daniel Chagnon s'est amené à Quédo, décharge des ordures d'Abidjan, la pimpante métropole de la Côte d'Ivoire qui fait dans les trois millions d'habitants avec sa banlieue. Pendant deux semaines, Daniel Chagnon, du groupe du même nom installé à Varennes, a examiné attentivement, patiemment le contenu des tonnes de débris qui déversaient sans arrêt de petits camions appartenant à une société française.

On ne peut pas parler ici d'une opération constituant la fine fleur du merveilleux monde des affaires, mais la démarche se révélait pleine d'enseignements pour Daniel Chagnon. Elle lui révélait la nature très différente de la consommation africaine, par rapport à la consommation nord-américaine. Les Africains jettent beaucoup moins, entre autres, de contenants plastique légers et de boîtes de conserves vides, mais beaucoup plus d'épluchures, de restes alimentaires aqueux, lourds. Et cela avait un impact direct sur la conception même des boîtes dont il devait équiper ses camions pour rassembler le marché de l'enlèvement des ordures ménagères à Abidjan. Ce qu'il a réussi d'ailleurs.

Chagnon a ainsi appris qu'un coffre de camion de trois mètres cubes à Montréal emporte 350 kilos d'ordures mais qu'un



PHOTOS RÉAL PELLETIER, La Presse

Jasmin Dancause, fondé de pouvoir du groupe Chagnon à Abidjan, a exploré l'art délicat de cueillir des ordures dans une métropole du tiers monde...

même coffre à Abidjan doit pouvoir supporter une tonne de restes de table. Ce qui veut dire le recours à un métal plus résistant, mais plus épais aussi parce que l'indice d'acidité des ordures d'Abidjan est beaucoup plus élevé, donc plus corrosif. Il fallait aussi des boîtes plus solides parce que, compte tenu de l'état de certaines routes — et compte

tenu des habitudes de conduite pas très orthodoxes des chauffeurs ivoiriens — ces camions sont appelés à verser souvent sur le côté.

C'est Jasmin Dancause, fondé de pouvoir du groupe Chagnon à Abidjan, qui évoque ces faits. Ils expliquent une part du succès remporté par l'entreprise jusqu'ici : une centaine de puissants

camions livrés à la société Ash pour l'enlèvement des ordures à Abidjan, en concurrence avec d'autres grands — américains entre autres — lors d'appels d'offres internationaux. Une centaine de mastodontes dont les prix de vente varient de 90 000 \$ à 175 000 \$. Et d'autres à venir. Sans compter qu'avec Abidjan, Chagnon s'est fait la

main pour attaquer — et obtenir — un autre marché important en Afrique de l'Ouest, celui de Dakar, capitale du Sénégal.

Parmi les difficultés rencontrées, il y a eu la formation du personnel. Chagnon avait dépêché Robert Coulombe sur place à cette fin. Coulombe avait formé toute une équipe de chauffeurs aguerris, mais la société

africaine a des exigences qui font fi de pareilles initiatives.

Après le départ de Coulombe, on a viré tous ces chauffeurs pour les remplacer par les frères, les cousins, les neveux et les amis des frères, des cousins et des neveux. S'en suivirent des cataclysmes routiers en cascades. On commence à peine, explique Jasmin Dancause, à comprendre l'importance de la formation des chauffeurs et la situation revient tranquillement à la normale.

Mais même un chauffeur d'expérience ici cause plus d'accidents qu'il ne le devrait, et cela pour des raisons tout aussi africaines. C'est que, avec un salaire qui devrait faire vivre normalement un ménage à l'occidentale, la structure familiale africaine contraint souvent un chauffeur à entretenir une famille élargie de 12 à 20 personnes. Ce qui veut dire que notre chauffeur abidjanais ne mangera souvent qu'une fois par jour, ce qui se révèle insuffisant pour accomplir correctement sa tâche. De la même manière, l'insuffisance de son revenu personnel, une fois servie la famille élargie, lui interdira de se procurer les médicaments nécessaires lors de la crise occasionnelle de palud, ce qui le contraindra à travailler quand même par 40 degrés de fièvre.

Mais ces problèmes-là, c'est la société africaine elle-même sans doute qui devra apprendre à les résoudre. En faisant peut-être comme Daniel Chagnon et en s'asseyant un bon matin pour regarder attentivement comment les choses se passent. Si tant est, bien sûr, que cette même société africaine juge les camions du Groupe Chagnon pertinents à son développement...

DEMAIN : Deux coopérants québécois parlent de leur travail en Afrique.

... et Sidibé Aminata Diarra à celles de Bamako

La Presse, 9 janvier 1996

La Presse à COTONOU, Bénin

■ En quête d'emploi, Sidibé Aminata Diarra a décidé, un bon jour de 1991 et sur la foi il va sans dire de lectures occidentales à la mode, de s'attaquer au problème des ordures ménagères dans deux quartiers de Bamako, la capitale du Mali. Non seulement a-t-elle réussi à circonscrire le problème dans ces deux quartiers, mais depuis cette date, confie-t-elle à *La Presse* au Forum francophone des affaires tenu récemment à Cotonou, une soixantaine d'entreprises s'inspirant de son modèle ont vu le jour à Bamako et ailleurs au Mali.

Bamako ne compte que 140 000 habitants, mais sa situation sahélienne en fait une capitale particulièrement éprouvée sous plusieurs rapports : l'alimentation, on s'en doute, mais aussi l'environnement et sa conséquence singulièrement directe ici, la santé publique.

Or, un bon jour de 1991, cette informaticienne et deux connaissances, un contrôleur en douane sans emploi et un prof d'anglais sans plus de revenus, décident de se lancer en affaires, sur le terrain pour le moins glissant des ordures ménagères.

L'Afrique incidemment regorge de diplômés universitaires sans emploi ou mutés en itinérants : on retrouve des Maliens devenus marchands de pacotille dans les rues de Paris, des Zairois vi-

vant du BS à Montréal, mais aussi des Béninois cherchant fortune à Abidjan, ou des Sénégalais tâtant du petit commerce à Cotonou. Une représentante de l'Organisation des nations unies pour le développement industriel (ONUDI) expliquera à *La Presse* qu'ils sont 100 000 talents africains de souche, diplômés universitaires, sans emploi, à hanter comme ça le grand continent noir après avoir fréquenté de grandes écoles d'Occident, de Paris à Berkeley, de Montréal à Moscou.

Mais voilà une informaticienne malienne, un douanier et un prof d'anglais « ratés », qui plongent dans les affaires ; dans les ordures ménagères.

À Bamako cela fait double problème. D'abord nos énergumènes ne possèdent pas la « connaissance technologique » de ce type de dossier. Qu'à cela ne tienne : en un siècle où on peut apprendre à faire la bombe A sur Internet, on peut bien se familiariser rapidement avec le traitement des déchets à Bamako. Ensuite, il se trouve que la municipalité occupe déjà le champ fiscal de la cueillette des ordures ménagères. Sans livrer la marchandise — la cueillir en l'occurrence.

Voici donc nos trois chevaliers en guerre contre les ordures ménagères dans deux quartiers de Bamako. Et voilà que ça marche. Avec, en prime sociale, la création de 25 emplois. Avec une population de pauvres et d'ultra-pauvres qui accepte de payer pour ça.

Et ce n'est pas une affaire d'éboueurs bas de gamme : on fait, des ordures, du compostage qui enrichira une agriculture plutôt vacillante. Ensuite, on vide les fosses septiques. Enfin la petite entreprise privée de M^{me} Diarra entreprend de construire ce qu'il y a de plus privé au monde, des toilettes publiques.

On est, rappelons-le, en 1991. Et à Bamako. L'enfer urbain sahélien et son paradis concomitant. Une capitale d'opérette sur la route incertaine de Tombouctou et des contrées touareg. Le premier immeuble dépassant trois étages de la ville ne date que de 20 ans à peine : l'hôtel de l'Amitié qu'inaugurait dans les années 70 l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones (ACCT). J'y étais. Des moutons errant au pied de la tour brouaient les trois brins d'herbe homologués autour d'une piscine vide qui n'avait pas encore reçu son premier vacancier. Pour le reste, la ville n'est encore qu'un ramassis de petites maisons et de huttes abritant les exclus du désert envahissant.

Sidibé Aminata Diarra, en 1991, défie le mauvais sort et décide que cette ville doit vivre. En commençant par la libérer de ses ordures. Et voici que sa recette fait recette. Une soixantaine d'entreprises d'éboueurs du type de celle qu'elle a créée fonctionnent aujourd'hui au Mali, dit-elle, avec 900 emplois à la clé.



Sidibé Aminata Diarra, présidente de la société Séma-Sanya (assainissement et protection de l'environnement). Objectif : faire des affaires en nettoyant Bamako, la capitale du Mali.

Dans la foulée, voici qu'un industriel local y trouve aussi son compte. Il réclame du « groupe », cinq tonnes par

mois de matières plastiques recyclables. Une nouvelle dimension du commerce des ordures ménagères apparaît, prometteuse en termes de revenus pour ces jeunes entreprises à caractère associatif. D'autant plus qu'il n'est pas facile de demander à des populations pauvres de payer pour l'enlèvement des ordures. Le groupe de M^{me} Diarra a d'ailleurs imaginé des « tarifs à rabais » pour les familles les plus démunies.

L'initiative de M^{me} Diarra est d'autant moins banale qu'elle rejoint précisément la démarche souhaitée par la toute puissante Banque mondiale, dont le credo est bien connu : l'État, c'est caca. Même dans le secteur spécifique de l'enlèvement des ordures ménagères. Ce qui a permis incidemment à des Québécois comme le groupe Chagnon, de Varennes, et Degiml, de Montréal, de décrocher de lucratifs contrats d'enlèvement des ordures dans des villes comme Abidjan et Dakar.

Quant à M^{me} Diarra, ses projets ne s'arrêtent pas là. Tout comme on peut composter les ordures à des fins agricoles, les eaux usées peuvent servir aux mêmes fins plutôt que de les répandre dans le décor. Elle a appris, elle sait que la décantation de ces eaux donnent des boues utiles à cet effet. Elle attend les ingénieurs qui attaqueront le problème, et l'aide internationale qui permettra de donner forme au projet.

Et si la Francophonie rimait avec «Libérophonie»

Yves Assouline,
Professeur au Département
de Travail social, Université
du Québec à Hull

Un espoir candide certes, mais espoir tout de même, aurait pu nourrir un bon nombre d'Africains engagés quant au virage politique annoncé pour la fin des travaux du VI^e sommet de la francophonie qui a eu lieu à Cotonou, au Bénin, dans la première semaine de décembre 1995. Mais c'était oublier que «la fin de l'histoire et le dernier homme» demeureront encore des utopies pour l'Afrique francophone au XXI^e siècle. En effet, le virage politique pris par l'anguste assemblée mondiale de la francophonie est plutôt couvert du vernis diplomatique propre à la «Francafrique» depuis 35 années. En cette fin du XX^e siècle, où l'on reconnaît que le possible développement des pays passe par un peu plus de respect des droits de la personne, de l'État de droit et de la démocratie, on aurait espéré que ce VI^e sommet de la francophonie rythmé au son du tam-tam de l'Afrique profonde qui chante toujours la liberté.

Le menu traditionnel

Mais non. On nous a plutôt servi le menu principal traditionnel de la Francophonie institutionnelle dominée par la France. C'est-à-dire la Francophonie des «gens d'en haut»; celle du club des chefs d'État africains amis de la France gaullienne. Celle qui cherche avant tout à promouvoir la langue française (parlée par environ 10 % des populations des pays de l'Afrique dite francophone) pour contrer l'anglicisation du monde. Celle de la coopération et du développement (échange inégal) qui est définie (depuis les indépendances en 1960) par des accords «plus ou moins intouchables pour l'essentiel» dans trois domaines privilégiés: le domaine culturel, le domaine économique et le domaine de la défense.

Par ailleurs, on sait qu'avec le temps, la mise en application de ces accords ont donné naissance à des circuits ou à des filières «politico-affairistes» franco-africains fort complexes et aux multiples ramifications. D'éminents chercheurs Africains et Africanistes s'accordent aujourd'hui pour dire que ces circuits constituent de sérieux obstacles aux changements politique, social et économique en Afrique francophone.

Mais cela n'a pas empêché le président Jacques Chirac de déclarer sans ambages, peu avant le sommet de Cotonou, ceci: «La France n'a aucune intention de se désengager dans le domaine du développement, ni de modifier le caractère privilégié de ses relations avec un certain nombre de pays africains». Et le président



Jacques Chirac a tout fait pour «crasser ses amis africains».

Français a tout fait pour «crasser ses amis africains» (voir *Jeune Afrique*, NO 1822, du 7 au 13 décembre 1995). «Rassurer ses amis» signifie ne pas dénoncer les États africains tels que le Burundi, le Cameroun, le Rwanda, le Togo, le Zaïre, pour ne citer que ceux-ci, où les droits de la personne continuent d'être balayés, où les institutions démocratiques tardent indûment à s'instaurer, etc.

Main basse de la France sur l'Afrique post-coloniale. Pour l'écrivain et militant camerounais Mongo Beti, il faut plutôt dire «la France contre l'Afrique». Car, précise l'auteur, «si l'Afrique francophone implique aujourd'hui, souvent dans le sang et la violence, c'est bien la «coopération française» qui en est principalement responsable: pour maintenir son rêve de grande puissance, la France a soutenu dictatures et partis uniques et bloqué toute perspective d'une prise en charge autonome de leur développement par les populations africaines» (Mongo Beti, *La France contre l'Afrique. Retour au Cameroun*, Paris, La Découverte, 1993).

Pays sous des «démocraties»

On comprend dès lors pourquoi la position du Canada, de la Belgique et de la Suisse en faveur de la promotion des droits de la personne, de l'État de droit et de la démocratie dans les pays d'Afrique francophone sous des «démocraties», depuis le discours de Chaillot, n'a point triomphé au Sommet de Cotonou. On comprend encore davantage que le lobbying d'Amnesty International soit demeuré lettre morte. Car peu après la chute du mur de Berlin, peu après l'implosion de l'Afrique francophone profonde au début de la décennie 1990, la France a enterré le discours de la Baule «sur la prime de démocratisation» pour «redorer son blason» du néo-colonialisme, de main basse sur l'Afrique francophone.

Les préoccupations d'ordre culturel et linguistique (diffusion de la langue française dans le monde) et/ou de stratégies politique et économique (recherche de marché en Afrique et en Asie) de la francophonie sont essentiellement celles de la «Francafrique». C'est-à-dire

les préoccupations de l'État français et des États africains post-coloniaux. Ces préoccupations ne sont pas celles des 90 % des populations africaines: qui ne parlent pas français; qui sont victimes des dictatures africaines soutenues par la France; qui tombent sous les balles des armes vendues ou fournies en don par la France; qui bricolent et se débrouillent dans le secteur informel pour contrer les effets négatifs des Programmes d'ajustement structurels et pour survivre.

C'est dans une langue française non conventionnelle que les jeunes africains dans les zones urbaines et semi-urbaines se réapproprient la parole qui leur est confisquée par l'État post-colonial. Ce français s'appelle Camfranglais au Cameroun, Mooma en Côte d'Ivoire, Togfranglais au Togo, etc. En voici quelques exemples. «Pourquoi tu fais avion par terre comme ça?» (Côte d'Ivoire), signifie «Tu te presses, tu marches vite». «C'est un bea-te» (Togo), se dit d'un Africain qui a reçu son éducation et sa formation en Angleterre. «Ils n'ont que bonnes paroles à la bouche» (Togo), allusion aux discours des politiciens. «J'ai été arrêté par les mango-pays» (Cameroun) expression pour désigner la police routière qui pratique le rançonnage (voir Pascal Krop, *Tu fais l'avion par terre*, Dico franco africain, Paris, Lattès, 1995). Voilà le Français qu'une bonne partie des populations africaines parlent dans leurs pays respectifs. Français réapproprié qui prend tout un sens pour des peuples en lutte contre la domination culturelle, l'oppression politique et l'exploitation économique.

Le grand foyer de la francophonie

Certes l'Afrique francophone représente, potentiellement pour le siècle à venir, le grand foyer de la francophonie. Mais celle-ci n'aura de sens, de viabilité et de portée mondiale que si elle devient un instrument de libération politique et de développement socio-économique pour les populations africaines. En ce XX^e siècle finissant, la francophonie doit renouer avec son essence historique, à savoir une entreprise révolutionnaire parce que renouvellement. Car quoi qu'on fasse et quoi qu'on dise, la possible démocratisation de l'Afrique francophone et le réel développement de cette partie du continent noir sont liés à la résolution d'une question fondamentale: que sont, dans le contexte national, international actuel, les acteurs sociaux politiques du Nord et du Sud qui sont résolus à favoriser la prise du pouvoir par les forces décidées à réaliser un véritable changement sur le continent? De la réponse à cette question dépend pour une large part l'avenir de la francophonie mondiale. Et si la Francophonie rimait avec la «Libérophonie» pour l'Afrique profonde...

Le retour du dictateur

Rejeté par les urnes en 1991 après 17 années d'un régime militaire et marxiste, l'ancien dictateur Mathieu Kérékou, cherchera à se faire élire aux présidentielles de mars prochain, au Bénin. Le retour du dictateur montre bien la fragilité du renouveau démocratique dans ce petit pays d'Afrique de l'Ouest, considéré comme un laboratoire de la démocratisation à l'africaine. Le régime actuel est appuyé depuis six ans par la communauté internationale, dont le Canada, à grands renforts d'aides financières. Mais la pauvreté et l'insatisfaction n'ont cessé de gagner du terrain, malgré la reconquête des libertés fondamentales. Comme en Europe de l'Est, l'ancien dictateur s'appuie sur les nouvelles impatiences de la population pour reconquérir son appui. *Le Devoir* publie aujourd'hui la correspondance d'un journaliste du quotidien béninois *Le Matin*. Dans les prochains jours, Michel Venne, qui revient d'un séjour au Bénin, grâce à une bourse Nord-Sud, tracera le bilan de la transition démocratique.

EMMANUEL S. TACHIN
COLLABORATION SPÉCIALE

1 Cotonou — Après cinq années resté dans l'ombre, celui qu'on appelle Le Caméléon, le général Mathieu Kérékou, a annoncé mercredi, devant 10 000 partisans, dans la capitale Porto-Novo, qu'il briguera la présidence de la République du Bénin, aux élections dont le premier tour a lieu le 3 mars.

Kérékou avait pris le pouvoir par les armes le 26 octobre 1972. Il a été déposé par l'électorat en 1991, après la tenue d'une conférence nationale où il avait convoqué les principaux leaders d'opinion de la société civile, et qui décréta la fin de la révolution marxiste et le retour à la démocratie, aux élections libres et au multipartisme. Arrivé deuxième,

derrière son premier ministre de transition, Nicéphore Soglo, le général avait eu le mérite de respecter le verdict populaire. Il s'est retiré, au profit de son adversaire, bénéficiant il est vrai d'une amnistie personnelle pour les exactions commises par son régime.

Aujourd'hui, ce n'est pas sa mise en orbite pour la présidentielle qui surprend, au Bénin. Car plusieurs signes, depuis quelques mois, annonçaient son retour. C'est la manière. Kérékou, en effet, avait d'abord procédé, le 12 janvier, par la publication d'un livre au titre évocateur: *Préparer le Bénin du futur*. Personne ne lui savait ce côté d'écrivain. L'ancien chef du Parti de la Révolution Populaire

du Bénin (PRPB) énonce un plan en quatorze points dont la mise en place d'un gouvernement d'union nationale et la convocation d'une conférence économique, la moralisation de la vie publique, le strict respect de la légalité constitutionnelle et la création d'un poste de premier ministre (présentement, au Bénin, le président de la République est également le chef du gouvernement).

Pour son retour, le 12 janvier, Kérékou avait choisi de réunir partisans, journalistes et curieux dans l'historique salle de conférence de l'hôtel PLM Aledjo, à Cotonou, la métropole du Bénin, ce petit pays de cinq millions d'habitants d'Afrique de l'Ouest. Cette salle est celle où s'était déroulée, en

VOIR PAGE A 8: DICTATEUR

SUITE DE LA PAGE 1

1990, la Conférence des forces vives de la nation.

La ferveur et l'ambiance qui régnait dans cette salle témoigne de la très forte popularité de l'ex-Grand Camarade de lutte qui dit avoir changé pour être aujourd'hui «un homme nouveau». Il réédita l'exploit, avant-hier, en réunissant dans la capitale, quelque 10 000 Béninois, sympathisants et militants d'une trentaine de formations politiques qui le soutiennent.

Kérékou s'est engagé à respecter la constitution, «texte sacré», et «respecter les institutions démocratiques». «Nous, révolutionnaires, qui disions que le pouvoir était au bout du fusil, disons aujourd'hui qu'il est dans les urnes.»

La popularité de Kérékou s'appuie sur une insatisfaction de la population. Si l'exercice des libertés fondamentales, comme la liberté d'expression, chèrement conquise, est perçue comme un gain tangible du renouveau démocratique, le bien-être social, lui, n'est pas au rendez-vous. La croissance économique qu'on dit se situer autour de 7 % ne se fait pas sentir dans le panier de la ménagère. Le taux d'inflation, déjà galopant, s'est accru au lendemain de la dévaluation du franc CFA et oscille entre 39 et 40 %. En outre, on reproche au président actuel, Nicéphore Soglo, qui sollicite un second mandat, de mettre à l'écart tous ceux qui ne sont pas de son parti.

D'anciens adversaires de Kérékou l'avaient prié de faire acte de candidature contre Soglo. Albert Tévoédjrè, un ancien cadre du Bureau international du travail, arrivé troisième au premier tour des présidentielles en mars 1991, renonce à être lui-même candidat pour laisser le champ libre à l'ancien militaire. Idelphonse Lemon, un ancien ministre des Finances du président Soglo, et Gratiem Pognon, tous deux condamnés à mort, jadis, par Kérékou, pour avoir tenté de renverser son régime autoritaire, l'appuient.

Le président Soglo affirme que ces politiciens qui appuient aujourd'hui leur ennemi d'hier ne le font que par arrivisme. La promesse de Kérékou de créer un poste de premier ministre est lié à leur nouvelle déférence à l'égard du Caméléon. D'aucuns voient déjà Kérékou, redevenu président, les installer dans cette fonction en échange.

Mais le soutien populaire est réel. Aux élections législatives, tenues l'année dernière, un parti dont les racines sont dans le nord du pays, la région d'où provient Kérékou, le Far Alafya, a réussi à faire élire dix députés, sur 82 sièges. Soglo n'y détient pas la majorité.

Au fil des derniers mois, des comités de soutien à sa candidature avaient été mis sur pied. A deux reprises, il s'est rendu en France pour, dit-on, faire un bilan de santé. Aujourd'hui, de jeunes cadres avant-gardistes de l'informatique au Bénin viennent de réussir à placer Kérékou sur Internet, réalisant ainsi, semble-t-il, la première expérience de communication électronique internationale avec une personnalité politique africaine. On peut s'informer sur lui, envoyer des correspondances, dialoguer avec lui, lui présenter des propositions sur l'avenir du Bénin.

Son livre se vend en librairie 2000 francs CFA, l'équivalent de près de deux jours de salaire pour l'ouvrier moyen. Une photographie «new look» du dictateur repentini orne la page couverture de l'ouvrage. On le voit de profil, fixant apparemment l'avenir du Bénin. Il livre son appréciation de la transition démocratique au Bénin, il estime que la jeunesse béninoise se sent trahie, abandonnée par la classe politique qui peut réussir si elle se montre «patriote et crédible, si elle ne promet que ce qu'elle peut donner». Il défend ensuite les réalisations économiques de son régime et critique l'amnésie sélective dont souffre le Bénin et qui risque de conduire le renouveau démocratique à la dérive.

À suivre

Le renouveau démocratique au Bénin

Les six femmes de Zinsouga

L'instauration de la démocratie en Afrique doit composer avec les traditions qui favorisent la cohésion sociale

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

2. Cotonou — Dans le quartier populaire d'Akpakpa, dans la capitale économique du Bénin, un quartier où les rues sont en réalité des allées de sable, se trouve la maison de Pierre Zinsouga. Une jolie maison de crépi rose où vit Zinsouga avec ses 12 enfants et... ses six femmes.

Il y a 20 ans, Zinsouga épousa Madeleine. Mais il se lassa. Il rencontra Sabine, à qui il fit un fils. Sabine et Euloge, vinrent vivre avec Madeleine et ses quatre enfants, sous le même toit. Puis s'ajoutèrent au fil des ans Joséphine qui accoucha d'Adélaïde, Christine qui donna naissance à Olivier, Virigine qui en eut quatre, dont la benjamine Gloria, qui n'a pas deux ans. Enfin, Emma, la mère d'Eric, se joignit au reste de la troupe.

VOIR PAGE A 8: ZINSOUGA



PHOTO MICHEL VENNE

Sakou Mama (à gauche) est le chef griot du village de Parakou. On le voit ici avec son fils.

Le Devoir, 6 février 1996

ZINSOUGA *La polygamie a mal vieilli*

SUITE DE LA PAGE 1

Chaque femme a sa chambre. Et Zinsouga choisit dans laquelle il veut dormir, chaque nuit. Les enfants sont élevés comme frères et sœurs. La vie y semble harmonieuse. Même si chaque femme voudrait être la seule.

Le cas de Zinsouga est exceptionnel. Habituellement, les femmes s'entredéchirent, n'acceptent pas, se rebellent. Elles vivent dans des maisons séparées avec chacune leurs enfants pour lesquels, de moins en moins souvent, le père pourvoit aux besoins par une pension alimentaire. Zinsouga a six femmes. D'autres en ont 32, ou 18 ou 12. Un homme peut toutes les inscrire au registre des allocations familiales. On songe à imposer un plafond.

Des femmes africaines vous diront que, naguère, la polygamie n'était pas une mauvaise chose. Dans les villages, elle forçait au moins l'homme à subvenir aux besoins de sa marmaille. Mais cette pratique a mal vieilli et, aujourd'hui, laisse beaucoup de femmes et d'enfants à l'abandon. Dans le quartier Sainte-Rita, le père Claude Templé et son équipe de jeunes travailleurs sociaux béninois recueillent des enfants de la rue. Certains sont victimes de la polygamie. Ils ne trouvent plus leur place dans le foyer familial. On voit, dans des immeubles de Cotonou, de jeunes filles âgées de 7 à 15 ans qui travaillent comme bonnes à tout faire. Ce sont les «vidomègons». Elles ont été cédées par leurs parents du village à un oncle ou à une amie en échange d'un montant d'argent. Elles sont louées ou elles sont vendues. En principe, leur bien-être doit être pris en charge par ce nouveau tuteur. Mais dans la réalité, ce sont des esclaves. Séparées de

leur famille, les jeunes filles ne vont plus à l'école. Elles sont parfois expatriées. Elles sont battues, violées.

Le père Templé recueille certaines d'entre elles, qui ont fui leur enfer pour en choisir un autre. Les enfants se sont reconstitués une nouvelle famille dans la rue. Ils ont connu la frénésie des drogues, colle, essence ou amphétamines importées illégalement du Nigéria. La police les ramasse, la nuit, sur les bancs de la place de l'Étoile rouge, vestige de l'époque marxiste, révolue depuis 1991. Ils arrivent à Sainte-Rita malades. Certains ne savent plus dormir. Ils sont plus confortables par terre que dans un lit. Ils ne savent plus se laver. L'équipe du père Templé leur montre un métier, les réhabilite, retrouve leur famille lorsque c'est possible. Cette situation est peut-être en partie une conséquence d'un développement mal géré. C'est en tout cas ce que croient les animateurs de Sainte-Rita. Les exigences des bailleurs de fonds internationaux, la dévaluation du franc CFA, les nouvelles impatiences suscitées par la démocratie et par la captation de la télévision par satellites, tout cela a bouleversé les mœurs locales et engendré une pauvreté. Des villageois ont fui vers la ville où ils n'ont pas su s'adapter aux conditions de vie urbaines. Ils n'ont pas trouvé d'emploi. Leur situation, comme dans un cercle vicieux, devient un obstacle au développement. Car ces gens-là deviennent des exclus, ils échappent à l'école, ils sont condamnés à la débrouillardise.

Heureusement, il existe, dans ce pays, une organisation sociale qui échappe complètement à l'État et qui semble servir à maintenir un minimum de cohésion sociale. En même temps, ces pouvoirs parallèles, s'ils étaient laissés à eux-mêmes, pourraient, par leur attachement à des coutumes anciennes, freiner l'ouverture du pays, empêcher l'épanouissement de ses citoyens. «Ils

peuvent être dans l'ombre et tout casser. Il vaut mieux les sortir de l'ombre et les associer à la démocratie», dit la vice-présidente de L'association des femmes juristes du Bénin, Marie-Elise Gbedo.

Il existe au Bénin, en parallèle au pouvoir politique officiel, un système de chefs ou de rois de villages. Ces rois, le président Nicéphore Soglo les a reconnus officiellement. Il les consulte. Ces gens-là héritent du trône de leurs ancêtres. À Parakou, au nord du Bénin, le roi est mort il y a plusieurs mois. En ce moment, les frères du défunt se disputent la couronne, à coups de sortilèges. La sorcellerie fait partie de la vie au Bénin.

J'ai rencontré, à Parakou, le premier ministre du roi du village, Baba Damagui. Il vit dans une case de terre et de chaume, qui le garde au frais. Il n'y a rien à l'intérieur, sinon un tapis pour s'asseoir. Il m'adresse à son ministre des Communications, le griot du village, Sakou Mama, qui me raconte l'histoire du royaume et m'explique laborieusement, dans sa langue locale bariba, le rôle des rois. Leur pouvoir est informel. Leur autorité est morale. Ils vivent des dons de la communauté.

Boras Béhanzin est l'héritier du roi Béhanzin d'Abomey, un village béninois. Aujourd'hui, Boras dirige une organisation communautaire qui aide les paysans à former des petites entreprises. Selon lui, c'est «l'attachement au système traditionnel qui a permis de résister au rouleau compresseur marxiste et a facilité l'éclosion de la démocratie». Il affirme que les paysans suivaient davantage les conseils de leurs rois que les diktats du régime militaire. Et aujourd'hui, les rois aplanissent les différends entre les communautés après les combats électoraux. Mais il est clair que ces rois peuvent, s'ils le veulent, battre un candidat par leur influence.

De même, relate Clarisse Laourou, les campagnes de

sensibilisation contre l'excision du clitoris des femmes et des fillettes, une pratique généralisée dans le nord du pays, ne peuvent avoir lieu sans l'accord du roi local.

Le Bénin est aussi le pays du vaudou, du «vodun», en langue locale fon. Et le vaudou, en plus d'être une pratique spirituelle, est un système parallèle d'organisation sociale. Le culte du vodun, c'est le culte des ancêtres divinisés, que l'on appelle à revenir parmi les vivants lors de cérémonies colorées, sanguinaires parfois. Ces cérémonies sont l'occasion de fêter l'ancêtre, lui montrer qu'on ne l'a pas oublié. En échange, on sait qu'il protégera ses descendants.

À Ouidah, un village situé au sud-ouest du Bénin, on trouve à l'ombre de l'église catholique, le temple du Python, élevé à la gloire de ce serpent qui représente une divinité. Le python existe. Il a une maison où on le garde au frais. Les touristes se font photographier avec lui autour du cou.

Régulièrement, on y tient des cérémonies sacrificielles. Des cabris, des moutons, des poules, des vaches sont égorgés vivants, leur sang nourrit les divinités. On en asperge la tête des jeunes adeptes qui dansent, un animal pris entre les dents, jusqu'à tomber en transe. À Savalou, un village situé un peu plus au nord, on a sacrifié un enfant nouveau-né, avant Noël. Mais c'était pour la sorcellerie, dit-on, pas pour le vaudou. Catherine et Bernard Desjeux écrivent, dans un album illustré magnifique sur le Bénin que «tout projet de développement ne peut réussir que s'il tient compte de ces liens qui imprègnent chaque famille du Sud-Bénin depuis des siècles».

Michel Venne a réalisé ce reportage grâce à une Bourse Nord-Sud décernée annuellement par la FFJQ et financée par l'ACDI.

À suivre

La démocratie à crédit

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

3. Cotonou — Boniface Koudou, la jeune vingtaine, confectionne des vêtements sur mesure dans un petit atelier. Le Chic des jeunes, dans le quartier Placodji. Sa vie n'a guère changé depuis le rétablissement, en 1990, de la démocratie et du libéralisme après 17 années de dictature marxiste et militaire. Cependant, dit-il, «la démocratie, c'est important, parce que la démocratie, c'est la liberté. Aujourd'hui, je peux vous parler librement». La vie est dure, l'alimentation rudimentaire, les médicaments rares, l'école trop chère. Mais au moins, «on peut s'en plaindre ouvertement».

La conquête des libertés civiles représente le gain le plus tangible de la transition démocratique au Bénin. Le pays a connu deux élections législatives réussies. Les institutions sont respectées. Les Béninois reprennent doucement confiance dans le système bancaire et les tribunaux. La presse a connu une explosion. Mais des 50 titres nés dans la ferveur du renouveau démocratique, il n'en reste guère qu'une dizaine, dont deux quotidiens. L'un est le journal contrôlé par l'Etat. L'autre, c'est *Le Matin*, seul quotidien indépendant, qui vit avec huit journalistes et 2000 exemplaires.

L'autre avantage du renouveau démocratique, c'est l'afflux des capitaux étrangers. Le Bénin est perçu comme le laboratoire de la démocratisation à l'africaine. Les pays du Nord inondent le Bénin d'aides financières qui représentent jusqu'aux deux tiers des revenus de l'Etat. Le géographe béninois John Igué parle de cet argent comme de la «rente de la démocratie», un apport conjoncturel de revenus.

«Quand la rente va se retirer, ça va révéler les faiblesses de la société», dit le professeur. M. Igué raconte que le Bénin a toujours vécu de rentes conjoncturelles, qui ont généralement été tributaires de l'exportation ou de la volonté de puissances étrangères. C'était le cas, déjà, au XVII^e siècle, lorsque les rois d'Abomey régnaient sur le Bénin et organisaient, à leur plus grand profit, la traite des esclaves vers l'Europe et l'Amérique. Lorsque l'on mit fin à la traite négrière, à la fin du XIX^e siècle, les esclaves furent utilisés pour extraire l'huile de palme, qui devint le principal produit d'exportation.

La traite négrière et le commerce de l'huile de palme procurèrent au pays un certain enrichissement. Les Béninois allaient à l'école. Après la Deuxième Guerre mondiale, le Bénin était connu comme le Quartier latin de l'Afrique. Ses hauts fonctionnaires régnaient dans les colonies voisines. Après les esclaves et l'huile, le pays exportait ses cerveaux. Cela dura jusqu'à la décolonisation.

En accédant à l'indépendance, en 1960, le Bénin devint le Dahomey et entra dans une période difficile. Le pays connut cinq coups d'Etat dans les années 1960. Le pays était devenu l'enfant malade de l'Afrique. En 1972, le général Mathieu Kérékou prit le pouvoir par les armes et le garda sans partage jusqu'en 1989.

Durant cette période, relate M. Igué, Kérékou put se maintenir facilement au pouvoir parce que le peuple mangeait à sa faim. Le pays avait retrouvé les bénéfices d'une nouvelle rente de situation, reliée, cette fois-là,



PHOTO MICHEL VENNE

Quelque 25 000 personnes habitent le village lacustre de Ganvié, au nord de Cotonou, et ne veulent pas vivre ailleurs même si elles n'ont ni électricité, ni eau courante, ni égouts, et qu'elles doivent, à la saison des pluies, vivre dans des cases inondées.

à la réexportation de matières premières des pays voisins: le phosphate du Togo, l'uranium du Niger et le pétrole du Nigeria. Le Bénin vivait de ses installations portuaires. Kérékou était soutenu par les puissances communistes et par les puissances pétrolières: URSS, Cuba, Libye.

Mais à la fin des années 80, les puissances communistes sont en déclin. Le mur de Berlin tombe. Les puissances pétrolières battent de l'aile. Les rentes dont bénéficie le Bénin s'épuisent. Kérékou chancelle. Il ne parvient plus à payer les salaires des fonctionnaires, qui se révoltent. Il pille les banques et jette par terre le système financier. L'emprisonnement et le maltraitement des opposants, dont plusieurs fuient en exil. La France l'invite discrètement à jeter du lest, ce qu'il fait en convoquant la Conférence nationale des forces vives de la nation.

La conférence dure neuf jours, en février 1990, et regroupe les chefs syndicaux, politiques et religieux. Présidée par l'archevêque de Cotonou, Mgr Isidore de Souza, la réunion convient du retour à la démocratie, au multipartisme et au libéralisme économique. Des élections auront lieu l'année suivante. Le dictateur Kérékou sera battu par son premier ministre de transition, Nicéphore Soglo, qui était jusqu'alors cadre à la Banque mondiale, à Washington.

Cinq ans après, Mgr de Souza est perplexe. Il se demande si les espoirs suscités par la conférence étaient exagérés. «On espérait un changement radical, dit-il. Mais aujourd'hui, on constate que les mentalités n'ont pas changé.» Il reproche aux dirigeants légitimement élus de «s'en mettre plein les poches» au lieu de susciter un sentiment d'appartenance nationale. «Sous certains aspects, le régime Kérékou était moins corrompu que le régime actuel», dit-il.

Le professeur Igué n'est pas loin de dire la même chose. A son avis, les 50 partis politiques (pour une population de cinq millions d'habitants) nés de la conférence nationale ne sont que «des clubs électoraux». Le résultat est que «personne ne se sent concerné par l'action gouvernementale», dit-il. «Les gens trouvent que leurs intérêts ne sont défendus nulle part au sein de la nation». En réaction, les gens se re-

groupent par intérêt dans leur région. Ce clivage apparaît nettement dans la division du corps électoral. Chaque grande région appuie une mouvance politique différente.

La négation du sentiment national, dit M. Igué, rend les gens égoïstes, ils ne pensent plus qu'à eux. Ils se débrouillent pour survivre. La démocratie et l'aide étrangère ont favorisé l'éclosion d'organisations non gouvernementales [ONG], qui révèle un désir de développer la société civile. Cette explosion témoigne également du manque de moyens disponibles. «Les demandes de subvention pour des projets pleuvent», dit le représentant d'OXFAM-Québec, Brian Smith.

Mais il n'y a guère de développement cohérent, sinon dans le commerce du coton, en dépit des efforts de Soglo pour ouvrir des voies de communication dans toutes les régions du pays et revaloriser le travail du paysan. Il a décrété la gratuité de l'école pour les filles. Mais les taux de scolarisation sont à la baisse. La dévaluation du franc CFA, en janvier 1994, a réduit le pouvoir d'achat des salariés et fait bondir les prix. «La démocratie sans développement est un mot creux», dit Mgr de Souza, d'où son pessimisme.

D'autres, plus jeunes, continuent d'entretenir l'espoir, comme Pamphile Adjovi ou Boras Béhanzin, qui aident, avec leurs ONG, à la mise sur pied de coopératives, de groupements féminins, de caisses locales de crédit, dans la région de Bohicon, avec l'aide d'OXFAM.

La vice-présidente de l'Association des femmes juristes du Bénin, Marie-Elise Gbedo, est enthousiaste. Elle accroche son espoir à la vitalité retrouvée de la population, le regain d'espoir suscité par la démocratisation. «Je n'ai jamais vu autant d'artistes s'exprimer. J'ai vu des femmes se faire de plus en plus belles. Les gens sont psychologiquement ragaillardis. Mais il faudra du temps, dit-elle. Cinq ans, ce n'est pas assez, il en faudra vingt.»

FIN

Michel Venne a réalisé ce reportage grâce à une Bourse Nord-Sud décernée annuellement par la FPJQ et financée par l'ACDI.

Le Devoir, 7 février 1996

La vie des enfants de coopérants à l'étranger : écoles privées, domestiques et dépaysement garanti

PAUL ROY

■ En arrivant à Kigali, Olivier-Jacques Charbonneau s'est endormi.

« C'était en 1989, j'avais neuf ans et je n'avais pas dormi depuis notre départ de Montréal, trois jours plus tôt. Je me suis endormi dans l'auto qui nous conduisait à notre maison ce matin-là. J'ai dormi toute la journée et toute la soirée. Je me rappelle m'être réveillé en pleine nuit. » En Afrique!

En tout, Olivier-Jacques, aujourd'hui âgé de 14 ans, a séjourné 15 mois au Rwanda, entre 1989 et 1991, soit bien avant les massacres de Tutsis et de Hutus qui ont défrayé la manchette récemment.

De son séjour en Afrique, il se souvient de safaris en famille au Kenya : « J'ai vu des zèbres, des girafes, des lions, des gnous... »

Il se souvient de la pauvreté des gens, d'autobus tellement bondés que des passagers devaient monter sur le toit. « Nous, dit-il, on avait nos voitures. »

— Et des domestiques ?

— Oui, un gardien de nuit, un jardinier, une cuisinière et une femme de ménage.

Olivier-Jacques est fils d'ex-coopérants. Et comme la plupart de ses semblables originaires du Québec, il a fréquenté une école française et côtoyé des enfants de diplomates ou de la bourgeoisie locale.

— Et la nourriture ?

— On mangeait à peu près comme ici. Comme mon frère est difficile, on achetait des affaires importées.

Olivier-Jacques et sa famille

sont rentrés du Rwanda en septembre 1991.

« Je me souviens qu'il faisait froid, raconte-t-il. Mon premier réflexe a été de regarder la télévision. »

Le garçon de Beloeil dit avoir aimé son expérience : « C'est quelque chose que les autres n'ont pas vu. On est riches, ici, à comparer. Et on est chialoux. »

Maud Marginean, 16 ans, a attrapé la piqûre des voyages lors de deux séjours en Tunisie, de 1983 à 1986 et de 1989 à 1991.

« J'ai adoré ça, raconte-t-elle. Rencontrer des gens nouveaux, le temps chaud à longueur d'année... »

Maud aussi a fréquenté une école française.

« Mais je parlais beaucoup avec des Tunisiens. Les gens qui travaillaient avec mon père étaient nos amis aussi », raconte-t-elle.

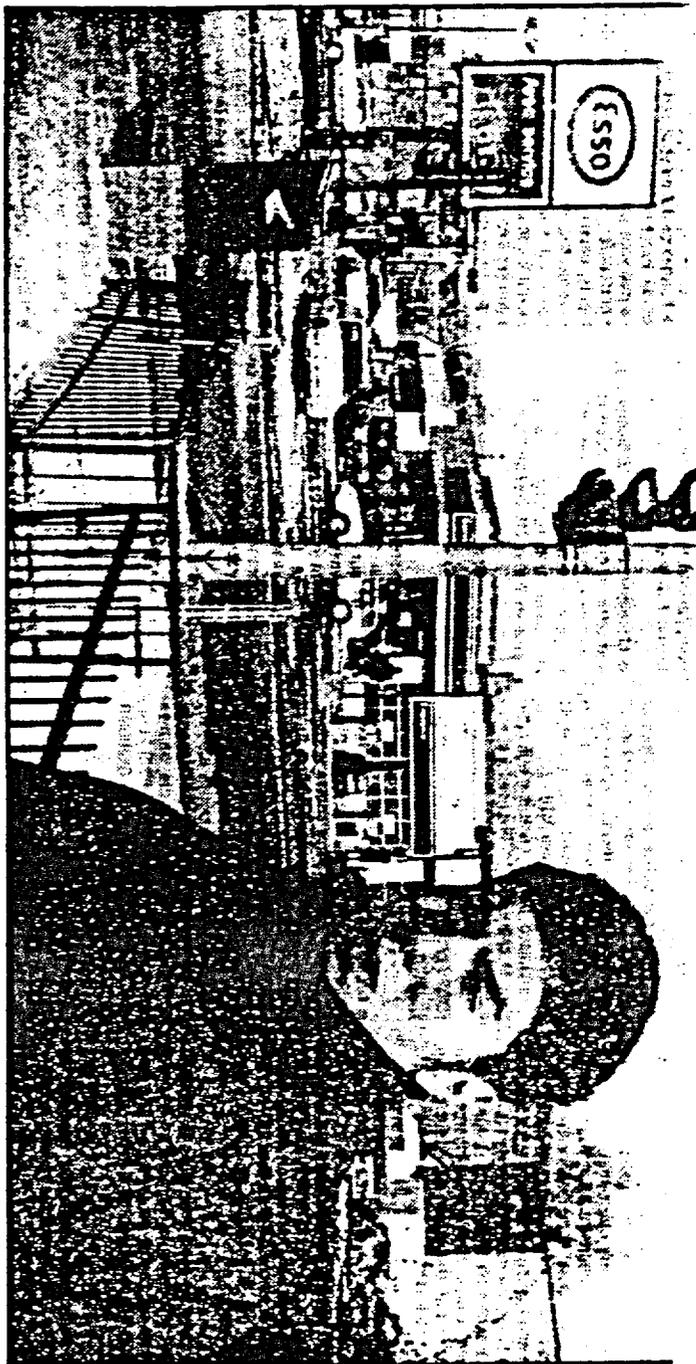
L'adolescente de Rosebère, qui termine son secondaire cette année, s'est inscrite à un programme d'échange pour l'an prochain.

« Je m'en vais passer un an en Espagne ! »

Antoine Dion-Ortega, 17 ans, a séjourné cinq ans à l'étranger : deux en République Dominicaine et trois en Haïti. Il est rentré à Montréal en 1991, peu après le coup d'État de Raoul Cédras, qui a renversé Prosper Avril.

Les premières années, sous Avril, je ne me sentais pas menacé même si, parfois, je me faisais dire : « Ici, remonte ta vitre

Antoine Dion-Ortega, 17 ans, a séjourné trois ans en Haïti : « J'entendais des cris, des tirs, des gémissements... Tu dors pas ! »



d'auto, quelqu'un s'est fait attaquer la semaine dernière. »

Après le coup d'État, ça s'est gâté : « J'habitais au-dessus d'un bidonville où il y avait des meurtres toutes les nuits. J'entendais des tirs, des cris, des gémissements... Tu dors pas ! »

Antoine fréquentait lui aussi une école privée.

« Une école normale, comme ici. Les enfants de coopérants se tenaient ensemble, un petit monde carrément détaché, des fois je me sentais coupable. »

Le garçon, qui fréquente aujourd'hui le cégep Bois-de-Boulogne, n'a jamais appris le créole et avait donc de la difficulté à communiquer avec la population. En République Dominicaine, il avait appris l'espagnol.

Mais de retour à Montréal, il dit se sentir proche des Haïtiens. Même si, dit-il, certains de ceux qu'il connaît ici « n'ont jamais mis les pieds en Haïti ».

Y retournerait-il ? Non, pas tout de suite : « J'aime mieux vivre mon adolescence ici. Mais plus tard, peut-être que j'aimerais aller en Afrique, comme coopérant... »

Batiste Chatelain, 19 ans, est rentré en 1993 d'un séjour de deux ans à Cotonou, au Bénin.

« Mon père était coopérant volontaire, relate-t-il, c'était presque du bénévolat. En tout cas, on avait de la misère à arriver et, ça, j'ai trouvé ça dur. »

Mais il se dit heureux d'avoir pu découvrir une autre culture : « Ça bouleverse une vie, c'est le dépaysement total. »

Beaucoup de pauvreté, se rappelle-t-il, « mais une joie de vivre qu'on ne retrouve pas ici ».

L'étudiant en journalisme à l'université Laval dit n'avoir eu

aucune difficulté à s'intégrer, lors de son séjour.

« Ton intégration, dit-il, c'est toi qui la fais, c'est un choix personnel. Je mangeais de la pâte de manioc et des tubercules, comme eux. C'était très épicé. Souvent, j'allais dans les villages, au marché. »

Ses trois meilleurs amis étaient un Français et deux Béninois.

Sa maison ? « Pour moi, elle était ordinaire, mais pour les gens là-bas, c'était un palace. »

Lui-même dit avoir vu des maisons de l'aristocratie locale qui étaient « tellement luxueuses, ça ne se pouvait pas ».

Cotonou, raconte Batiste, est une ville moins violente que d'autres villes africaines.

« Mais comme partout, la justice, c'est le peuple qui la fait. Et

j'ai vu du monde se battre à coups de machette. »

Ce qui l'a le plus impressionné ?

« Le vaudou. J'y crois dur comme fer, il y a des pouvoirs assez extraordinaires là-dedans. Je suis allé en voir un, dans un village, qui m'a raconté ma vie, ma famille. C'est pas du jojo médium, c'est bouleversant ces affaires-là ! »

Au retour, Batiste dit avoir eu un « gros choc ». Et il éprouve parfois le mal du pays. Il se souvient alors de la plage à côté de la maison, « des taxis à 50 cents qui te conduisent partout en ville », des négociations continuelles, « au marché, partout, tout se négocie », et de la corruption.

« En mobylette, tu te fais arrêter sans raison et t'es obligé de payer. Et c'est plus cher quand t'es blanc. Mais plus cher, c'est quand même juste 2 \$... »

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E

3 5036 01041738 7

DOCS
CA1 EA 95C58 FRE
Conférence des chefs d'Etat et de
gouvernement des pays ayant le
français en partage (6ième : 1995
Cotonou, Benin)
Francophonie 1995 : le Sommet de
Cotonou, Cotonou, Benin 2 au 4

